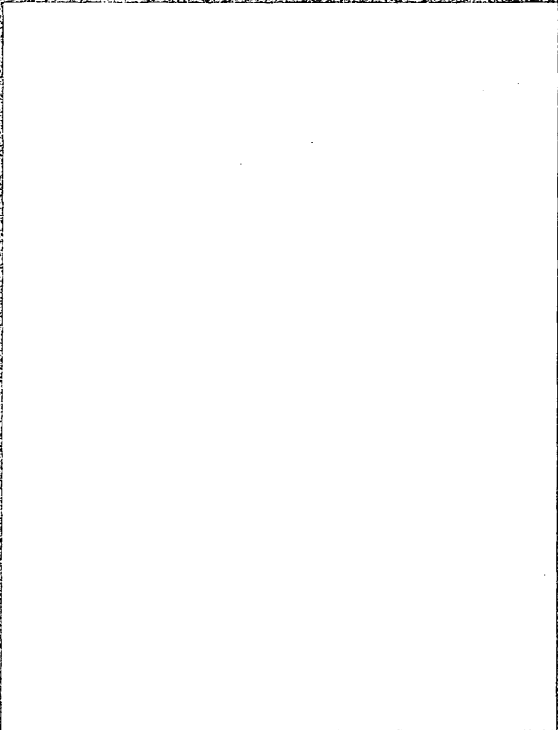


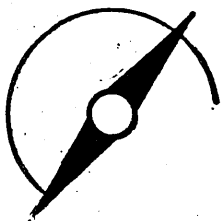
BX
1389
.M3





LA PAPAUTÉ CONTEMPORAINE

PAR HENRY MARC-BONNET



**PRESSES UNIVERSITAIRES
DE FRANCE**

Que sais-je?

VOLUMES DÉJÀ PUBLIÉS DANS LES SECTIONS SUIVANTES

V. — SCIENCES PURES

a) Histoire des sciences :

Les étapes des mathématiques (M. Boll).....	N° 42
Histoire du calcul (R. Taton)	N° 198
Histoire de la géométrie (P. Marchal)	N° 109
Les étapes de la mécanique (M. Boll)	N° 130
Les étapes de l'astronomie (P. Couderc)	N° 165
Le Calendrier (P. Couderc)	N° 203
Histoire de l'électricité (P. Devaux).....	N° 7
Les étapes de la chimie (L.-J. Olmer).....	N° 35
Les étapes de la biologie (M. Caullery).....	N° 1
Les étapes de la médecine (D ^r J. Fauvet)	N° 31

b) Mathématiques, astronomie :

La relativité (P. Couderc)	N° 37
Les probabilités et la vie (E. Borel)	N° 91
Les certitudes du hasard (M. Boll).....	N° 3
L'exploitation du hasard (M. Boll)	N° 57
L'astronomie sans télescope (P. Rousseau) ²	N° 13

c) Physique, chimie :

De l'atome à l'étoile (P. Rousseau)	N° 2
Etude physique de la terre (Ch. Maurain)	N° 67
La météorologie (A. Viaut).....	N° 89
La mesure du temps (M. Granier).....	N° 97
Le froid (R. Simonet)	N° 122
La lumière (P. Rousseau)	N° 48
Le secret des couleurs (M. Boll et J. Dourgnon)...	N° 220
La télévision (P. Grivet et P. Herreng).....	N° 30
Les rayons X (A. Boutaric)	N° 70
La T. S. F. (R. Bureau).....	N° 99
L'électron et son utilisation industrielle (M. Granier)	N° 175
Radium et radioactivité (G. Dupuy).....	N° 33
Les ultrasons (F. Draveil).....	N° 21
La chimie générale (G. Champetier)	N° 207
L'analyse chimique (H. Mathieu)	N° 189
Les colloïdes (A. Boutaric)	N° 104

d) Géologie :

La terre et son histoire (L. Rudaux)	N° 16
La vie créatrice de roches (G. Deflandre)	N° 20
Séismes et volcans (J. Rothé)	N° 217

LA PAPAUTÉ CONTEMPORAINE
(1878-1945)

« QUE SAIS-JE ? »

LE POINT DES CONNAISSANCES ACTUELLES

LA PAPAUTÉ CONTEMPORAINE

(1878-1945)

par

Henry MARC-BONNET

Agrégé de l'Université



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1946

BX1389

.M3

DÉPOT LÉGAL

1^{re} édition 3^e trimestre 1946

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

COPYRIGHT

by *Presses Universitaires de France*, 1946



gen. lib. (pau.)

INTRODUCTION

C'est sur le Saint-Siège, et non sur les divers Papes, que porte cette courte étude : on ne trouvera pas ici une histoire, qui serait forcément sommaire, des pontificats contemporains, mais, du moins nous l'espérons, celle d'une institution profondément étrangère au monde actuel par son ancienneté, son caractère purement spirituel et ses prétentions universelles, et de ses efforts pour prendre, à une époque où les intérêts matériels prédominent et s'affrontent violemment, où se heurtent Nations et Empires, la place de premier ordre à laquelle son passé et sa nature lui imposent de prétendre. De là résulte notre point de départ chronologique : c'est à partir de l'avènement de Léon XIII (1878) que se manifeste au Vatican une volonté bien arrêtée d'adaptation et de redressement.

De là découle aussi la méthode que nous avons adoptée : nous plaçant constamment au point de vue de la Papauté, nous examinerons son attitude en face des problèmes actuels, attitude commandée par deux faits connexes et dont les conséquences se font sentir dans tous les domaines : l'un, qui intéresse directement le Saint-Siège, est la ruine du pouvoir temporel ; l'autre, beaucoup plus général, est la sécularisation de la société. Allant, pour ainsi dire, de l'intérieur vers l'extérieur et du simple au complexe, nous étudierons successivement l'institution pontificale en elle-même et son organisation propre, l'autorité qu'elle exerce sur l'Eglise, la façon dont elle dirige la vie spirituelle et l'effort de

conquête de celle-ci. Les contacts avec le monde extérieur posent à la Papauté une série de problèmes : nous la verrons s'efforcer de déterminer son attitude dans les questions politiques et sociales et d'organiser la coopération des fidèles à son action. Enfin, nous élargirons notre horizon jusqu'à envisager les relations du Saint-Siège avec les États, relations dont nous aurons ainsi analysé les éléments.

Sur ces différents points, nous croyons devoir montrer les effets pratiques des décisions du Vatican dans l'Eglise, dans les nations, sur les individus. En effet, la Papauté est, de plus en plus, le cerveau, le centre moteur de l'Eglise : il serait absurde de ne pas « accompagner », pour ainsi dire, les impulsions qui en émanent jusqu'à leurs points d'application. Mais, en même temps, nous avons voulu éviter d'écrire une « histoire de l'Eglise contemporaine » qui excéderait singulièrement les limites de notre sujet.

Cette étude ainsi comprise, nous l'avons poussée jusqu'aux extrêmes limites de l'histoire qui se fait, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, sans nous dissimuler les dangers de notre entreprise. La politique pontificale est une de celles qui échappent le plus aux recherches : les documents restent secrets, les archives closes, les témoignages et les confidences sont rares, même pour des périodes assez lointaines ; à plus forte raison, les événements contemporains nous sont peu accessibles. Nous n'avons cependant pas renoncé à une approximation, à une « mise au point » conforme au but de cette collection : il est possible et profitable, croyons-nous, de traiter les problèmes les plus brûlants de l'actualité avec les méthodes et l'esprit de l'histoire.

Que notre étude touche à un passé tout récent

ou qu'elle traite d'une époque plus éloignée, nous l'avons abordée sans aucune idée préconçue, avec une entière liberté d'esprit : il n'est peut-être pas inutile de l'affirmer, car la littérature qui concerne notre sujet abonde moins en véritables ouvrages historiques qu'en apologies parfois naïves et, dans une moindre mesure, en violents réquisitoires, qui semblent, à tout moment, louer les Papes d'être catholiques ou le leur reprocher. On ne peut évidemment juger les actes de la Papauté que du point de vue des intérêts de l'Eglise, les seuls qu'elle prétende défendre, ou du point de vue plus vaste de l'évolution historique générale et des répercussions que les décisions du Saint-Siège peuvent avoir sur les pays et sur les hommes.

Une étude approfondie de la politique pontificale contemporaine reste donc à faire. Du moins espérons-nous que l'esquisse que nous en présentons ne sera pas inutile et qu'elle contribuera à faire entrer dans le domaine de l'histoire une question qui lui a, jusqu'ici, à peu près entièrement échappé.

CHAPITRE PREMIER

LE GOUVERNEMENT DE L'ÉGLISE

Une évolution séculaire a fait de l'Eglise une monarchie absolue, centralisée, indépendante. Ce résultat est presque entièrement atteint à la fin du pontificat de Pie IX, après le Concile du Vatican. Encore faut-il achever d'organiser l'administration centrale de l'Eglise, pour la mettre à même d'accomplir une tâche qui devient de plus en plus lourde, au fur et à mesure que les Eglises nationales sont plus étroitement subordonnées à l'autorité romaine.

A) Le Gouvernement central

Le Pape. — Dans la personne du Pape se concentrent tous les pouvoirs. Il est en même temps le Pontife et le Docteur suprêmes, chef de la hiérarchie sacerdotale et gardien du dogme. Il jouit de l'infaillibilité quand il définit *ex cathedra* un point relatif à la foi et aux mœurs, et exerce « une juridiction plénière, ordinaire et immédiate sur l'Eglise, ses pasteurs, ses fidèles ».

De toutes les monarchies, la Papauté est, sans doute, la seule qui soit à la fois absolue et élective. L'élection risque de permettre les ingérences étrangères : en 1903 encore, l'Autriche-Hongrie empêchait l'élévation du Cardinal Rampolla au Souverain Pontificat en prononçant contre lui l'*exclusive* ;

mais, l'année suivante, Pie X, en abolissant ce droit reconnu par la tradition aux pays catholiques, enlevait aux puissances laïques leur dernière possibilité d'intervention. Au cours des siècles, en effet, des règles minutieuses ont été édictées, qui, renforcées encore par Léon XIII, mettent les électeurs à l'abri de toute pression extérieure par l'institution du *Conclave*. Les cardinaux entrent en Conclave le quinzième jour après la mort du Pape (et non plus le dixième, Pie XI ayant voulu permettre aux cardinaux étrangers d'arriver à temps) : les issues sont murées derrière eux. Les scrutins commencent le lendemain, à raison de deux le matin et deux le soir : Pie X a supprimé le vote dit d'accession qui, après chaque scrutin, permettait aux cardinaux de se rallier à l'un des candidats en présence. Les bulletins sont brûlés chaque fois, avec un peu de paille mouillée tant que l'élection n'est pas faite, ce qui permet à la foule de connaître le résultat du vote par la couleur de la fumée. La liberté de choix des cardinaux est totale : une tradition seule veut que l'élu soit cardinal et Italien.

Les cardinaux. — Les cardinaux ne sont pas seulement les électeurs du Pape. C'est à eux que sont dévolues les fonctions les plus importantes de l'administration centrale de l'Eglise, du moins à ceux d'entre eux qui résident à Rome. Mais ils n'ont plus, comme corps constitué, la puissance de jadis : l'Assemblée des Cardinaux ou *Consistoire*, qui fut longtemps un véritable Conseil du Pape et l'organe essentiel du Gouvernement, ne se réunit plus que rarement pour entendre une allocution pontificale et approuver en silence les nominations d'évêques et de cardinaux. L'augmentation de leur nombre, jadis peu élevé et qui est aujourd'hui fixé à soixante-

dix (1) est due à la volonté du Pape de diminuer leur puissance. On distingue parmi eux traditionnellement les cardinaux-évêques, prêtres et diacres.

Les Congrégations. — Par une évolution qui rappelle celle qui s'est poursuivie en France sous l'Ancien Régime, une série de « ministères » se sont dégagés du Consistoire. Cette différenciation et cette spécialisation se sont poursuivies à l'époque contemporaine, en même temps que le rôle personnel du Pape s'accroissait encore.

Par l'importance des réformes qu'il a introduites, Pie X a pu être surnommé « le second fondateur de la Curie ». Il a réduit de vingt à onze le nombre des Congrégations, il a supprimé les dualités de compétences, il s'est réservé l'examen préalable de toute affaire importante et l'approbation des décisions prises ; il a enlevé aux Congrégations les jugements au contentieux mais, en leur laissant le soin de prendre des mesures disciplinaires, il a maintenu une certaine confusion entre les fonctions administratives et judiciaires.

Le clergé dépend de trois Congrégations : la *Consistoriale*, dont le Pape lui-même est le préfet, garde certains pouvoirs anciennement attribués au Consistoire dont elle prépare les réunions ; elle érige les nouveaux diocèses, étudie les nominations d'évêques et contrôle l'administration des onze cents diocèses latins. La *Congrégation du Concile* interprète et fait appliquer les règles édictées par le Concile de Trente ; elle veille à la discipline générale du clergé. Enfin, la *Congrégation des Religieux* a sous son autorité tous les Ordres.

(1) Ce nombre n'a jamais été atteint aux XIX^e et XX^e siècles, mais le Consistoire du 18 février 1946 a été marqué par la plus forte promotion de l'histoire : trente-deux cardinaux y ont été nommés et le Collège doit se trouver ainsi au complet,

La direction de la vie religieuse et intellectuelle incombe, avant tout, au *Saint-Office* qui, sous la direction du Pape, veille à la défense de la foi et des mœurs, même dans les écrits depuis la suppression de la *Congrégation de l'Index* (1917). La *Congrégation des Rites* fait observer et modifie, s'il y a lieu, les règles de la liturgie. Sa principale occupation est, d'ailleurs, d'instruire les procès de canonisation selon les règles énoncées par Pie X ; elle y ajoute les attributions autrefois dévolues à la *Congrégation des Indulgences*, supprimée en 1904. Il convient d'en rapprocher la *Congrégation du Cérémonial*, qui règle le protocole de la Cour pontificale, et celle de la *Discipline des Sacrements*, créée par Pie X, qui accorde par exemple les dispenses nécessaires pour certains mariages. Enfin, depuis 1937, le Pape dirige personnellement la *Congrégation des Séminaires et Universités* appelée *Congrégation des Etudes* avant 1915, date à laquelle Benoît XV étend son autorité à tous les établissements concourant à la formation intellectuelle du clergé.

Alors que le *ministère pastoral* se répartit entre ces différentes Congrégations, le *ministère apostolique* est exercé par la seule *Congrégation de la Propagande*, chargée, non seulement de la conquête proprement dite, mais de l'administration de tous les pays de missions : aucune différenciation ne s'est donc produite ici et l'autorité du Préfet de la Propagande est telle qu'elle lui a mérité le surnom de *Pape rouge*. Les Papes se sont efforcés d'amenuiser cette puissance excessive : d'abord, en faisant rentrer dans la norme les pays où l'organisation ecclésiastique est suffisamment stable : Iles Britanniques, Hollande, Canada et Etats-Unis (1908) ; ensuite, en créant une *Congrégation pour l'Eglise orientale*, qui a aujourd'hui sous sa juridiction près de cent

évêchés : soumis par Pie IX au Préfet de la Propagande, cet organisme devient vraiment indépendant en 1917 ; enfin, en donnant un droit de regard à certaines autres Congrégations : depuis Benoît XV, les Ordres missionnaires dépendent de la Congrégation des Réguliers.

La *Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires* est un organe original, puisque purement délibératif, traitant des affaires qui lui sont soumises par le Pape, essentiellement les questions résultant de l'application des Concordats, par exemple les nominations épiscopales. Elle est liée à la *Secrétairerie d'Etat*, dont ses membres sont les principaux fonctionnaires, et son préfet est le Secrétaire d'Etat lui-même. Depuis Consalvi (début XIX^e siècle), ce personnage est une sorte de premier ministre qui peut siéger dans toutes les Congrégations.

En dehors des Affaires Extraordinaires, ses bureaux sont chargés de la correspondance avec les nonces (Affaires Ordinaires) et de l'expédition des documents officiels (Brefs Apostoliques). Depuis l'unification du Trésor privé et du Trésor public par Pie X, c'est le Secrétaire d'Etat qui assume la direction de l'ensemble.

La Curie. — Parmi les personnages qui assistent le Pape dans le Gouvernement de l'Eglise et dont l'ensemble constitue la Curie, il convient de citer deux cardinaux qui ont des fonctions sinon très importantes, du moins prestigieuses : le *Cardinal Camerlingue* qui garde les biens et les droits temporels du Saint-Siège ; il a perdu la plupart de ses attributions au bénéfice du Secrétaire d'Etat, mais il peut encore exercer le pouvoir exécutif pendant la vacance du pontificat ; le *Cardinal-Vicaire* qui gère le diocèse de Rome : l'organisation de cette administration est réformée en 1912 par Pie X qui,

plus qu'aucun Pape, a conscience de ses devoirs d'évêque de Rome.

Les autres organes du Gouvernement pontifical sont les Tribunaux, les Offices et les Commissions. Les trois Tribunaux pontificaux ont été réorganisés par Pie X qui, en particulier, en a simplifié la procédure en la rendant moins coûteuse et même gratuite pour les indigents. La *Pénitencerie*, limitée au « for interne », tranche les « questions touchant à la rémission des péchés », par exemple les « cas réservés ». La *Rote* juge « les causes contentieuses relevant du droit ecclésiastique » (1), en fait, presque uniquement les actions en nullité de mariage. La *Signature Apostolique* joue le rôle de tribunal de cassation. Les Commissions pontificales se spécialisent dans certaines questions : études bibliques, interprétation du Code de droit canonique, révision de la *Vulgate*, affaires russes, étude de l'antiquité chrétienne, codification du droit canon oriental, etc. Les Offices, *Chancellerie*, *Daterie*, *Chambre Apostolique*, auxquels il faut joindre la Secrétairerie d'Etat, sont des organes d'expédition.

On distingue parmi les actes qui émanent du Saint-Siège : les *Constitutions* (règles permanentes pour l'Eglise ou une partie notable de l'Eglise), les *Décrets* rendus sur l'avis des cardinaux ou des Congrégations, les *Encycliques* (instructions aux évêques), les *Décrétales* (interprétations), les *Bulles*, *Brefs* et *Motu proprio* (lettres). Le Pape peut accorder des *privileges* (permanents), des *dispenses* (passagères), des *rescrits* ou *indults* (réponses à des suppliques).

Le fonctionnement de la Curie exige le concours d'un nombre considérable de personnages plus ou moins importants qui portent, en général, le titre

(1) Y. DE LA BRIÈRE, *L'Eglise et son Gouvernement*, 1935.

d'évêques ou de « prélats » romains, sans parler des dignitaires laïques. Pie X a donné un statut aux fonctionnaires curiaux : il a institué des examens et des concours pour leur recrutement, les a astreints à prêter serment, a remplacé le *casuel* traditionnel par un traitement.

Ainsi, Pie X a su moderniser dans les détails comme dans les grandes lignes les rouages du Gouvernement de l'Eglise. Il a su rendre la Curie capable d'assumer les grandes tâches qui lui incombent désormais du fait de la centralisation pontificale.

B) La Papauté et les Églises nationales

Les limites de l'absolutisme pontifical. — De même que le pouvoir du roi était, sous l'Ancien Régime, limité en fait par les lois fondamentales du royaume et l'existence des grands corps de l'Etat, la liberté d'action du Pape connaît des bornes étroites. Celles de la tradition d'abord : il est vrai que l'on peut toujours trouver dans l'histoire de l'Eglise un précédent qui justifie, plus ou moins subtilement, une innovation : « L'Eglise ne change pas par voie de bouleversement législatif ou de révolution, mais par voie de coutume, jurisprudence, interprétation de la tradition (1). » La bureaucratie pontificale, gardienne de la tradition, maintient la continuité et peut avoir une influence prédominante sous un Pape faible.

Mais c'est l'Eglise elle-même qui limite le plus fermement l'absolutisme pontifical : bien que les décisions du Pape soient « irréformables par elles-mêmes » et que le consentement de l'Eglise ne soit pas nécessaire (Concile du Vatican, 1870), le Sou-

(1) A. MATER, *L'Eglise catholique, sa constitution, son administration*, 1906.

verain Pontife se borne, en général, à confirmer l'opinion générale dominante ou, tout au moins, à appuyer un courant d'idées déjà puissant, sous peine de se voir mal obéi. Enfin et peut-être surtout, les résistances nationales s'opposent à l'absolutisme centralisateur du Vatican.

Victoire de l'ultramontanisme. — Pourtant, à la fin du règne de Pie IX, on peut dire que sont définitivement vaincues les doctrines gallicanes, joséphistes ou fébronniennes, affirmant plus ou moins l'autonomie de chaque Eglise vis-à-vis de Rome, plus ou moins sa dépendance à l'égard du pouvoir civil : il est significatif que, au Concile du Vatican, les *antiinfaillibilistes* n'aient mis en avant que des raisons d'opportunité et que les Gouvernements n'aient pas jugé à propos d'intervenir énergiquement. La ruine du pouvoir temporel a beaucoup contribué à ce triomphe de l'ultramontanisme : le Pape veut compenser cette perte matérielle par l'accroissement de son autorité comme chef de l'Eglise ; son prestige en bénéficie, car sa situation de petit prince italien, qui n'ajoutait pratiquement rien à ses ressources, limitait son indépendance et l'amenait à jouer, dans les affaires internationales, un rôle souvent peu compatible avec son caractère, et, d'autre part, les Etats pontificaux avaient, non sans raison, la réputation d'être le pays le plus mal administré d'Europe ; enfin, ses malheurs temporels provoquent dans beaucoup d'esprits, dès le temps de Pie VII et de Napoléon, une vive réaction sentimentale.

Par ailleurs, à l'Etat confessionnel d'Ancien Régime succède un Etat où le pouvoir ne revendique plus une origine divine et affirme, sinon encore sa laïcité, du moins sa neutralité et son indifférence envers les religions, ou simplement sa tolérance.

Il n'a donc plus l'autorité nécessaire pour gouverner l'Eglise et servir d'intermédiaire entre elle et son chef, autorité que possédait le roi de droit divin, revêtu par le sacre d'une sorte de sacerdoce. Enfin, le pouvoir civil ne peut plus s'appuyer sur le clergé qui garde la nostalgie du régime disparu.

En même temps, ce clergé cesse d'être un grand corps de l'Etat, un *Ordre*, ayant son existence juridique, tenant des assemblées, possédant des biens considérables et des revenus indépendants. N'étant plus enraciné dans le sol national, il ne peut opposer de résistance sérieuse à un pouvoir « étranger ». De plus, le Concordat de 1801 livre la foule des desservants, et même des curés, à l'arbitraire des évêques et amène ainsi la masse des prêtres, jadis très jalouse de son indépendance « nationale », à chercher protection auprès de la Chaire de Saint-Pierre.

Tandis que le gallicanisme est ainsi privé de sa base morale et matérielle, l'ultramontanisme trouve une justification nouvelle dans le besoin de protection que ressent l'Eglise en face des progrès de l'incrédulité. Cet affaiblissement de la foi amène le clergé et les catholiques ardents à s'unir derrière le seul pouvoir désormais susceptible de lutter contre le péril menaçant la religion. Il enlève tout appui à ceux qui voudraient résister ; la foi est trop faible, on l'a dit bien souvent, pour engendrer des schismes, et les « dissidents » se heurtent à ce conformisme extérieur auquel se bornent les croyances religieuses de la plupart des fidèles et à leur indifférence profonde à l'égard des problèmes de la foi.

Ces remarques s'appliquent surtout à la France. Dans d'autres pays, les traditions d'indépendance des Eglises nationales sont plus vivaces en raison, soit de la persistance prolongée de quelques-uns des traits fondamentaux de l'Ancien Régime,

comme en Autriche-Hongrie, soit de conditions historiques et géographiques spéciales, comme aux Etats-Unis. Quoi qu'il en soit, la Papauté profite de l'affaiblissement général des forces de résistance pour pousser plus loin son effort de centralisation.

1^o *Nomination des évêques.* — Selon le Code de droit canonique de 1917, le Pape choisit librement les évêques ; cette liberté ne peut être limitée que par la coutume ou une concession expresse. Coutume et concession reconnaissent, en général, les droits soit du clergé local, soit du Gouvernement, soit des deux à la fois et cherchent souvent à les concilier avec ceux du Saint-Siège.

Au XIX^e siècle, l'élection par le clergé local, longtemps canonique, se maintient dans beaucoup de pays protestants, où le Gouvernement n'a pas qualité pour intervenir ; le chapitre joue, en général, le rôle essentiel ou exclusif, se bornant d'ailleurs le plus souvent à désigner des candidats au choix pontifical. Dans les pays catholiques, le Saint-Siège a, le plus souvent, reconnu le droit de nommer les évêques au Gouvernement qui y tient comme à son dernier droit régalien important et croit pouvoir ainsi tenir en mains son Eglise. Mais le Vatican n'y voit qu'un droit de présentation ; aussi introduit-il quelquefois dans la formule d'investiture, au lieu du simple *nominavit*, l'expression non équivoque *nobis nominavit*, contre laquelle le Gouvernement laïque proteste énergiquement. Il peut aussi refuser l'institution canonique, mais il entre ainsi en conflit ouvert avec l'Etat intéressé et provoque un trouble grave dans la vie de l'Eglise : il préfère donc insinuer peu à peu l'habitude d'un accord préalable entre le Gouvernement et le Nonce.

Mais l'Etat, en devenant laïque, rend à la Papauté sa liberté d'action : la *loi des garanties* de 1870

en Italie, la séparation des Eglises et de l'Etat en France en 1905, lui permettent de nommer les évêques sans tenir compte de l'avis du Gouvernement ni même du clergé local. Après la Grande Guerre, les Concordats de Benoît XV et surtout de Pie XI accordent tous au Saint-Siège ce droit capital, sauf objection politique du Gouvernement, qui ne saurait, d'ailleurs, constituer un veto.

Ce système existe aujourd'hui presque partout, même dans les pays non concordataires, comme la France. Pour l'appliquer, la Congrégation Consistoriale, à qui Pie X confie, en 1908, le choix des évêques, se fait adresser périodiquement, les noms et les titres de candidats éventuels désignés par les prélats de chaque province ecclésiastique.

2^o *Pouvoir disciplinaire sur les évêques.* — L'extension de ce droit de nomination contribue à renforcer le pouvoir disciplinaire du Pape sur les évêques. Ceux-ci ne peuvent plus recourir au pouvoir civil qui se laïcise de plus en plus et permet au nonce, agent, en principe, purement diplomatique, d'entrer en contact direct avec le clergé. Le Gouvernement laisse aussi tomber en désuétude les vieilles règles du *placet* et de l'*exequatur* pour les actes pontificaux.

Les moyens de communication modernes facilitent l'information et le contrôle, rendent plus aisés les voyages des évêques *ad limina*, déjà périodiquement obligatoires, et, malgré la résistance quelquefois efficace de l'épiscopat local (Etats-Unis, Angleterre), ceux des agents pontificaux, délégués apostoliques permanents, légats, nonces. Les évêques doivent envoyer régulièrement un rapport sur la situation de leur diocèse à tous les points de vue, même économique, social et politique. En 1909, Pie X fixe uniformément la périodicité des rapports et des voyages à Rome à cinq ans et adresse aux

évêques, pour guider leurs réponses, un questionnaire en cent cinquante points.

Les évêques se réunissent en *Conciles provinciaux*, en principe tous les vingt ans. Les *Conciles nationaux* sont plus rares : ils doivent être convoqués et présidés par un Légat et leurs décrets doivent recevoir l'approbation de la Congrégation du Concile, ce qui indique une certaine méfiance et un désir de contrôle étroit. Léon XIII manifeste clairement ses sentiments quand il réunit, en 1883, les évêques des Etats-Unis pour préparer leur prochain Concile et désigner son président, et quand il préside lui-même, en 1900, au Vatican, un Concile des évêques de l'Amérique du Sud. Rome préfère à ces grandes Assemblées des organismes plus modestes d'apparence qui lui permettent de mieux faire sentir son autorité, comme, par exemple, la *Conférence annuelle des Archevêques et Cardinaux de France* et sa Commission permanente.

A cet effort de centralisation on peut rattacher la codification du droit canonique, entreprise sur l'ordre de Pie X en 1904, achevée en 1917, et la création par le même Pie X des *Acta Apostolicae Sedis*, sorte de « journal officiel » de la Papauté.

3^e « *Dénationalisation* » du clergé. — C'est aussi pour briser tout esprit d'indépendance, que le Saint-Siège cherche à dépouiller les divers clergés de leur caractère national, de leurs coutumes particulières : les rites et la liturgie sont progressivement romanisés, le bréviaire romain, réformé par Pie X, remplace les bréviaires diocésains, la prononciation romaine du latin est peu à peu imposée dans tous les pays. Mais cette volonté d'uniformisation se manifeste surtout par la création à Rome d'un grand nombre de collèges ou séminaires nationaux. Le Saint-Siège peut avoir ainsi à sa disposition une

sorte d'aristocratie intellectuelle du clergé, formée par sept ou huit ans d'études, véritable pépinière de prélats dévoués, d'esprit tout romain. Merry del Val, Secrétaire d'Etat de Pie X, disait un jour avec franchise : « Les séminaristes polonais acquerront à Rome une mentalité nouvelle ; on les y détachera de leur famille, de leur pays, de leurs traditions nationales. » (1) Les réactions soulevées par une application trop rigoureuse de ce système sous Léon XIII et surtout Pie X, obligeant, il est vrai, leurs successeurs à plus de modération.

4^o *Les Ordres religieux.* — La Papauté veille à renforcer encore son contrôle sur ces instruments traditionnels de son autorité. Depuis 1906, la Congrégation des Réguliers reçoit, tous les trois ans, un rapport en quatre-vingt-dix-huit points des Supérieurs, dont elle contrôle le choix, et n'approuve les fondations nouvelles que pour des motifs sérieux et après une longue période d'épreuve ; sa compétence s'étend à deux cent cinquante mille religieux (autant que de prêtres séculiers) et un nombre double de religieuses.

Le Saint-Siège intervient aussi pour unifier certains Ordres divisés en trop de branches et y assurer une vie intellectuelle active en créant une Maison généralice et un collège à Rome : c'est ce que fait Léon XIII pour les Bénédictins en 1893, pour les Franciscains en 1897.

Cet effort systématique de centralisation administrative, poursuivi depuis les origines de l'Eglise, mais qui remporte à notre époque des succès décisifs, permet à la Papauté de prendre en mains l'activité de l'Eglise dans tous les domaines : c'est là que nous allons la voir à l'œuvre.

(1) Cité par Maurice PERNOT, *Le Saint-Siège, l'Eglise Catholique et la politique mondiale*. Paris, 1924, in-16 (coll. A. Colin, 2^e éd., 1929).

CHAPITRE II

LA VIE INTELLECTUELLE ET RELIGIEUSE

Le phénomène général de sécularisation de la société se manifeste très fortement au XIX^e siècle dans le domaine intellectuel et moral : le divorce semble irrémédiable, à la fin du siècle, entre l'*intelligence* et la religion. Le Saint-Siège, jusqu'à la fin du pontificat de Pie IX peu préoccupé de ces questions, marque à partir de Léon XIII sa volonté de prendre en mains la direction de la vie intellectuelle et religieuse dans l'Eglise et de fixer lui-même l'attitude du catholicisme en face de l'évolution de la pensée moderne.

A) La Papauté et la Science

La méfiance traditionnelle. — Le grand essor scientifique du XIX^e siècle, la confiance dans la science et sa possibilité d'explication universelle ébranlent la foi dans beaucoup d'âmes. Le conflit apparaît plus grave qu'à n'importe quelle époque entre les découvertes scientifiques et les données intangibles de la Révélation : les sciences de la nature, en particulier, contredisent, ou paraissent contredire, les enseignements de l'Ecriture Sainte. Enfin celle-ci, soumise aux nouvelles méthodes historiques et à la critique moderne des textes, voit bientôt mettre en doute son inspiration surnaturelle ; ces mêmes méthodes sont bientôt appliquées à l'histoire de l'Eglise, des dogmes, des religions.

Pie IX lègue, pour toutes ces raisons, à ses successeurs une tradition de méfiance. D'ailleurs, la Papauté, isolée sur le morceau de terre italienne

auquel elle s'accroche, préoccupée avant tout d'intérêts temporels, de dogme, de discipline, ignore les problèmes qui se posent à l'élite des croyants. Elle se cantonne dans une attitude de négation hautaine : « Nous ne pouvons tolérer que la raison envahisse, pour y semer le trouble, le terrain réservé aux choses de la foi. Jamais il ne sera permis à la philosophie d'affirmer quoi que ce soit de contraire aux enseignements de la divine révélation ou de l'Eglise. » (Bulle *Gravissima*, 1862.)

Léon XIII, ici comme ailleurs, s'affirme comme le Pape de la conciliation. Il approuve la réunion des congrès internationaux de savants, ouvre les archives du Vatican, facilite l'accès de la Bibliothèque vaticane, fait, pour cette dernière, publier des catalogues, et entreprendre quelques grandes éditions. Mais, par ailleurs, il continue, bien entendu, à affirmer l'insuffisance de la raison comme instrument de connaissance en face d'« une philosophie qui, sous le prétexte d'affranchir la raison humaine de toute idée préconçue, lui dénie le droit de rien affirmer au delà de ses propres opérations » (1899).

Le modernisme. — La méfiance traditionnelle reparait avec Pie X et se manifeste surtout dans sa déclaration de guerre au modernisme. On peut chercher l'origine de cette crise dans l'affaire de l'*américanisme*, condamné en 1899 par Léon XIII, mais elle n'éclate qu'en 1902 avec le livre de l'abbé Loisy, *L'Evangile et l'Eglise*, sur les origines chrétiennes.

Le modernisme est un mouvement international, représenté par des hommes aussi divers que Fr. von Hügel, le P. Tyrrel, l'abbé Murri, l'abbé Loisy, très répandu en France et en Italie, surtout dans la jeunesse cléricale, faible en Angleterre, presque inexistant en Allemagne. C'est aussi un mouvement catholique tendant à modifier de l'in-

térieur la structure de l'Eglise, pour la sauver. C'est enfin un mouvement d'intellectuels et de savants, intéressant la plus haute spéculation religieuse, ne s'adressant, par conséquent, qu'à une élite surtout cléricale.

Il n'est guère connu du grand public qu'après les mesures disciplinaires prises par le Saint-Siège à partir de 1903 et surtout après la condamnation solennelle, en 1907, par Pie X, de soixante-cinq propositions extraites de divers ouvrages, et la publication, la même année, de l'Encyclique *Pascendi Domini gregis*, groupant, pour la première fois, sous le vocable général de *modernisme*, un ensemble de doctrines très diverses dénoncées comme la « synthèse de toutes les hérésies ». Ces doctrines ont ceci de commun qu'elles veulent adapter la doctrine catholique aux exigences de la pensée moderne dans les domaines de la philosophie religieuse, de l'exégèse biblique et de l'histoire du dogme. Elles sont entachées, selon Pie X, de trois erreurs essentielles : l'agnosticisme, l'immanentisme, l'évolutionisme.

Les mesures du Pape sont radicales : obligation, pour la plus grande partie des ecclésiastiques, de prêter un serment antimoderniste, ce qui va entraver les études bibliques (1910), épuration des séminaires, contrôle très strict des publications catholiques, envoi par les évêques, tous les cinq ans, d'un rapport sur l'exécution de ces décisions, création d'un Conseil de vigilance dans chaque diocèse. Ces mesures, et celles qui leur succèdent avant et même après la Grande Guerre, créent, comme on l'a dit, une sorte d'« état de siège », une néfaste atmosphère de suspicion et de délation dont Benoît XV dénonce le danger dès sa première Encyclique de 1914 : « Quiconque n'a pas autorité se gardera de parler en maître, »

Il semble que la répression ait dépassé le péril dont elle ne doit pas nous faire exagérer l'ampleur : le modernisme n'avait pas de racines bien profondes, et ses chefs, en quittant l'Eglise, ont perdu leurs principaux moyens d'action et leurs disciples, qui ne se résolvent pas à les suivre dans leur « révolte ». Mais sa condamnation prouve que l'Eglise se refuse décidément à tout compromis avec l'esprit scientifique moderne et détruit l'équivoque que la politique de Léon XIII avait pu créer.

L'apaisement. — Pourtant, le péril une fois conjuré, le Saint-Siège revient à une attitude plus conciliante. D'abord, la science elle-même limite ses prétentions et ne cherche plus à mettre la religion dans son tort ; d'aucuns proclament sa « faillite », parce qu'elle n'a pu atteindre à cette explication universelle qu'ils attendaient d'elle. Le début du ^{xx}e siècle marque un retour au sentiment, à l'intuition : la raison ne saurait apaiser le désarroi moral qui marque l'aube de « temps nouveaux » ; l'époque de Renan est passée. Pie XI croit pouvoir proclamer, en 1936 : « La science, que l'Eglise a toujours favorisée, ne se trouve jamais en contradiction avec les vérités de la foi chrétienne. »

De son côté, la Papauté s'abstient désormais d'attaquer, comme au temps de Pie IX, le principe même de la recherche scientifique. Elle dépose certaines de ses armes : Benoît XV confie l'Index au Saint-Office, déjà bien occupé par ailleurs. Pie XI, lui-même érudit et savant, s'intéresse à toutes les recherches : création d'un Observatoire à Castel Gondolfo, d'une Pinacothèque à Rome, d'un Institut pontifical d'Archéologie chrétienne, fouilles dans les catacombes, réorganisation de l'Académie pontificale des Sciences en 1935. Il adopte dans son petit Etat du Vatican les inventions tech-

niques les plus modernes, du chemin de fer à la radio qui transmet désormais couramment la voix du Pape au monde entier : ce sont là des manifestations spectaculaires d'apaisement. Mais cette réconciliation n'est possible que parce que la Papauté a su prendre les mesures nécessaires pour réveiller, sous sa direction, la vie intellectuelle dans l'Eglise.

B) Les directives intellectuelles de la Papauté

Ce souci de donner aux catholiques des mots d'ordre positifs en matière intellectuelle apparaît pour la première fois sous Léon XIII.

1^o La réaction thomiste. — Dès son arrivée au Pontificat Suprême, Léon XIII se préoccupe de donner une impulsion décisive au mouvement qui existe déjà dans l'Eglise (en particulier chez les Jésuites romains) en faveur d'un retour à la doctrine de saint Thomas conçue comme une méthode applicable à l'époque contemporaine pour concilier le catholicisme avec le progrès scientifique, car le thomisme « unit admirablement l'illustre sagesse antique à la révélation divine », ce qui le rend « tout à fait capable de résoudre les problèmes nouveaux ». En 1879, l'Encyclique *Aeterni Patris* demande aux maîtres chrétiens de baser leur enseignement sur saint Thomas. Léon XIII fonde à Rome, en 1880, une *Académie* thomiste, fait entreprendre une édition monumentale des œuvres du « Docteur Angélique », favorise la création de l'Université de Fribourg et de l'Institut de Louvain. Ce renouveau thomiste est soutenu par Pie X qui fonde à Rome le « Collège Angélique », Benoît XV et Pie XI, et ce dernier y voit le plus grand des services rendus par Léon XIII à l'Eglise.

Il est permis de douter de l'efficacité totale de la scolastique du XIII^e siècle pour résoudre les pro-

blèmes intellectuels des XIX^e et XX^e siècles, mais ce retour aux enseignements du passé vaut mieux que la stagnation antérieure de l'Eglise.

2^o **La formation du clergé.** — La réaction thomiste constitue donc un point de départ pour un renouveau de la vie intellectuelle dans le clergé, renouveau que la Papauté encourage et régit. La question de la prédication, par exemple, inspire à Léon XIII des recommandations que Benoît XV reprend et développe dans une Encyclique de 1917 : les évêques doivent choisir avec soin les prédicateurs et ceux-ci doivent éviter les sujets profanes ou politiques, le style de théâtre, de réunion publique ou de journalisme.

Mais c'est naturellement la formation du clergé qui est l'objet des préoccupations les plus constantes des Papes. Léon XIII crée de nombreux séminaires nationaux à Rome, mais s'intéresse surtout aux Réguliers, particulièrement aux Dominicains sur lesquels il compte pour répandre le thomisme et les idées romaines. Pie X attache plus d'importance à la piété et à la sainteté de la vie qu'à la formation intellectuelle. Celle-ci tient, au contraire, une très grande place dans l'Encyclique que Pie XI consacre au sacerdoce en 1935 : il y insiste sur l'importance des séminaires, recommande de choisir les meilleurs prêtres pour les diriger et y enseigner. Déjà, dans une lettre de 1922 où il déplorait l'insuffisance du recrutement clérical, il énonçait quelques principes sur les séminaires, qui ne doivent accueillir que les futurs prêtres, et sur les études, où le latin doit tenir une place primordiale dans le premier cycle et où la philosophie scolastique doit occuper au moins deux années. Pie XI insiste, par ailleurs, sur la nécessité de solides études dans les grands Ordres.

Benoît XV et Pie XI font faire un pas décisif à la centralisation en cette matière, comme nous l'avons vu, le premier en réorganisant la Congrégation des Etudes, le second en en prenant la direction lui-même.

3^o Le problème biblique. — De tous les problèmes intellectuels qui sollicitent l'attention du Saint-Siège, le plus directement menaçant est certainement le problème biblique. La Révélation, qui est à la base du catholicisme, est essentiellement contenue dans les Livres Saints, écrits sous l'inspiration directe de Dieu. Or, la critique moderne en attaque l'authenticité et l'inerrance, et, pour les Evangiles, la concordance. L'affaire moderniste montre le danger qu'il y a à laisser l'exégèse échapper à un contrôle très strict comme à s'opposer radicalement à ce qu'elle soit abordée avec des méthodes nouvelles.

Léon XIII le comprend : dès 1893, l'Encyclique *Providentissimus Deus* affirme l'inspiration divine de la Bible : donc, « aucune découverte, ni dans les sciences, ni dans la nature, ni dans les monuments de l'histoire, ne peut être réellement en contradiction avec les Ecritures. Que si quelque chose paraît tel, il faut s'appliquer à le faire disparaître ». Les transcriptions de manuscrits ont pu être défectueuses, surtout pour les dates ; les Auteurs sacrés, qui décrivent surtout les apparences sensibles et parlent souvent un langage populaire, peuvent ainsi sembler en contradiction avec les sciences naturelles ; enfin, il convient de ne pas opposer les affirmations mal comprises de la science à d'autres, non moins mal comprises, de la Bible.

Ces principes libéraux, qui provoquent un renouveau des études bibliques, brusquement arrêté par la crise moderniste, sont souvent interprétés dans un sens trop large. Dès 1899, Léon XIII condamne

« les tendances inquiétantes qui ne tarderaient pas à ruiner l'inspiration et le caractère sacré de la Bible ». De même, Benoît XV limite l'application des méthodes modernes et condamne l'opinion selon laquelle les Auteurs n'ont été inspirés que pour ce qui touche à la religion. Pie XII consacre encore une Encyclique à cette question. Pour parer à ce danger, et ne pas laisser le monopole des études bibliques aux libres penseurs et aux catholiques indisciplinés, la Papauté veut s'assurer le contrôle de ces travaux : Léon XIII crée, en 1902, la Commission Biblique ; Pie X confie aux Bénédictins le soin de corriger la *Vulgate* et fonde l'Institut Biblique que, en 1928, Pie XI réunit à l'Université Grégorienne et à l'Institut Oriental pour former l'Université d'Etudes Ecclésiastiques.

Cette œuvre positive du Saint-Siège porte ses fruits. Partout le prestige intellectuel du catholicisme grandit, avec une activité qui se manifeste dans tous les domaines, par la fondation de collèges, d'universités, d'instituts de recherches scientifiques, comme par la publication de grandes collections.

Ainsi semble s'accomplir la réconciliation de la foi et de l'« intelligence », sous l'égide de la Papauté.

C) La vie religieuse et morale

Au contraire, dans l'impulsion qu'elle donne à la vie religieuse, la Papauté lance une sorte de défi au rationalisme triomphant en encourageant les formes les plus populaires de la piété, les plus contraires à l'esprit moderne, celles qui prêtent le plus à l'accusation de superstition. Elle réussit ainsi à attacher davantage au catholicisme les masses peu instruites qui gardent le goût des rites et du merveilleux.

Les dévotions. — Le culte de la Vierge, des saints, du Sacré-Cœur, du Christ-Roi (depuis 1925) se développe beaucoup ; de nouveaux saints, Jeanne d'Arc (1920) en France, Thérèse de l'Enfant-Jésus (1925) dans le monde entier, connaissent une popularité grandiose qui sert les desseins de l'Eglise. L'Eucharistie est mise à l'honneur par Léon XIII qui autorise les Congrès Eucharistiques, réunis depuis lors chaque année avec un grand succès, et surtout par Pie X qui recommande la communion quotidienne et abaisse l'âge de la première communion. Pie X réforme la musique sacrée et le chant dans les églises. Sur un plan plus général, Pie XI recommande, en 1923, au clergé et aux fidèles de s'inspirer, dans leur vie religieuse, des *Exercices spirituels* de Loyola. Cependant le Saint-Siège veille à ne pas laisser s'introduire « des formes de dévotions parfois ridicules », des déformations superstitieuses de cultes légitimes.

En même temps, les Papes développent les grandes manifestations collectives de piété comme les jubilés, désormais entrés dans les mœurs ; Pie XI n'en célèbre pas moins de trois : en 1925, 1929 et 1933. Léon XIII et Pie XI encouragent les pèlerinages de Terre Sainte organisés par les Assomptionnistes ; ceux de Rome attirent un nombre croissant de fidèles et renforcent la dévotion au Saint-Père. Enfin, les sanctuaires de Lourdes et de Lisieux attirent d'immenses foules : la grotte de Lourdes construite dans les jardins du Vatican sur l'ordre de Léon XIII, les légations du Cardinal Pacelli en 1936 et 1937 témoignent de l'intérêt que leur portent les Papes.

Les mœurs. — La vie quotidienne se sécularise, elle aussi ; la Papauté, tout en relâchant un peu de son rigorisme traditionnel, qui écarterait de l'Eglise

trop de catholiques, cherche à lutter contre la démoralisation contemporaine. Pie XI proteste contre certaines modes féminines, condamne à plusieurs reprises la littérature « sensuelle », dénonce le danger d'une certaine presse et du cinéma auquel il consacre une Encyclique. Mais le terrain essentiel sur lequel le Saint-Siège engage la lutte est la question de la famille et surtout du mariage. Traditionnellement, il condamne le mariage civil et, plus encore, le divorce. Pie XI fait de la reconnaissance du mariage religieux un des points essentiels de ses négociations avec les Etats : le Concordat italien de 1929, par exemple, admet les effets civils légaux du sacrement.

L'Encyclique *Casti connubii*, de 1930, réaffirme les principes de l'Eglise à ce sujet avec une grande intransigeance, allant jusqu'à blâmer les lois qui permettent des mariages mixtes entre catholiques et non-catholiques. Elle condamne surtout la restriction volontaire des naissances : « Tout usage du mariage, quel qu'il soit, dans l'exercice duquel l'acte est privé, par l'artifice des hommes, de sa puissance naturelle de procréer la vie, offense la loi de Dieu et la loi naturelle » ; elle rejette l'avortement, même en cas d'indication médicale, et blâme les lois interdisant le mariage aux êtres jugés inaptes à procréer des enfants sains. Sur ce point, l'Encyclique est complétée par une décision de 1940 repoussant la stérilisation.

En ce qui concerne la dénatalité, Pie XI rencontre les soucis politiques de beaucoup ; mais, sur le terrain proprement moral, les condamnations ainsi portées semblent trop contraires à l'évolution contemporaine des mœurs pour avoir des résultats pratiques quelconques.

CHAPITRE III

L'EXPANSION CATHOLIQUE

La Papauté, privée de son pouvoir temporel, menacée dans son autorité spirituelle par l'affaiblissement de la foi dans les pays occidentaux, ne peut manquer de chercher à compenser ces pertes par des conquêtes lointaines. Moins elle se sent enracinée dans la terre italienne, plus elle tend à renforcer l'universalité de son pouvoir, ou mieux à la recréer, car la fiction de la « catholicité » apparaît de plus en plus comme illusoire, à mesure que les masses asiatiques non chrétiennes se trouvent « valorisées » par l'évolution contemporaine et que les masses russe et anglo-saxonne, non catholiques, pèsent plus lourdement sur les destinées du monde. Celui-ci ne se borne plus, pour un homme du XIX^e siècle, à la « taupinière » européenne et, dans cet univers soudain dilaté, le catholicisme n'est plus que la foi, d'ailleurs chancelante, d'une fraction de l'Occident. Jamais un grand effort d'expansion n'a été plus nécessaire.

L'organisme de conquête du Saint-Siège est la Congrégation de la Propagande, et l'on appelle *pays de missions* tous ceux qui sont soumis à cette autorité, sans distinguer les « chrétiens séparés » des « païens ». Si, depuis 1908, les principaux Etats protestants relèvent du Siège Apostolique, et si, depuis 1917, les pays orientaux sont administrés par une Congrégation spéciale, la Scandinavie ou les

Balkans sont considérés aujourd'hui comme pays de missions au même titre que l'Afrique ou l'Asie.

La Papauté ne fait donc pas, en principe, de distinction entre les groupes religieux qui échappent à son autorité : aussi ce sont les lignes directrices de son action que nous chercherons à dégager avant d'étudier sommairement les résultats obtenus.

A) « Dénationalisation » et « délatinisation »

Expansion catholique et expansion nationale. — L'expansion catholique dans le monde est étroitement liée à celle des Blancs et des Européens, qui est un des traits essentiels du XIX^e siècle, et qui a été, comme elle, rendue possible par l'essor des moyens de communication. Tantôt c'est la conquête qui rend possible l'évangélisation, tantôt c'est celle-ci qui facilite celle-là, tantôt toutes les deux marchent de concert. C'est pourquoi le Saint-Siège confie chaque région à des missionnaires de la nation qui y a l'autorité politique ou l'influence dominante, et s'assure ainsi la bienveillance des Gouvernements intéressés : même la République française anticléricale n'ose pas appliquer aux missions des lois qui les paralysent. Mais certaines puissances non catholiques soutiennent l'action de leur propre Eglise : sur l'échiquier religieux mondial, la Grande-Bretagne, c'est l'anglicanisme ; la Russie, c'est l'orthodoxie. En face de concurrents soutenus par le puissant appareil de l'Etat moderne, le catholicisme sent sa faiblesse de religion non nationale.

Parmi les grandes puissances dont l'alliance serait précieuse, l'Italie ne parvient que tardivement au stade de la politique mondiale et la question romaine empêche toute coopération ; mais les conditions

changent après la Grande Guerre. Avant 1914, l'Autriche-Hongrie est le bastion du catholicisme dans l'Orient européen en face des Slaves : son expansion permet, par exemple, à Léon XIII de rétablir la hiérarchie ecclésiastique en Bosnie et Herzégovine ; mais le rayonnement de la Double Monarchie ne dépasse pas un domaine très limité.

Contre l'influence russe si puissante avant guerre et qui prend prétexte de la défense des intérêts orthodoxes pour intervenir dans l'Empire ottoman, le Pape peut utiliser la méfiance du Sultan. Mais une tradition déjà ancienne confie à la France la défense du catholicisme dans le monde entier, et Napoléon III en a fait un élément essentiel de sa politique de prestige. C'est que longtemps la plus grande partie du personnel des missions est français, que le grand élan de conquête catholique de la première moitié du XIX^e siècle est parti de France. Les privilèges français en Orient datent des Capitulations de François I^{er}, d'autres sont venus s'y ajouter en Extrême-Orient : dans tous ces pays, la France a seule le droit de représenter les intérêts catholiques.

Les inconvénients. — Le caractère « national » de l'expansion catholique fait que, surtout dans les pays d'outre-mer, la cause de l'Eglise se confond, aux yeux des indigènes, avec celle du peuple qui asservit leur pays ou tente de l'asservir. Les missionnaires se trouvent ainsi enveloppés dans certaines réactions xénophobes, si fréquentes en Chine, par exemple, et les martyres servent trop souvent de prétextes à de brutales interventions militaires et à d'injustifiables violences européennes. Dans l'Orient européen, l'alliance du germanisme viennois et du catholicisme romain compromet ce dernier chez les peuples slaves menacés par la politique autri-

chienne et qui regardent de préférence vers Moscou. Enfin, dans l'Orient asiatique et en Extrême-Orient, les privilèges français suscitent la jalousie et l'opposition de certaines puissances, comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, surtout quand les effets de l'oliganthropie française commencent à se faire sentir dans le recrutement missionnaire. Ainsi, la Papauté se trouve entraînée dans les rivalités impérialistes : il est naturel qu'elle songe à se libérer.

Le Saint-Siège et les privilèges français. — Léon XIII s'appuie encore délibérément sur la France. En 1879, par exemple, il nomme un Vicaire Apostolique français en Océanie centrale. Surtout, il confirme à plusieurs reprises les privilèges français : il prescrit, en 1888, aux Missions d'Orient et d'Extrême-Orient de s'adresser pour leur protection aux représentants de la France et s'oppose aux prétentions allemandes et italiennes, empêchant, en particulier, le Gouvernement de Berlin de protéger lui-même les missionnaires allemands du Shantoung. De même, s'il admet le remplacement des missionnaires français d'Erythrée par des Italiens, c'est un prélat français, le Cardinal Langénieux, que le Pape envoie comme Légat au Congrès Eucharistique de Jérusalem en 1893 ; à l'Italie mécontente, il répond que la France a seule la charge des intérêts catholiques en Orient.

Si Léon XIII manifeste parfois certaines velléités d'indépendance, il ne les pousse jamais bien loin. En 1885, pendant la guerre franco-chinoise, il assure l'Empereur de Chine que les missionnaires ne servent les intérêts d'aucun pays ; il reprend un projet déjà ancien d'établir une nonciature en Chine, mais il n'insiste pas devant la menace du Ministère français de rappeler son ambassadeur auprès du Saint-Siège. Il renonce de même à établir des

relations diplomatiques directes avec la Turquie.

C'est que Léon XIII veut, au fond, seulement montrer au Gouvernement de la République l'intérêt qu'il a à rester en bons termes avec le Vatican. Mais la rupture se produit sous son successeur : dès lors le Saint-Siège se montre moins favorable à la France. En 1909, Pie X reçoit un ambassadeur du nouveau Sultan, Mahomet V. Benoît XV introduit dans une lettre de 1917 confirmant les droits de la France cette phrase ambiguë et inquiétante : « En face de la concurrence victorieuse des autres nations, la France ne pourrait conserver que bien difficilement son poste d'honneur sans l'appui du Saint-Siège ; au protectorat disparu, il faudrait substituer autre chose. » En août 1918, le Pape accepte d'établir des relations directes avec la Chine, mais la France proteste au Vatican et à Pékin, et certaines difficultés soulevées par le Gouvernement chinois pour le choix du Nonce font traîner l'affaire en longueur.

Cependant, la victoire alliée et l'effondrement de l'Autriche-Hongrie obligent le Vatican à prendre certains ménagements à l'égard de la France ; c'est même sur cette dernière qu'il aurait voulu, semble-t-il, s'appuyer pour profiter, en Orient, de l'éclipse de l'influence de Moscou et contrecarrer la politique anglaise qui se fait, à la place des Russes, la protectrice des Orthodoxes. Les accords de 1922 confirment les droits traditionnels de la France ; un Vicaire délégué français reçoit l'autorité religieuse sur le Maroc français (au lieu du Vicaire espagnol), un Français est nommé, en 1922, archevêque de Bagdad, et, en 1923, délégué apostolique en Mésopotamie.

Mais la suppression des Capitulations par le traité de Lausanne enlève à la France un de ses principaux moyens d'action. Bientôt le protectorat reli-

gieux de la France ne subsiste plus qu'en Bulgarie, en Egypte et en Perse. Pourtant, en 1926, un accord entre Paris et le Vatican réglemente les honneurs liturgiques qui doivent être rendus aux représentants français en Orient, sauf en cas d'opposition du pouvoir local ou du retrait de l'ambassadeur de la République auprès du Saint-Siège.

Aussi le Saint-Siège, surtout après l'avènement de Pie XI, a-t-il tendance à reprendre son indépendance à l'égard de la France, qui pourtant fournit encore aux Missions près du tiers de leurs effectifs, et à donner à sa politique un caractère italien. Sa volonté centralisatrice se marque particulièrement dans le transfert à Rome, le 3 mai 1922, de l'œuvre lyonnaise de la Propagation de la Foi ; par contre, il est vrai, les évêques des Etats-Unis obtiennent l'annulation d'une mesure analogue prévue à l'égard de la *Catholic Extension*. Le premier délégué apostolique au Japon est un Italien (1920) et c'est Mgr Constantini qui remplace en Chine, comme « visiteur », Mgr de Guébriant, et devient bientôt délégué apostolique, malgré la promesse faite à la France.

Dans le Bassin oriental de la Méditerranée, les deux impérialismes fasciste et catholique confondent bien souvent leurs causes. En Grèce, Pie XI proteste contre certaines mesures qui visent surtout l'influence italienne ; de son côté, le Gouvernement fasciste ne veut pas permettre l'érection d'une église grecque autocéphale dans le Dodécanèse italien et laisse les évêchés orthodoxes sans titulaires, tandis que le Pape nomme, en 1929, un évêque à Rhodes et choisit, en 1931, cette même île comme siège du Congrès Eucharistique. Enfin en 1937, le Pape détache l'Afrique Orientale italienne de la délégation apostolique d'Egypte pour en faire une délégation

spéciale. Ainsi apparaissent en pleine lumière la solidarité entre le Vatican et le Quirinal et cette « italianisation » de la politique pontificale sur laquelle nous aurons à revenir.

Rome contre le nationalisme missionnaire. — Sur un plan plus général, la volonté de séparer la cause missionnaire de celle de tous les impérialismes européens apparaît nettement pour la première fois avec Benoît XV. L'Encyclique *Maximum illud* de 1919 blâme la rivalité des Congrégations et des nationalités, dont les chefs de missions ne doivent tenir aucun compte, et le « zèle indiscret » de trop de missionnaires pour « le développement de la puissance de leur pays » : la conversion apparaît trop souvent aux indigènes comme « le reniement de leur patrie ». « C'est à chacun de vous, poursuit le Pape, que s'adresse l'appel du Maître : oublie ton pays et la maison de ton père » ; un missionnaire « représente les intérêts du Christ et, en aucune manière, ceux de son pays » ; il doit ignorer les différences de race et de nation.

Le but poursuivi est de donner aux Eglises d'outremer un caractère national : on ne peut donc parler, à cet égard, de « dénationalisation » que du point de vue des puissances européennes. Cette politique se manifeste en Extrême-Orient, où certaines manifestations civiques, par exemple en l'honneur de Confucius, sont bien difficiles à distinguer des cérémonies religieuses ; pour éviter de heurter le sentiment public, la Propagande donne, surtout au temps de Pie XI, les instructions les plus conciliantes. Enfin la Papauté recommande avec insistance la formation d'un clergé indigène.

Le clergé indigène. — Les raisons d'être de ce mot d'ordre, bien plus impératif que les conseils analogues donnés par Grégoire XVI en 1845 et

Léon XIII en 1895, sont clairement exposées dans l'Encyclique *Maximum illud* de 1919 et l'Encyclique *Rerum Ecclesiae* de 1926 et reprises par Pie XII en juin 1944 : ce sont le caractère universel de l'Eglise et l'insuffisance du recrutement des missionnaires en Europe, mais avant tout la volonté de ne pas laisser confondre le « joug de Dieu » avec celui des peuples colonisateurs ; un changement de domination politique entraîne trop souvent l'expulsion des missionnaires du pays évincé ; surtout, en cas d'accession des indigènes à l'indépendance politique, l'Eglise catholique ne doit pas leur apparaître comme une étrangère, c'est-à-dire sans doute une ennemie, mais être suffisamment acclimatée et enracinée pour qu'ils puissent y voir une institution nationale.

Pie XI reconnaît lui-même que les efforts de ses prédécesseurs sur ce point ont porté peu de fruits. Aussi recommande-t-il, en 1926, de créer partout des séminaires indigènes où l'instruction doit être assez poussée pour qu'on puisse y recruter des chefs de paroisse et même de diocèse. Car les missionnaires occidentaux ne doivent pas considérer les prêtres indigènes comme un clergé de deuxième ordre, inférieur par nature ; les jeunes communautés d'outre-mer doivent arriver à se suffire à elles-mêmes, avec des Congrégations spécialement fondées pour elles, avec des pasteurs choisis dans leur sein. Ainsi les missionnaires, dont 90 % s'occupent des indigènes déjà convertis, seront libérés pour l'apostolat qui est leur raison d'être. Pie XI, qui a le goût des cérémonies grandioses, manifeste sa volonté de façon éclatante en consacrant lui-même, le 28 octobre 1925, les six premiers évêques chinois et, l'année suivante, le premier évêque japonais. Il est imité par Pie XII qui

consacre en 1939 le premier évêque malgache et le premier évêque noir et, nomme, en 1946, le premier cardinal « de couleur », un Chinois.

Mais la formation des prêtres indigènes est une œuvre de longue haleine ; leur nombre ne progresse que lentement : quatre mille vers 1922, cinq mille cinq cents aujourd'hui, sur un total de dix-huit mille cinq cents prêtres, dans les pays de missions. On peut y ajouter deux mille cinq cents religieux indigènes sur neuf mille et dix-huit mille religieuses sur cinquante mille. De plus, presque partout, ce clergé n'occupe que les degrés inférieurs de la hiérarchie : trente-sept circonscriptions missionnaires seulement sur cinq cent quarante et une, presque toutes dans l'Asie du Sud-Est, sont administrées par les indigènes seuls (1).

En tout cas, le Saint-Siège a accompli un effort remarquable pour accroître l'efficacité de son œuvre de conquête en se désolidarisant de l'Europe : c'est à la fois un aspect et une conséquence du déclin du vieux continent, de son importance et de son rayonnement mondial. Parallèlement, dans les pays orientaux, le Vatican tient à séparer sa cause de celle de l'Occident et manifeste son respect des sentiments nationaux en renonçant à poursuivre une unification totale, irréalisable et vaine, et en confiant l'œuvre de conquête aux Orientaux eux-mêmes.

Les Uniates. — Le Saint-Siège a, au cours des siècles, accepté la formation de communautés *uniates*, c'est-à-dire conciliant avec le respect de l'autorité de Rome et du dogme catholique leur désir de conserver une certaine autonomie ainsi que cer-

(1) En juin 1944, Pie XII évalue le nombre des évêques indigènes à plus de soixante-dix.

taines coutumes et certains rites particuliers. Ces catholiques orientaux seraient aujourd'hui six millions, répartis entre une douzaine de rites qui dérivent essentiellement du rite grec (roumain, ruthène, melchite) et du rite syrien (maronite, chaldaïque). Encore au XVIII^e siècle, Benoît XIV recommande le respect du particularisme oriental. Mais, en fait, Rome semble oublier ces « enfants perdus » et le clergé d'Occident voit dans l'existence de ces rites spéciaux une simple tolérance. D'autre part, les prêtres uniates, abandonnés à eux-mêmes, sont souvent assez semblables, pour l'instruction et les mœurs, aux prêtres orthodoxes.

Renonciation au latinisme. — Si la politique de Léon XIII s'inspire de traditions anciennes, elle est animée d'un esprit nouveau : pour tenter l'assaut contre les masses orthodoxes, il faut respecter les coutumes orientales et utiliser, comme bases de départ, les Eglises uniates. Sur le premier point, l'initiateur est Mgr Lavigerie à qui Léon XIII emprunte la plupart des idées exprimées dans l'Encyclique *Orientalium Dignitas* de 1894 : « La véritable union entre les chrétiens consiste dans l'unité de foi et de Gouvernement ; il faut donc, pour la réaliser, respecter toutes les particularités qui ne lui sont pas contraires, les privilèges des patriarches et les coutumes spirituelles de chaque Eglise. »

Les successeurs de Léon XIII réaffirment ces principes, surtout Pie XI qui y consacre de nombreux actes et marque le XVI^e Centenaire du Concile de Nicée par de grandioses cérémonies : la messe est dite à Saint-Pierre selon un rite différent chaque jour de la semaine qui s'achève le dimanche 15 novembre 1925. Ce jour-là, le métropolite des Roumains de Transylvanie officie avec la participation de vingt et un évêques et prêtres représentant cha-

cun un rite particulier — et du Pape lui-même. Pie XII renouvelle solennellement aux Orientaux, par l'Encyclique du 4 avril 1944, la promesse que « jamais ils ne seront forcés d'échanger leurs légitimes rites propres et leurs antiques institutions avec les rites et les institutions latins », car « cette diversité d'institutions ne s'oppose aucunement à une vraie et sincère unité ». La tolérance du Saint-Siège va jusqu'à admettre le mariage des prêtres, le célibat étant seulement recommandé, jusqu'à interdire le passage des Uniates au latinisme.

Enfin, pour que les coutumes orientales soient mieux connues en Occident, Benoît XV crée un Institut Pontifical spécial, auquel il admet les dissidents eux-mêmes, et Pie XI fait entreprendre la codification du droit canon oriental.

Le rôle des Uniates. — Nul n'est plus capable de ramener à Rome les Orthodoxes que les Uniates eux-mêmes, si proches d'eux. Les Latins auront la tâche très provisoire de les y préparer en formant un nouveau clergé oriental, digne de sa mission par son instruction, son zèle, sa tenue morale, et facilement supérieur au médiocre clergé orthodoxe. Léon XIII et ses successeurs fondent des collèges et des séminaires orientaux. Pie XI veut même ressusciter le monachisme en Orient comme dans les autres pays de missions : il invite les Bénédictins à former une Congrégation de rite slave.

La question des Uniates provoque certaines difficultés politiques. Le métropolite des Ruthènes de Galicie, Mgr Szeptycki, qui a une grande influence sur Benoît XV, ne peut venir à Rome où il est appelé en juin 1917, étant soupçonné par les Alliés d'avoir une mission politique secrète : il ne se rend au Vatican qu'à la fin de 1920. Ce même problème provoque une tension inattendue entre le

Saint-Siège et la trop catholique Pologne qui, plus « latiniste » que Rome, persécute les Uniates. Le Gouvernement de Varsovie empêche longtemps le P. Genocchi d'accomplir, en Galicie orientale, la mission dont Benoît XV l'a chargé : la situation religieuse que l'envoyé pontifical peut enfin constater dans ce pays en 1925 explique largement cette mauvaise volonté. Le même Gouvernement polonais empêche, en 1924, Mgr Szeptycki de se rendre au Congrès de Velehrad en Moravie, où Pie XI a envoyé un représentant et où doit être examiné le problème de l'Union des Eglises.

Ainsi, le Saint-Siège évite de heurter le sentiment national des peuples de l'Orient, sentiment qui a souvent la religion pour principe et pour manifestation extérieure. Comme dans les pays d'outre-mer, et plus encore, il accepte et même provoque la constitution d'Eglises vraiment nationales se rattachant étroitement à la tradition locale et parlant la langue du pays. Une remarquable unité de vue et de méthode caractérise donc la politique pontificale de conquête.

B) L'œuvre de conquête

Les obstacles. — Les résultats

Il est très difficile de dresser le bilan de l'expansion catholique, car les statistiques ne distinguent pas les « païens » des orthodoxes ou des protestants, ni les catholiques indigènes ou nouvellement convertis des immigrés ou de ceux qui se sont détachés pratiquement de l'Eglise après leur baptême : c'est l'immigration et non la conversion qui a fait, par exemple, des Etats-Unis un grand pays catholique. De plus, l'étendue des pays de missions n'est pas fixe. Quant à la création de cir-

conscriptions nouvelles, stations, missions, préfectures, vicariats, puis diocèses et archidiocèses, elle révèle plus la volonté de conquête et la direction des efforts que des résultats déjà atteints.

Les conditions de l'expansion catholique varient d'ailleurs trop d'un groupe religieux à l'autre pour que nous n'étudions pas séparément pour chacun d'eux l'œuvre entreprise, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus.

1^o Les non chrétiens. — Le renouveau missionnaire commence en France au début du XIX^e siècle avec la reconstitution de la *Société des Missions*, la fondation de l'*Œuvre de la Propagation de la Foi*, et se poursuit avec celle de l'*Œuvre Apostolique*, des œuvres de *Saint Pierre Apôtre* et de la *Sainte-Enfance* qui fournissent à la Propagande ses principales ressources. Il est favorisé par la restauration de la Compagnie de Jésus, en 1814, et pris en mains par le Saint-Siège dès Grégoire XVI. Plus tard, se fonde en Italie l'*Union Missionnaire du Clergé*.

Après Pie IX, chez lequel d'autres préoccupations passent au premier plan, Léon XIII donne aux missions un nouvel élan. Ses principaux actes sont la création d'une hiérarchie complète au Japon, en 1891, et dans l'Inde, grâce au Concordat de 1886 avec le Portugal, traité qui met fin, en principe, au conflit connu sous le nom de schisme de Goa (celui-ci dure en réalité jusqu'en 1928) ; il nomme archevêque de Carthage Mgr Lavigerie, qui entreprend d'évangéliser l'Afrique avec ses Pères Blancs, et crée de nombreuses circonscriptions dans le centre de ce continent et à Madagascar.

Quelle que soit l'activité de Pie X et de Benoît XV surtout après la Guerre, le titre de grand Pape missionnaire doit être réservé à Pie XI qui a créé deux cent onze circonscriptions nouvelles ; leur

nombre total passe de trois cent trente à cinq cent quarante et une et celui des missionnaires double. Dès 1922, il appelle tous les prêtres à soutenir l'œuvre des missions par la prière et l'action. Il cherche à développer outre-mer le monachisme contemplatif ou laborieux, invitant les Ordres à créer des établissements pour exercer non l'apostolat, mais les mêmes activités qu'en Europe, surtout la bienfaisance. Il attache une grande importance à l'instruction des missionnaires et inaugure lui-même, en 1931, le nouveau Collège de la Propagande. Il recourt à des moyens singulièrement modernes d'esprit, comme l'ouverture, dans les jardins du Vatican, d'une Exposition des Missions, qui devient ensuite un Musée permanent au Latran, ou la création de l'Agence *Fides* pour diffuser les nouvelles des Missions.

Quelques chiffres nous donneront une idée des résultats obtenus : en Afrique, le nombre des fidèles serait passé, depuis le début du XIX^e siècle, de cinq cent mille à sept millions ; en Asie, depuis 1900, de trois à huit millions ; le plus gros effort a été dirigé vers la Chine où la Révolution semble affaiblir les traditions religieuses : trois millions de catholiques contre sept cent cinquante mille en 1900.

Mais ces succès sont faibles en égard aux masses humaines visées par le prosélytisme catholique et à l'augmentation régulière de la population mondiale qui s'accroît de vingt millions d'individus par an, dont quatre millions seulement de chrétiens. Le nombre des catholiques vivant dans les pays de missions n'est passé, sous Pie XI, que de douze à dix-huit millions. La proportion des catholiques dans l'humanité (18 % environ) est donc susceptible de baisser et l'importance de l'Eglise est en voie de déclin.

Les raisons de ce demi-échec sont en partie les mêmes qu'aux autres époques de l'histoire, en partie nouvelles. Les confessions chrétiennes se heurtent souvent à des religions très évoluées qui ne cèdent pas facilement le terrain et dont certaines, comme l'Islam, surtout depuis la Grande Guerre, lui font une concurrence redoutable — sans parler de la rivalité des chrétiens entre eux. Elles sont considérées comme les religions des Européens ou, plus généralement, des Blancs, et l'orgueil de race, le sentiment national, la conscience d'appartenir à une civilisation originale et précieuse, voire supérieure, amènent les indigènes à résister à cette invasion spirituelle de l'Occident contre laquelle se dressent leurs traditions ancestrales.

Enfin, ce qui attire les autres peuples dans l'esprit européen, ce n'est pas une religion — ils en ont déjà une — mais au contraire le rationalisme, la science, ses méthodes, ses applications pratiques, qui ont permis aux Blancs de triompher et qui permettront un jour aux pays qu'ils dominent de se libérer. On peut donc penser que l'Eglise ne pourra faire de ce côté que des conquêtes restreintes.

2^o Les « Frères séparés » — Les Orthodoxes. — Le Saint-Siège n'a jamais renoncé à reconstituer la « robe sans couture » déchirée au cours des siècles par les schismes et les hérésies, mais il envisage cette prétendue Union des Eglises, non sous la forme d'un accord entre Eglises traitant d'égale à égale au prix de concessions réciproques, mais sous celle de soumission collective ou, à défaut, de conversions individuelles. Les « Frères séparés » doivent rentrer dans le giron de l'Eglise romaine et, surtout, accepter l'autorité pontificale. C'est pourquoi au terme équivoque de « Union des Eglises », la Papauté préfère celui de « Unité de l'Eglise »

qui exclut toute tentative fédérative visant à constituer une « Société des Eglises » comme une sorte de pendant à la Société des Nations.

Les progrès de l'incrroyance et de la laïcité favorisent un certain rapprochement. A la lumière du péril commun, les divergences apparaissent moins graves et l'unité d'action plus nécessaire. Mais les obstacles semblent insurmontables, et le principal est, sans doute, la Papauté elle-même : les dissidents condamnent, en effet, avant tout, dans le catholicisme, le « papisme », aggravé de nos jours par la proclamation de l'infailibilité et le renforcement de la centralisation ; leurs Eglises ont un caractère national qu'elles ne peuvent ni ne veulent abdiquer.

En Orient, les différences de dogme et même de rites paraissent cependant sans réelle gravité, surtout depuis que Rome a renoncé à promouvoir le latinisme. De plus, si l'on met à part la Russie, le morcellement politique et religieux de l'Orient orthodoxe, encore accru par la Grande Guerre, facilite l'action pontificale : pluralité des rites, des patriarches, des clergés. Enfin, le prosélytisme catholique peut, nous l'avons dit, s'appuyer sur les Uniates, il est vrai peu nombreux : six millions en face de cent vingt millions d'Orthodoxes.

Mais l'absence prolongée de destinées communes entre l'Orient et l'Occident en a fait deux mondes différents qui se comprennent mal ou s'ignorent. Le schisme est si ancien que le souvenir même de l'autorité du Saint-Siège a disparu de la masse des fidèles et du clergé. L'autocéphalisme des Eglises orientales, gouvernées par des patriarches pour lesquels le Pape est un égal, se lie étroitement au sentiment national de petits peuples qui ont vu longtemps, dans le maintien de leur originalité

confessionnelle, la principale sauvegarde de leur individualité en face de l'oppresseur turc. Aujourd'hui, ces pays, libérés de la domination ottomane, voient dans la constitution d'une Eglise vraiment nationale un attribut indispensable de leur jeune souveraineté. Et ces Eglises regardent non vers Rome, mais vers Moscou, capitale du slavisme et de l'orthodoxie. La Papauté doit tenir compte de cet esprit d'indépendance : c'est pour l'avoir méconnu que Pie IX a provoqué un conflit assez violent avec les patriarches de Chaldée et d'Arménie, conflit que Léon XIII a eu quelque peine à apaiser.

En Russie même, le césaropapisme, qui réprime durement tout prosélytisme, constitue un obstacle insurmontable qui s'ajoute à l'ignorance et à l'apathie religieuse des masses populaires et du clergé. Les espoirs soulevés à Rome par la Révolution de 1917 sont vite déçus, tandis que la Grande-Bretagne se fait, en Orient, la protectrice des Orthodoxes. Même dans l'émigration russe, la propagande catholique ne réussit pas : la foi orthodoxe, délivrée de la lourde tutelle tsariste, semble prendre une vie nouvelle. Cependant la Papauté ne se décourage pas. En 1917, Benoît XV fonde la Congrégation pour l'Eglise orientale, que Pie XI réorganise en 1938 en étendant son autorité à tous les fidèles, même latins, des pays dont il donne la liste et qui correspondent en gros aux Balkans, au Proche-Orient et à l'Afrique Orientale, les Russes dépendant d'une Commission pontificale créée en 1925.

L'action de Pie XII, Pape diplomate, semble être de nature surtout politique : non content de lancer des appels en faveur de l'Union (encore le 1^{er} septembre 1944), il établit des contacts avec le Gouvernement yougoslave réfugié à Londres et avec le Gouvernement grec, qui s'installe à Caserte

au cours de l'été 1944, pour mettre sur pied un plan d'unification des Eglises chrétiennes dans la Grèce libérée. Peut-être, en effet, l'Angleterre se montrera-t-elle moins hostile à l'influence pontificale qu'après la première guerre mondiale. Mais le prestige russe, prodigieusement accru, apparaîtra sans doute comme le principal obstacle, car nous ne pensons pas qu'il faille attacher une excessive importance à certains bruits qui ont couru au sujet d'un accord religieux, en vue de l'Union, entre le Vatican et le Kremlin. L'U. R. S. S. ne voudra sans doute pas renoncer à utiliser l'orthodoxie comme instrument de sa propagande.

Ainsi, les chances de l'Union nous apparaissent comme faibles, et les catholiques eux-mêmes le reconnaissent : on ne parle plus guère à Rome de la reprise du Concile du Vatican, annoncée par Pie XI dès son avènement et dont on laissait entendre que la restauration de l'unité chrétienne serait la grande œuvre.

3^o Les protestants. — Il n'y a pas plus d'espoir du côté « hérétique ». Les cent cinquante millions de protestants sont pourtant répandus avant tout dans cet Occident où le danger plus grave qui menace la foi rassemble, plus qu'ailleurs, tous les chrétiens, où le contact entre les différentes confessions est le plus fréquent et le plus étroit, où la liberté religieuse facilite la confrontation des doctrines et le prosélytisme. L'Eglise catholique peut faire valoir que, par sa forte organisation, sa hiérarchie, sa centralisation, sa discipline, elle est plus capable que toute autre de défendre les intérêts généraux de la religion. Enfin, la multiplicité des Eglises protestantes diminue leur force de résistance.

De toutes les formes du protestantisme, c'est certainement l'anglicanisme qui est le moins apte

à résister à la séduction catholique. Le mouvement d'Oxford, favorable à un rapprochement, a dégénéré après 1845 en mouvement de conversion, mais a suffisamment changé le « climat » religieux pour que Pie IX et Léon XIII puissent rétablir la hiérarchie ecclésiastique dans les Iles Britanniques. Pourtant, le Concile du Vatican ne peut qu'aggraver le sentiment « antipapiste » et, malgré son désir de conciliation, Léon XIII, en déclarant les ordinations anglicanes sans valeur, rend, en fait, impossible l'accord souhaité : le rapprochement ne peut dès lors s'opérer que sur le plan local. La guerre fait connaître à de nombreux soldats anglais les rites catholiques ; des entretiens réunissent à Malines, en 1921 et 1923, le Cardinal Mercier et des représentants de l'Eglise anglicane. Un mouvement anglo-catholique se développe, allant quelquefois jusqu'à la conversion, et, d'autre part, certains milieux catholiques romains suggèrent la création d'une sorte d'Eglise Uniate d'Occident.

Cependant, la propagande protestante fait, dans le monde entier, une concurrence dangereuse à celle de l'Eglise catholique. L'anglicanisme surtout, lié à la puissance britannique, exerce une forte attraction, particulièrement sur les Eglises chrétiennes qui veulent sortir de leur isolement, mais que rebutent l'intransigeance et l'autoritarisme romains : on note, par exemple, pendant et après la Grande-Guerre, un sensible rapprochement entre l'Eglise anglicane et les Eglises serbe, russe, grecque, etc. La Papauté défend aussi l'Eglise elle-même contre un réel danger de pénétration de l'esprit protestant ; celui-ci se manifeste particulièrement par l'*inter-confessionalisme*, c'est-à-dire la tendance, condamnée par Rome, à considérer toutes les religions comme également bonnes parce que concourant toutes au

même but ; le Saint-Siège n'admet pas davantage l'idée d'une action commune de toutes les confessions, même non chrétiennes, pour la défense du spiritualisme. Cette attitude ne contribue pas peu à entraver tout effort de rapprochement.

L'atmosphère américaine est très favorable à de telles tentatives, grâce aux tendances libérales du catholicisme et au bon accord qui règne aux Etats-Unis entre les diverses branches de la famille chrétienne. Cet esprit excessif de conciliation est un des reproches que Léon XIII lui-même adresse, en 1899, à l'américanisme. Mais les réserves sérieuses que le même Pape élève à propos du *Parlement des Religions* (chrétiennes ou non) tenu aux Etats-Unis en 1893 n'empêchent nullement les catholiques de participer au Congrès de Boston en 1900 ; Léon XIII interdit formellement toute réunion analogue en Europe. Benoît XV repousse, avec des paroles aimables, l'invitation adressée au Saint-Siège après la Grande Guerre par les Episcopaliens des Etats-Unis de participer à une Conférence mondiale qui a lieu, par suite, sans la participation catholique.

Pie XI se montre plus intransigeant encore, et son Encyclique *Mortalium animos* de 1928 condamne formellement toute tendance « panchrétienne ». Pour lui, l'unité de l'Eglise existe déjà : il ne saurait donc être question de créer une fédération religieuse basée sur une profession de foi commune qui se bornerait à affirmer des vérités jugées essentielles ; l'unité ne peut naître de la diversité des opinions, mais seulement « d'un Magistère unique, d'une règle unique de foi et d'une même croyance », sous peine de devenir « une étape vers la négligence de la religion, vers l'indifférentisme et le modernisme ». « Le Siège Apostolique, ajoute Pie XI, ne peut à aucun prix prendre part à ces Congrès (panchré-

tiens) et il n'est permis à aucun prix aux catholiques d'adhérer à de semblables entreprises ou d'y contribuer. Il n'est pas permis de procurer l'union des chrétiens autrement qu'en favorisant le retour des dissidents à la seule et véritable Eglise du Christ. » Il faut même « exclure toute promiscuité avec les autres conceptions religieuses ». En raison de cette attitude purement négative, le rapprochement se fait en dehors de l'Eglise catholique, comme en témoigne, peu avant la deuxième guerre mondiale, la formation d'un *Conseil Œcuménique des Eglises chrétiennes*. Le catholicisme romain s'enferme dans un orgueilleux isolement qui n'est pas sans danger pour lui-même et pour la cause de la religion.

Conclusion. — L'œuvre missionnaire est donc de plus en plus soumise à l'impulsion centralisatrice du Vatican ; celui-ci vise à constituer partout des Eglises nationales en dissociant sa cause de celle des impérialismes ; enfin, les résultats atteints ou prévisibles sont peu en rapport avec l'importance de l'effort accompli, ce qui laisse à penser que le catholicisme a perdu sa force d'expansion et de rayonnement et que sa place dans le monde ne peut que décliner.

Néanmoins, cette politique d'« impérialisme » religieux universel, dont la Papauté a pris la direction et qu'elle mène avec une indépendance croissante, a une grande importance internationale. Elle détermine en grande partie l'attitude de l'Eglise envers les Etats et réciproquement, car les ambitions, les intérêts, la force que la Papauté possède dans tous les pays, pour tout dire sa présence universelle, contribuent à en faire une grande puissance mondiale dont toute politique doit tenir compte.

CHAPITRE IV

LES QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

Les grands bouleversements politiques, économiques et sociaux qui ont marqué la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e ont donné naissance à un monde nouveau. La Papauté a, dès l'origine, pris position contre cette société qui ne repose plus sur les principes chrétiens, ou a affecté de l'ignorer. Mais c'est dans ce domaine que l'évolution a été le plus sensible de Pie IX à Pie XII, du *Syllabus* de 1864 au Message de Noël 1944, pour citer le texte le plus récent. A partir de Léon XIII, en effet, le retour en arrière apparaît décidément impossible, ce qui entraîne pour l'Eglise la nécessité de s'adapter à la nouvelle situation sur le plan idéologique comme sur le plan pratique.

A) Les idées politiques modernes

Les principes chrétiens et les intérêts généraux de l'Eglise ne suffisent pas à expliquer l'hostilité manifestée par le Saint-Siège depuis Pie VI à l'égard des idées politiques modernes, en particulier dans le fameux *Syllabus* : il faut se souvenir que le Pape est alors un souverain temporel menacé dans ses Etats par le libéralisme et le principe des nationalités. Une fois la question romaine réglée, la Papauté se sent plus libre pour atténuer le conflit qui l'oppose au monde moderne, et Léon XIII peut reprendre la célèbre et apaisante distinction lancée

dans le public par Mgr Dupanloup, à propos du *Syllabus*, entre la *thèse* et l'*antithèse*, entre l'idéal de l'Eglise et la règle de conduite adaptée aux circonstances : « Si l'Eglise maintient et défend dans toute leur intégrité les doctrines et les principes du droit, elle garde néanmoins en cela la juste mesure des temps et des lieux. Elle est contrainte de tolérer quelquefois les maux qu'il serait presque impossible d'empêcher sans s'exposer à des calamités et des troubles plus funestes encore. »

L'origine du pouvoir. — Le principe même de la démocratie, qui place l'origine du pouvoir, non en Dieu, mais dans le peuple, ne peut être admis par l'Eglise, mais cette opposition est trop métaphysique pour avoir une importance pratique réelle. Léon XIII indique les bases d'un accommodement possible : « Ceux qui doivent gouverner peuvent, en certains cas, être choisis par la volonté et le jugement de la multitude », à condition que l'on se souvienne bien qu'« on ne délègue pas le commandement, on établit par qui il sera exercé ». D'ailleurs, l'Eglise recommande l'obéissance à l'autorité, quelle qu'elle soit : « Le droit de commander n'est par lui-même lié nécessairement à aucune forme de gouvernement », et « tout pouvoir légitimement établi et justement exercé vient de Dieu et doit être obéi ».

Le libéralisme. — L'opposition de principe est encore plus vive sur la question des libertés d'opinion, de parole et surtout de presse « qu'on ne pourra jamais assez exécrer et maudire » (Grégoire XVI). Léon XIII lui-même définit la liberté comme le droit de « pouvoir, grâce à l'appui des lois civiles, vivre selon les prescriptions de la loi éternelle » ; elle ne saurait « constituer un droit accordé à l'homme par la nature ». Mais le maintien

rigoureux des condamnations pontificales mettrait les catholiques au ban de la société et les priverait de tout moyen d'action ; c'est pourquoi Léon XIII estime que « ces libertés peuvent être tolérées pour de justes causes, à la condition qu'elles ne dégénèrent pas en licence, et, là où des usages ont mis ces libertés en vigueur, les catholiques doivent s'en servir pour faire le bien, tout en les jugeant comme les juge l'Eglise ».

La liberté de religion et de conscience, « liberté de perdition » selon Pie IX, est tout spécialement condamnée, même par Léon XIII : on ne peut laisser l'homme libre de choisir entre la vérité et l'erreur, donner à celle-ci autant de facilités qu'à celle-là — Pie XI le répète encore. Mais Léon XIII est prêt à s'y résigner en pratique : « Si l'Eglise juge qu'il n'est pas permis de mettre les divers cultes sur le même pied légal que la vraie religion, elle ne condamne pas les chefs d'Etats qui, en vue d'un bien à atteindre ou d'un mal à empêcher, tolèrent dans la pratique que ces divers cultes aient chacun leur place dans l'Etat. » C'est que le temps de l'intolérance semble révolu. Le Saint-Siège s'exposerait à n'être ni suivi ni compris, s'il insistait trop pour que la liberté soit réservée à la seule Eglise catholique. Les périls qui menacent aujourd'hui celle-ci s'appellent incroyance et laïcité, et les diverses confessions ont tendance à se rapprocher pour la lutte commune.

D'ailleurs, l'Eglise a toujours réclamé la liberté dans les pays non catholiques, et, plus récemment, c'est au nom de cette même liberté que la Papauté proteste contre les mesures laïques et anticléricales, puis contre la toute-puissance de l'Etat communiste ou « totalitaire ». Depuis l'apparition dans l'entre-deux-guerres de formes politiques nouvelles, le libéra-

lisme et la démocratie apparaissent comme le moindre mal. Pie XII parle, dans sa première Encyclique (*Summi Pontificatus*, 1939), de « cette juste liberté qui est due à la dignité de la personne humaine ». Le Saint-Siège sait que l'Eglise ne retrouvera jamais les conditions privilégiées de l'Ancien Régime ; il consent donc à laisser dans l'oubli sa condamnation d'un système qui a jadis détruit sa puissance, mais qui, aujourd'hui, lui est profitable et lui permet d'agir.

Dans son Message de Noël 1944, Pie XII va jusqu'à faire le procès de l'Etat autoritaire et l'éloge de la démocratie « qui peut seule donner aux peuples la liberté à laquelle ils aspirent » et qui permet aux citoyens « d'exprimer et de faire valoir les opinions personnelles ». On peut dire qu'avec ce texte s'achève l'évolution dont Léon XIII fut l'initiateur, à une heure où la cause de la démocratie semble victorieuse dans le monde.

Les relations entre l'Eglise et l'Etat. — La Papauté n'a plus guère à se défendre contre les vieilles prétentions gallicanes ou joséphistes : les Papes continuent néanmoins à affirmer l'indépendance totale des deux pouvoirs, ou même la supériorité du pouvoir religieux sur le pouvoir civil. Mais le vrai problème est désormais l'évolution de l'Etat moderne vers l'indifférentisme et la laïcité.

« L'Etat, dit Léon XIII, a l'obligation d'admettre entièrement et de professer publiquement la loi et le culte que Dieu lui-même a déclaré lui être agréables. » Il a le devoir d'aider les citoyens à acquérir le bien suprême dans l'autre monde. Contre le laïcisme, « peste de notre époque », « apostasie des individus et des Etats », Pie XI rappelle les prérogatives du Christ-Roi et affirme pour l'Eglise « le droit d'enseigner le genre humain, de porter des lois, de gouverner les peuples ».

Donc, le Saint-Siège ne peut admettre que l'Etat se sépare de l'Eglise : « Ce régime, dit Pie XI en 1925, n'est certainement pas conforme à la doctrine de l'Eglise, non plus qu'à la nature des hommes ou de la société civile. » Mais la Papauté sait s'adapter aux circonstances : l'expérience prouve qu'il y a des Concordats orageux et des Séparations amicales.

L'enseignement. — C'est sur la question de l'école que le principe de laïcité atteint le plus durement l'Eglise. Alors que l'Etat moderne accepte de moins en moins la main mise cléricale sur l'enseignement, concevable seulement dans un Etat confessionnel, la Papauté affirme sans cesse le droit exclusif de l'Eglise : « Ce droit ne peut exister que pour ceux qui enseignent la vérité » (Léon XIII) ; « l'Eglise a seule mission de donner aux esprits la formation qui convient » (Pie XI).

Mais elle n'insiste pas sur une revendication aussi inacceptable, et elle ne réclame plus aujourd'hui que la liberté sans restriction ; l'Eglise ne peut admettre, dit Pie XI, « que son action se limite aux pratiques extérieures de la religion (messe et sacrements) et que le reste de l'éducation appartienne à l'Etat » (1931). L'intransigeance de Pie XI, qui attache un intérêt primordial à cette question (« nous donnons à l'école autant d'importance qu'à l'église »), va plus loin encore : tout enfant catholique a droit à l'école catholique ; « la fréquentation de l'école non catholique ou neutre ou mixte doit être interdite aux enfants catholiques ». Il condamne les tendances naturalistes, qui oublient les traces laissées par le péché originel et diminuent l'autorité de l'éducateur, recommande la prudence en ce qui concerne l'éducation sexuelle et interdit la coéducation (1929).

Pour justifier ses revendications le Saint-Siège

invoque volontiers l'utilité sociale : « Si l'on écarte la religion, point d'éducation morale digne de ce nom ni vraiment efficace. » (Léon XIII, 1897.)

Les conséquences de la laïcité. — C'est là un argument dont les Papes font, de nos jours, un usage constant sur un plan plus général. Ils dénoncent, dans les épreuves que traverse l'humanité, les inéluctables conséquences du « rejet d'une règle de morale universelle ». (Pie XII, 1939.) « Les bases mêmes de l'autorité ont été renversées, dès lors qu'on supprimait la raison fondamentale du droit de commander pour les uns et du devoir d'obéir pour les autres. » (Pie XI, 1922.) « Du gigantesque tourbillon d'erreurs antichrétiennes ont mûri des temps si amers qu'ils en constituent une condamnation dont l'efficacité surpasse toute condamnation théorique. » (Pie XII, 1939.) En particulier, « il n'y a pas à s'étonner que dans un monde déjà largement déchristianisé se propage l'erreur communiste. Livrer la morale à l'opinion subjective des hommes, c'est ouvrir la porte aux forces destructrices ». (Pie XI, 1937.)

Cet argument ne manque pas de poids dans le désarroi présent des âmes et des choses, mais peu d'hommes sans doute se montreraient disposés à en tirer les conséquences pratiques, c'est-à-dire à restaurer l'influence de l'Eglise et le vieil Etat confessionnel. La laïcité est entrée dans les mœurs : il paraît difficile de l'en extirper. D'ailleurs, l'Eglise ne considère la liberté et la tolérance que comme des expédients provisoires, qu'elle accepte pour éviter de plus grands maux.

B) La question sociale

Importance du problème. — Les bouleversements économiques et sociaux posent à l'Eglise de graves

problèmes d'organisation matérielle et de reconquête spirituelle. Les masses humaines qui se concentrent dans les grandes villes échappent à l'action normale de la hiérarchie ecclésiastique qui encadre étroitement le peuple des campagnes. Elles sont ainsi de plus en plus ignorantes des choses de la foi, d'autant plus que leurs conditions de vie sont peu favorables à la pensée et à la pratique religieuses. Fait plus grave, les travailleurs ne voient plus dans l'Eglise la protectrice traditionnelle des humbles : ils constatent l'inefficacité sociale de la prédication catholique et l'alliance entre le clergé et les classes dirigeantes.

En effet, l'action sociale de l'Eglise, c'est essentiellement la bienfaisance, dont l'Etat confessionnel d'Ancien Régime lui assurait à peu près le monopole. Sa doctrine, c'est que les biens de ce monde ont peu d'importance et que les pauvres auront plus facilement accès que les riches au royaume de Dieu. Cette action et cette doctrine ne sont guère propres à résoudre les problèmes sociaux contemporains ; le régime de la grande industrie creuse un abîme entre patrons et ouvriers, ouvre une ère de lutte ouverte et souvent violente entre les classes. En face du capitalisme, le prolétariat prend conscience de lui-même, et des doctrines apparaissent que n'inspire aucune idée religieuse : l'idéal laïque de justice sociale remplace la notion chrétienne de charité. En même temps, les classes dirigeantes, naguère « voltairiennes », se rapprochent de l'Eglise dont l'enseignement leur paraît propre à calmer l'ardeur revendicatrice des masses ouvrières : elles voient dans la religion un excellent instrument de conservation sociale. Une telle alliance ne peut que compromettre l'Eglise aux yeux des « prolétaires ». C'est donc un véritable renversement des positions

sociales du catholicisme qui s'opère au cours du XIX^e siècle.

La Papauté n'a pas conscience du péril que contribuent sans doute à lui masquer le retard du développement économique en Italie et l'absence presque totale de grande industrie dans le centre de la péninsule. Seuls, certains catholiques, en général des laïcs, cherchent, de leur propre initiative, à résoudre les problèmes sociaux, tandis que le Saint-Siège se borne à de platoniques condamnations de l'évolution économique contemporaine et des solutions proposées par les théoriciens socialistes. Il faut attendre la fin du XIX^e siècle pour qu'il s'efforce de mettre au point une doctrine sociale.

1^o *Condamnation de l'économie libérale.* — Le régime économique libéral est contraire aux principes chrétiens, parce qu'il ne se préoccupe que de la production et non de la répartition des richesses, et ne tient aucun compte de l'ouvrier.

Cette condamnation de principe s'accroît et s'étend au fur et à mesure que le régime capitaliste se développe, que ses conséquences apparaissent mieux, et surtout que ses défenseurs se raréfient. Dans la grande Encyclique *Rerum Novarum* de 1891, Léon XIII déplore l'altération des rapports entre patrons et ouvriers, due aux progrès de l'industrie, l'oubli des principes de charité chrétienne et la concentration de trop de biens entre les mains d'une « faction qui, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources, faction qui tient en mains plus d'un ressort de l'administration publique ». A sa suite, Pie XI rend responsable de la crise économique mondiale les quelques hommes qui « règlent selon leur caprice le marché mondial pour l'immense dommage des masses »

(1932). Il ne peut admettre que « le prolétariat soit la condition normale et durable de la plus grande partie de l'humanité ».

Pie XII, de même, condamne les grandes entreprises qui dominent la vie économique, « ces accumulations exagérées des richesses qui, sous le couvert de l'anonymat, réussissent à désertir leur rôle social et mettent les ouvriers à peu près hors d'état de se constituer une propriété privée ». Un tel système « est en opposition avec l'ordre de Dieu. Quel prêtre, quel chrétien pourrait rester sourd au cri qui monte d'en bas et qui réclame, dans le monde d'un Dieu juste, justice et fraternité » ? L'insécurité des travailleurs, le désespoir auquel ils sont trop souvent réduits, les amènent à « se désintéresser des valeurs spirituelles, se fermer aux aspirations vers une liberté digne de ce nom, se jeter tête baissée au service de n'importe quel parti politique, esclaves de quiconque leur promet le pain quotidien ; et l'expérience montre à quelles tyrannies l'humanité est capable de se soumettre ». (Pie XII, Noël 1942.)

2^o *Condamnation du socialisme.* — A cette condamnation de l'économie libérale fait équilibre celle des doctrines socialistes et communistes que Pie IX prononce dès 1849 et 1864. C'est naturellement sous la forme du matérialisme marxiste que le socialisme s'oppose le plus nettement aux principes de l'Eglise et qu'il devient vraiment une force internationale dont le Saint-Siège doit se préoccuper.

Léon XIII réproouve dans le socialisme, cette « peste mortelle », cette « folie d'hommes dépravés », son principe fondamental selon lequel la richesse est le seul bien, son moyen d'action, la lutte de classes, son but, la spoliation de la classe capitaliste : système « inepte, injuste et subversif, opposé au droit naturel des individus, dénaturant la fonc-

tion de l'Etat et tendant à bouleverser l'édifice social » (1891), puisqu'il supprime la propriété individuelle instituée par Dieu (1878). Benoît XV attaque plus âprement l'attitude des ouvriers : « Quand les pauvres attaquent les riches comme si ces derniers s'étaient emparés du bien d'autrui, ils agissent non seulement contre la justice et la charité mais aussi contre le bon sens, attendu qu'ils pourraient, s'ils le voulaient, améliorer par un honnête travail leur propre condition. »

L'apparition et le triomphe dans un pays d'une forme extrême du socialisme fait passer au second plan la condamnation du marxisme modéré, mais, dit Pie XI, s'il peut se rapprocher du christianisme, « le socialisme ne peut pas se concilier avec les principes de l'Eglise » (1931). En tout cas, c'est le communisme qui est maintenant le mortel ennemi de l'Eglise ; l'Encyclique *Divini Redemptoris* (1937) le proclame : le socialisme ignore la religion, le communisme lui déclare la guerre ; « Il est par nature antireligieux et considère la religion comme l'opium du peuple, parce que les principes religieux qui parlent de vie d'outre-tombe empêchent les prolétaires de poursuivre la réalisation du paradis soviétique qui est ici-bas. » Il fait de la matière la seule réalité et de la société une forme de la matière évoluant vers la disparition complète des classes ; pour hâter cette évolution, il aggrave la lutte des classes. Il nie la famille, l'autorité, le droit de propriété ; il « rejette toute hiérarchie », proclame l'égalité absolue entre les hommes et l'émancipation totale de la femme. « C'est un système rempli d'erreurs et de sophismes, opposé à la raison et à la révélation, qui méconnaît la véritable origine, la nature et la fin de l'Etat, ainsi que les droits de la personne humaine, sa dignité et sa liberté. »

Aucune conciliation ne semble possible, car il ne peut y avoir « d'accommodement entre la vérité de notre religion et cette négation de tous les droits humains et divins que l'on trouve dans le communisme » (1936). Mais l'expérience montre que les incompatibilités de principe se résolvent souvent, dans la pratique, plus facilement qu'on ne le croirait.

3^o *Le catholicisme social. La doctrine de Léon XIII.* — L'Eglise ne peut se borner à traiter la question sociale par des négations savamment balancées ; elle doit avoir une doctrine à elle, sous peine de voir les masses populaires se détacher de plus en plus de la religion. Léon XIII le comprend, à la suite d'hommes comme Albert de Mun, René de La Tour du Pin, le Cardinal Manning, et c'est moins pour innover que pour coordonner les mouvements existants et leur donner l'impulsion nécessaire que Léon XIII lance, en 1891, sa célèbre Encyclique *Rerum Novarum* : pour lutter contre la laïcisation de l'Etat, pour conquérir la démocratie, il faut rechristianiser les masses populaires, dont le suffrage universel accroît l'importance. Pourtant, le Pape n'ose pas, et ne veut certainement pas, dénoncer l'alliance de l'Eglise avec les classes dirigeantes ; il craint de n'être pas suivi et, par là, se condamne à une extrême timidité dans la partie constructive de l'Encyclique.

Le remède essentiel, dit-il, est la restauration de la foi religieuse, grâce à laquelle chacun se pénétrera de ses devoirs et évitera d'outrepasser ses droits. Les ouvriers s'abstiendront de revendications violentes : l'inégalité sociale est inévitable et nécessaire, et chacun doit accepter la condition que Dieu lui a attribuée. Les patrons respecteront la justice en accordant aux ouvriers un salaire raisonnable, en leur assurant le repos du dimanche, en n'exigeant pas d'eux un

travail qui dépasse leurs forces. L'Etat, sans intervenir incessamment, protégera les diverses classes contre toute violence : d'une part, il empêchera les excès des travailleurs, plutôt en les prévenant qu'en les réprimant ; d'autre part, il défendra la dignité et les droits matériels de l'ouvrier en ce qui concerne la nature et la durée du travail, l'hygiène, etc., il multipliera les institutions de bienfaisance, caisses d'épargne, assurances, patronages, et facilitera l'accès des classes inférieures à la propriété. Mais il laissera le principal rôle aux corporations qui régleront elles-mêmes les problèmes du travail et de son association avec le capital, dans un esprit de collaboration féconde.

La doctrine de Léon XIII se résume donc dans un appel à la bonne volonté de tous inspirée par la charité chrétienne. Par bien des traits, et surtout par son but, qui est de détourner les masses de l'activité révolutionnaire, elle s'apparente au socialisme d'Etat, tel que le pratique, par exemple, un Bismarck.

La réaction. — Cette doctrine, pourtant bien pâle, paraît dangereuse à certains. Déjà l'Encyclique *Graves de Communi* de Léon XIII (1901) est nettement en deçà de la *Rerum Novarum*. Pie X résume en 1903 l'enseignement de son prédécesseur en mettant en valeur son aspect conservateur : « Il est comorme à l'ordre établi par Dieu qu'il y ait dans la société humaine des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres qui, tous unis par un lien d'amour, doivent s'entr'aider à atteindre leur fin dernière dans le ciel, et sur la terre leur bien-être matériel et moral. »

De même, Benoît XV trace ce tableau idyllique d'une société vraiment chrétienne : « Les plus

élevés s'abaisseront vers les plus humbles et les traiteront non seulement avec justice, mais encore avec bienveillance, douceur et patience ; les humbles de leur côté se complairont dans la prospérité des personnes élevées et en attendront l'appui avec confiance. » « Les riches doivent être généreux et équitables, les pauvres doivent supporter les maux inévitables avec la résignation et le courage que donne l'espérance des biens éternels » (1920). Rien ne peut mieux corroborer aux yeux des ouvriers le mot fameux sur « la religion opium du peuple ».

La doctrine de Pie XI. — C'est surtout après le début de la crise économique mondiale que Pie XI devient « un grand Pape social ». L'Encyclique *Quadragesimo Anno* de 1931 se rattache à la grande tradition de Léon XIII, sans lui ajouter grand'chose ; elle semble pourtant préconiser la nationalisation des richesses qui « confèrent une puissance économique telle qu'elles ne peuvent, sans danger pour le bien public, être laissées aux mains des personnes privées ». La *Divini Redemptoris* de 1937 rend un son nettement plus favorable aux ouvriers, du fait soit de certaines résistances patronales, soit de la croissance du péril communiste : « L'ouvrier ne doit pas recevoir à titre d'aumône ce qui lui revient en justice. Lorsqu'il s'agit des obligations d'autrui envers eux, les ouvriers ont le droit de se montrer particulièrement sensibles, par conscience de leur propre dignité. » Le mot d'ordre d'aller au peuple devient impératif : « Que les prêtres consacrent la plus grande partie de leur activité à regagner les masses ouvrières au christianisme. » Il faut assurer à chacun des conditions de vie satisfaisantes par le travail, dans l'intérêt bien compris des classes dirigeantes qui, si elles ne consentaient à aucun sacri-

fice, « courraient à leur perte avec la société tout entière ».

Pie XI se méfie de l'Etat, dont Léon XIII réclamait l'intervention modérée : l'expérience montre, en effet, les dangers de l'étatisme. Il faut instaurer « un ordre économique inspiré par la justice sociale et la charité chrétienne, aussi éloigné de la lutte des classes et de la démagogie que de l'abus autocratique de l'Etat. La mission principale du pouvoir civil est de promouvoir efficacement l'harmonie et la coordination de toutes les forces sociales ».

De même, Pie XII limite l'action de l'Etat à la « sauvegarde du domaine intangible des droits de la personne humaine » ; il ne peut donc « entraver le développement de l'action individuelle ». L'Etat doit intervenir seulement pour assurer dans l'organisation du travail, effectuée en commun par patrons et ouvriers, « l'exercice des droits religieux, familiaux et sociaux » (1^{er} juin 1941). Il doit, en particulier, faciliter l'accession des travailleurs à la propriété, idée sur laquelle Pie XII revient à plusieurs reprises, en particulier en juin 1943 et septembre 1944.

Les résultats. — Quelle que soit l'insuffisance de la doctrine catholique en matière sociale, on ne peut lui contester certains effets importants : Pie XI et Pie XII ont tenu à en faire hommage à Léon XIII en célébrant les XL^e et L^e Anniversaires de la *Rerum Novarum*.

Grâce à Léon XIII, la Papauté a cessé d'être étrangère à l'un des aspects essentiels du monde contemporain ; elle a amené l'Eglise entière, et non plus des catholiques isolés, à s'intéresser à la question sociale. Les syndicats chrétiens, constitués en Internationale en 1920, ont joué dans la vie ouvrière un rôle important mais discutable, car ils ont inévitablement constitué un facteur de divi-

sion. L'Eglise voit en eux, avant tout, un moyen de concurrencer le socialisme et le communisme : « Les industriels ne doivent pas voir un acte de défiance » dans la fondation des syndicats chrétiens, effectuée « à l'encontre du syndicalisme socialiste et communiste » (1929) ; cet état d'esprit ne peut que rendre difficile l'unité syndicale, dont Pie XII n'accepte, le 11 mars 1945, la réalisation en Italie qu'avec des réserves significatives. D'ailleurs, ces syndicats disparaissent dans les Etats totalitaires, sans que le Saint-Siège cherche sérieusement à défendre leur existence.

Le Saint-Siège se félicite volontiers d'avoir permis une réconciliation sociale féconde, amené les classes dirigeantes à une attitude plus équitable et poussé les Etats à intervenir en faveur des travailleurs. En réalité, les principes proclamés sont trop généraux pour avoir une bien grande efficacité ; Pie XI lui-même ne cache pas que l'Eglise « n'a jamais présenté de système technique bien déterminé ».

Nous ne pensons donc pas que le catholicisme social ait eu une influence profonde sur l'évolution contemporaine, ni même qu'il ait eu les effets attendus sur la psychologie ouvrière : les masses ouvrières dans leur ensemble — les catholiques eux-mêmes le reconnaissent — échappent presque complètement à l'action de l'Eglise. Du moins, celle-ci a-t-elle pu créer un courant de sympathie et constituer un noyau actif de résistance, grâce auquel elle peut conserver l'espoir d'une prochaine reconquête. Mais le problème de cette reconquête elle-même reste posé.

CHAPITRE V

LE ROLE DES LAICS DANS L'ÉGLISE

A) Croissance du rôle des laïcs

Si l'Eglise, au sens large, comprend les fidèles aussi bien que les clercs, une évolution séculaire a, presque partout, dès la fin du XIX^e siècle, achevé d'éliminer les ingérences des laïcs dans son administration intérieure, sauf dans l'élection pontificale (droit d'exclusive), et dans certaines Eglises, comme celle des Etats-Unis, où la Papauté est amenée à tolérer une participation réelle des fidèles. Cependant le clergé fait, de plus en plus, appel à ceux-ci pour lui accorder dans son apostolat une aide dont la nécessité ne cesse de grandir.

Les causes. — L'Eglise, que la conception « laïque » prive du soutien du Gouvernement, doit rechercher l'appui du nouveau souverain, le peuple, et, pour pouvoir exercer une influence sur la vie politique dont l'Etat moderne l'exclut, amener les catholiques à se grouper comme les autres citoyens pour défendre et faire prévaloir ses intérêts et ses principes : repliée sur ses éléments purement cléricaux, elle serait vouée à l'isolement et à la défaite.

L'affaiblissement de la foi et la politique intransigeante de Pie IX facilitent cette évolution. Les catholiques « intégristes » sont une minorité qui sent d'autant plus le besoin de se grouper qu'elle est moins nombreuse. Le Saint-Siège peut relâcher beaucoup de sa méfiance traditionnelle en leur

faveur, car ils ont prouvé leur obéissance et leur dévouement. Enfin, la crise du recrutement sacerdotal, surtout après la Grande-Guerre, à un moment où les besoins sont plus grands que jamais, fait apparaître comme impérieuse la nécessité de l'apostolat laïque, non seulement dans les pays chrétiens, mais aussi dans les pays de missions.

Problèmes d'organisation. — Les modalités selon lesquelles les laïcs se groupent sont très diverses : Partis constitués sur le modèle des autres Partis et qui peuvent être soit purement catholiques, soit plus largement chrétiens, soit même simplement spiritualistes, fondés et dirigés par le clergé ou organisés sous son contrôle direct ou créés par des laïcs agissant de leur propre initiative ; œuvres sociales, allant de la simple association de bienfaisance au syndicat ; organisations se plaçant sur le terrain purement confessionnel et moral.

Ces groupements doivent constamment chercher un compromis entre une adaptation opportuniste aux contingences locales et une soumission aveugle à une autorité étrangère qui, souvent, connaît ou comprend mal leur position et les sacrifierait volontiers à des intérêts plus généraux. De son côté, le Saint-Siège veut éviter de se compromettre trop gravement : il laisse donc à ces organisations une certaine autonomie et se désolidarise d'elles, quand il le faut, tout en cherchant à conserver la possibilité de les utiliser au mieux des intérêts de sa politique générale. Ce jeu diplomatique doit être souple et, en fait, l'attitude des Papes a constamment varié : d'ailleurs, les conditions sont très différentes, selon que l'on a à faire à l'une ou l'autre des formes d'organisation que nous avons envisagées.

B) Les Partis catholiques

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, il n'existe guère de véritable Parti catholique qu'en Belgique et surtout en Allemagne. La puissance croissante du *Centre* allemand s'explique par la forte solidarité qui unit les catholiques dans un pays en majorité protestant, par l'ampleur, surtout en Rhénanie, de l'action sociale du clergé et de son influence sur le peuple, par ses tendances démocratiques qui s'accroissent encore au cours de sa lutte contre Bismarck. En Pologne et en Irlande, les Partis qui combattent pour l'indépendance nationale n'ont pas, quoique soutenus par le clergé, un caractère vraiment confessionnel.

La politique de Léon XIII. — Léon XIII a pu, comme Nonce en Belgique, étudier et apprécier l'action d'un Parti catholique. Diplomate, il voit dans ces groupements surtout un objet de marchandage dans les négociations avec les Etats : tout en restant à l'écart des luttes politiques et en laissant la direction du Parti à ses chefs nationaux, Léon XIII veut pouvoir intervenir directement au moment voulu, offrant au Gouvernement l'appui du Parti moyennant certaines concessions.

C'est ainsi qu'il amène Bismarck à terminer le *Kulturkampf* à l'avantage de l'Eglise ; aussi ordonne-t-il au *Centre*, en 1887, de continuer à vivre. Dès 1880, il a résolu le problème des relations du grand Parti allemand avec le Saint-Siège : indépendance totale dans les questions purement politiques, accord étroit pour faire abroger ou modifier les lois hostiles à l'Eglise. Mais l'application de cette règle s'avère difficile : quand, en 1886, le *Centre* refuse de voter les crédits militaires pour sept ans, Bismarck offre à Léon XIII d'abroger les

dernières lois du *Kulturkampf* et obtient l'intervention pontificale en faveur du « Septennat ». Mais le Centre n'en vote pas moins contre le projet gouvernemental sans que le Pape l'en blâme : Rome ne peut donc se servir de ce Parti comme d'une monnaie d'échange, dont elle userait au mieux des intérêts de l'Eglise.

En Hollande, l'alliance du Parti catholique avec les protestants conservateurs permet la création, en 1889, d'un régime scolaire très favorable aux écoles confessionnelles et, plus tard, en 1915, l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège (jusqu'en 1925). En France, Léon XIII comprend qu'on ne peut rassembler dans un Parti unique les catholiques traditionnellement répartis entre les divers groupes conservateurs, et il décourage certaines initiatives d'Albert de Mun dans ce sens. En Italie, il confirme le *non expedit* de Pie IX interdisant aux catholiques de participer à la vie politique, en particulier aux élections ; il se borne à encourager la formation de sociétés de fidèles ou l'action sociale (*Œuvre des Congrès*).

Pie X. — Pie X, qui a au plus haut degré l'amour de l'ordre et de la discipline, craint la tendance des Partis à l'autonomie : les laïcs ne doivent agir que « sous la direction et la volonté des évêques, car le droit de commander, d'enseigner, de diriger, n'appartient qu'à eux ». Les Partis catholiques doivent former une sorte d'armée obéissant aveuglément aux ordres de Rome, sans tenir compte des contingences locales.

Aussi les Partis existants ne trouvent pas grâce devant lui. En Italie, dès 1904, à la veille des élections, Pie X dissout l'*Œuvre des Congrès* pour ses tendances tant à l'autonomie qu'au libéralisme. L'année suivante, il recommande les trois Unions

populaire, économique et sociale, électorale, celle-ci devant préparer les élections communales ou même législatives, si les évêques le trouvent bon. On lui prête cette formule : « Des catholiques députés, oui, des députés catholiques, non. »

De même, le Chancelier allemand von Bülow exploite l'inquiétude suscitée à Rome, où il vient lui-même en 1908, par l'esprit d'indépendance du Centre vis-à-vis des évêques et du Saint-Siège et les tendances modernistes de la science catholique allemande. Le Pape répète : « Nous n'aimons pas le Centre, parce qu'il est un Parti politique. » Aussi, au lieu d'avoir comme Léon XIII une position d'arbitre entre le Gouvernement et le Centre, Pie X laisse le Chancelier jouer ce rôle entre le grand Parti catholique et lui.

En Angleterre, les évêques voient le danger qu'il y aurait à inquiéter le Gouvernement en créant un Parti à base confessionnelle. En France, les catholiques ne reconnaissent pas aux évêques d'autorité en matière politique et leurs divisions ôtent toute efficacité aux recommandations pontificales, par exemple en 1910.

Le déclin. — Après la guerre, la Papauté tend à reprendre une entière liberté d'action. Pie XI tient à rester strictement sur le terrain moral. « Tous ceux qui, en quelque façon, représentent les intérêts de la religion, doivent éviter de se mêler aux Partis politiques, ne fût-ce qu'en apparence » (1923). C'est ainsi, par exemple, que le Saint-Siège laisse le Centre allemand devenir, de plus en plus, un parti interconfessionnel. D'ailleurs, les régimes de type fasciste ne laissent subsister que le « Parti unique ». C'est donc vers une autre solution que le Saint-Siège doit s'orienter,

C) Les mouvements d'inspiration catholique

Certains mouvements politiques se réclament volontiers du christianisme et de l'Eglise pour bénéficier de l'appui actif ou de la sympathie d'une fraction de l'opinion. Ils échappent au contrôle du clergé et compromettent souvent l'Eglise aux yeux du public et du Gouvernement, sans lui apporter les mêmes avantages qu'un Parti purement catholique : aussi le Vatican surveille-t-il leur action pour s'en désolidariser, s'il y a lieu. Nous nous bornerons à quelques exemples :

Les chrétiens sociaux. — Léon XIII voit, bien entendu, dans de tels Partis, une occasion de négociation. Il refuse de condamner le Parti Chrétien-Social, fondé à Vienne par Lüger, qui allie le catholicisme à un antisémitisme violent et à des théories démocratiques et sociales avancées, et qui exerce l'action profonde que l'on sait sur l'esprit du jeune Adolf Hitler. D'ailleurs, les chrétiens sociaux, abandonnant leurs outrances, deviennent, après la Grande-Guerre, un des principaux Partis de Gouvernement et recouvrent cette situation dans l'Autriche de 1945.

« Le Sillon ». — Sous Léon XIII également, à la suite de ses grandes Encycliques sociales et avec son approbation, se fonde un groupement dirigé par Marc Sangnier et dont la doctrine est exposée à partir de 1899 dans la revue : *Le Sillon*. A la suite de diverses plaintes, Pie X blâme en 1910 certaines déviations doctrinales : tendances trop démocratiques et égalitaires (« *Le Sillon* convoie le socialisme »), interprétation personnelle de l'Evangile, esprit d'indépendance à l'égard de l'autorité épiscopale. Les *Sillons catholiques* diocésains doivent être désormais placés sous la direction des évê-

ques. Mais l'esprit « silloniste » survit à la soumission immédiate de Marc Sangnier et de ses amis.

Les Partis démocrates chrétiens. — Dans différents pays, s'organisent, après la Grande-Guerre, des Partis politiques d'inspiration catholique, mais affirmant nettement leur indépendance à l'égard de l'Eglise : le Centre allemand peut d'ailleurs, à ce moment, s'y rattacher. Un « Secrétariat international des Partis démocrates et chrétiens » crée un lien entre les groupements de Pologne, de Lithuanie, d'Allemagne, de Belgique, de France (Parti démocrate populaire) et d'Italie.

La brève existence du Parti Populaire Italien, fondé en 1879, mérite une mention particulière. L'abbé Sturzo, son créateur, adopte pour son organisation les cadres mêmes de l'Eglise, et de nombreux ecclésiastiques y adhèrent. Mais quelles que soient les relations qui existent entre certains milieux pontificaux et ce Parti, relations que l'élection pontificale de 1922 fait apparaître, le Vatican se désolidarise avec soin de son action politique, et Pie XI dément, dès son avènement, la réalité d'un accord. Néanmoins, l'existence passée de ce Parti occasionne, nous le verrons, des difficultés entre le Vatican et le Gouvernement fasciste.

Des partis analogues connaissent, dans la nouvelle après-guerre de 1945, une éclatante fortune, en Italie et en France, où le Mouvement Républicain Populaire se rattache non seulement à l'ancien Parti démocrate chrétien, mais aussi au *Sillon* par la personne même de Marc Sangnier. Ce succès est, d'ailleurs, un fait général dans les pays d'Europe Occidentale, Belgique, Pays-Bas, Allemagne de l'Ouest, Autriche même. Il s'explique aisément : depuis l'écroulement des régimes fascistes, l'Eglise catholique semble être la seule force qui puisse

s'opposer à la montée du socialisme et surtout du communisme ; c'est donc derrière elle que se groupe la bourgeoisie, résignée aux inévitables sacrifices.

« L'Action Française ». — Par une série de lettres et de discours publics, Pie XI dénonce, en 1926, le danger des doctrines de l'*Action Française*. Puis, devant la résistance des dirigeants, il condamne le quotidien et certains livres de Charles Maurras. Selon lui, en effet, l'*Action Française*, qui a des dirigeants notoirement athées ou incroyants, à commencer par Maurras lui-même, se réclame de la religion par calcul et s'adresse à une clientèle catholique, voire cléricale, composée surtout de jeunes gens, qu'elle séduit par ses idées politiques, et qui, par là même, ne sont plus capables de se défendre contre la philosophie pernicieuse accompagnant ses doctrines. Le système maurrassien est antichrétien en matière religieuse, morale et sociale ; il refuse à l'Eglise toute autorité sur l'ordre social au profit d'un Etat tout-puissant ; il repose sur une conception naturaliste et matérialiste de la société, qui serait régie, ainsi que l'homme, par des lois purement physiques.

Les chefs du mouvement manifestent leur résistance par des polémiques d'une extrême violence, prenant à partie les plus hautes personnalités de l'Eglise et le Pape lui-même, se plaignant d'être les victimes d'une sombre machination politico-religieuse dont l'initiative reviendrait à Aristide Briand : l'on comprend que Pie XI ait déclaré que de telles accusations donnaient « une impression de folie ». Néanmoins, il est peu contestable que le Saint-Siège ait voulu, par cette condamnation, être agréable au Gouvernement français. En tout cas, le Saint-Office riposte par des mesures très rigou-

reuses, comme le refus des sacrements en général, et surtout du mariage, de l'extrême-onction, de l'office des morts ; il provoque ainsi des troubles graves et souvent douloureux dans l'Eglise de France, et même la démission et la retraite d'un Cardinal, Mgr Billot, fait qui ne s'était pas produit depuis 1838.

L'affaire ne se termine qu'en 1939, sous Pie XII, par une soumission, conçue d'ailleurs en termes très généraux.

D) L'Action Catholique

Les graves inconvénients inhérents au système des Partis amènent logiquement la Papauté à grouper les catholiques sur le terrain purement religieux pour défendre les intérêts essentiels de l'Eglise. La difficulté est, d'une part, de maintenir ces groupements en dehors des luttes où les entraîneraient facilement les tendances politiques de leurs membres et les nécessités d'une action qui se veut efficace, d'autre part, de limiter exactement le champ de leur activité.

Sur le plan social, où Léon XIII invite déjà les catholiques à se grouper, comment distinguer les questions techniques, qui doivent rester étrangères à l'Eglise, des questions morales ? L'on ne peut, à plus forte raison, que trouver bien extensible la définition que Pie X donne des objectifs de l'Action Catholique : « Remplacer Jésus-Christ dans la famille, dans l'école, dans la société. »

Pie XI, qui appelle l'Action Catholique, à plusieurs reprises, la « prunelle de ses yeux », définit le premier avec quelque précision les raisons qui rendent nécessaire l'apostolat laïque, la forme qu'il doit revêtir et le domaine qui lui est assigné. Cet

effort « particulier, spécialisé, qualifié, présente la plus grande analogie avec la méthode que nous indiquons aux Missions : des prêtres indigènes pour les indigènes » (1934) ; chaque milieu national et social doit avoir des apôtres choisis dans son sein, comme au temps de l'Eglise primitive ; « pour ramener au Christ les diverses classes d'hommes qui l'ont renié, il faut avant tout recruter dans leur sein des auxiliaires de l'Eglise qui comprennent leur mentalité, leurs aspirations » (1931). Cette « participation du laïcat à l'apostolat hiérarchique de l'Eglise » est aussi rendue nécessaire par l'insuffisance du nombre des prêtres.

L'Action Catholique est purement laïque, mais elle est « liée par la plus étroite union et par l'obéissance la plus entière à la hiérarchie, à l'épiscopat ». Elle laisse subsister les autres associations religieuses ou économique-sociales. Elle ne doit se mêler ni aux discussions sur les formes de gouvernement, ni aux questions matérielles ou techniques, mais les directives de Pie XI permettent, en fait, tous les empiètements : « Cet apostolat doit s'exercer partout où se présente la gloire de Dieu ou le bien des âmes » (1931). « Sans faire elle-même de la politique au sens étroit du mot, l'Action Catholique devra préparer ses militants à faire de la bonne politique, c'est-à-dire une politique qui s'inspire en tout des principes du christianisme. Son programme ne doit exclure aucun genre d'activité, dès lors qu'elle présente de l'utilité pour la vie chrétienne. » Elle doit viser essentiellement à promouvoir les institutions sociales catholiques, enseigner la doctrine chrétienne, propager la bonne presse (1934). « Il y a des moments où Nous semblons Nous occuper de politique. Mais on ne s'occupe que de la religion tant qu'on combat pour la

liberté religieuse, pour la sainteté de la famille, pour la sainteté de l'école» (1925). En fait, l'Action Catholique se développe, surtout sur le plan social, dans les pays où le clergé se tient à l'écart de la vie politique, par tradition, par intérêt, ou par force, comme en France, en Angleterre, dans les deux Amériques et dans l'Allemagne et l'Italie « totalitaires ».

Cet appel aux fidèles ne semble pas avoir eu l'efficacité qu'on en attendait : selon des catholiques bien informés, les laïcs, ainsi retirés spirituellement à leur milieu pour participer à la vie de l'Eglise, sont, par là même, privés de ce « rayonnement » sur lequel on comptait ; leur apostolat échoue donc, en grande partie. Pie XI lui-même ne se félicite-t-il pas, à diverses reprises, du grand nombre de vocations ecclésiastiques éveillées dans les rangs de l'Action Catholique ? Et Pie XII reconnaît la nécessité de « méthodes missionnaires pour ramener le peuple à la foi de ses aïeux » (3 mai 1944) : telle est en effet la forme d'action envisagée désormais par les milieux catholiques.

Néanmoins, l'Action Catholique assure à l'Eglise un plus large contact avec la société contemporaine et renforce sa position en face de l'Etat. Par là même, elle constitue un élément souvent irritant du délicat problème des relations entre la Papauté et les Gouvernements. Ceux-ci ne peuvent ignorer cette force nouvelle qui se dresse sur leur propre terrain et sont de moins en moins enclins à laisser à une puissance étrangère le contrôle moral d'une partie de leurs citoyens.

CHAPITRE VI

LA DIPLOMATIE DE LÉON XIII 1878-1903

Nous avons étudié, jusqu'ici, en elle-même l'attitude que la Papauté a adoptée vis-à-vis des principaux problèmes religieux et politiques, non sans remarquer que les relations entre le Saint-Siège et les Etats en dépendent dans une large mesure. Nous abordons maintenant de front l'examen de ces relations.

La sécularisation politique. — Dans l'Etat confessionnel d'Ancien Régime, la question débattue entre le Pape et le Roi est, avant tout, celle de leurs droits respectifs dans le gouvernement de l'Eglise nationale. Dans l'Etat laïque, les relations sont celles de deux puissances étrangères qui discutent de leurs intérêts communs ou opposés. A vrai dire, il n'y a pas, à la fin du pontificat de Pie IX, d'Etat vraiment laïque, il n'y a que des régimes intermédiaires dont le plus répandu est défini par un Concordat. Personne ne désire la Séparation : ni l'Eglise qui, sans parler de ses raisons de principe, escompte certains avantages de l'appui de l'Etat et espère un retour à son ancienne situation privilégiée — ni l'Etat, qui tient à garder le contrôle de « son » Eglise et doit pour cela s'entendre directement avec le Saint-Siège, puisqu'il n'a plus son autorité d'autrefois en matière religieuse, et que le Pape est devenu le chef effectif et absolu de l'Eglise. D'ail-

leurs, l'Etat démocratique doit tenir compte du fait que l'attitude d'une fraction du peuple souverain à son égard est, en grande partie, déterminée par la nature de ses rapports avec le Vatican. Enfin, l'appui ou l'hostilité du Saint-Siège peut avoir son importance dans les questions internationales.

Pourtant, la sécularisation des relations internationales et du droit public qui est à leur base n'a fait que progresser depuis la Réforme, c'est-à-dire depuis le jour où l'autorité du Pape et de l'Eglise n'a plus été universellement acceptée. Le Saint-Siège peut d'autant moins jouer son rôle « naturel » d'arbitre que sa souveraineté italienne le mêle à toutes les querelles temporelles ; sa faible puissance et son mauvais gouvernement ne sont pas faits pour augmenter son prestige : on le voit à Vienne, en 1815. Au XIX^e siècle, le Vatican, absorbé par la question romaine, ne joue, en fait, aucun rôle international.

L'héritage de Pie IX. — « A la mort de Pie IX, la Papauté apparaissait comme une noble vaincue ; tout semblait perdu, fors l'honneur », a pu dire Mgr Baudrillart : conflits avec les Etats, effacement en politique internationale, tel est le bilan de ce grand pontificat. La Papauté, volontairement « prisonnière », se replie sur elle-même et prend à témoin de l'intolérable situation qui lui est faite un monde indifférent ou hostile. Les Gouvernements plus ou moins laïques, indifférents ou gallicans sont tous plus ou moins atteints par la déclaration de guerre de Pie IX aux idées modernes ; ils sont mécontents des décisions prises par le Concile du Vatican en 1870, et la pression qu'exercent sur eux les catholiques « intégristes » et le clergé, en politique intérieure et surtout dans la question romaine, provoque le triomphe des tendances anticléricales.

A) La politique d'entente de Léon XIII

Ses succès

Principes généraux. — Dès son élection en 1878 Léon XIII est salué dans le monde entier comme le Pape de la conciliation. Né en 1810 non loin de Rome, d'une famille de petite noblesse, tenu à l'écart par Pie IX après une courte nonciature, le Cardinal Pecci a vieilli dans les « honneurs obscurs » d'un évêché italien, celui de Pérouse, et non, comme son prédécesseur, dans l'isolement du Vatican. Il a évité de prendre parti pour ou contre les grandes décisions de Pie IX ; il est, selon le mot de Gambetta, « plus un diplomate qu'un prêtre. »

Pourtant, il est, autant que son prédécesseur, convaincu de la supériorité de son pouvoir. « Si la fin de l'Eglise est, dit-il, de loin la plus noble de toutes, son pouvoir l'emporte sur tous les autres. » De même, il repousse tout compromis sur la question romaine, il veut être considéré comme un prince temporel, un roi, et ne cache pas sa satisfaction quand Bismarck l'appelle « Sire ». Mais c'est par voie de négociations qu'il entend défendre les intérêts de l'Eglise, en maintenant et recherchant tous les contacts. Il doit bien, d'ailleurs, s'assurer des sympathies et des appuis, s'il veut faire aboutir son incessante protestation dans la question romaine et poursuivre sa politique d'expansion universelle.

Léon XIII offre donc son alliance à tous les Etats, que leur Constitution soit conforme ou non aux principes de l'Eglise : celle-ci n'enseigne-t-elle pas le respect du pouvoir établi ? Ne forme-t-elle pas la seule barrière efficace contre les doctrines subversives ? Il ne demande en échange qu'une législation favorable ou, du moins, qui laisse à l'Eglise la liberté d'action nécessaire. Le retour à

l'Ancien Régime est impossible : l'Eglise ne doit plus lier son sort à des causes perdues ou à des partis « réactionnaires » ; elle doit accepter franchement les conditions nouvelles pour en tirer tous les avantages possibles.

1^o *Liquidation des conflits.* — *Allemagne.* — L'avènement de Léon XIII, bien vu de Bismarck, est par lui-même un élément de pacification : le nouveau Pape exprime sa sympathie à Guillaume I^{er}, après les attentats auxquels il a échappé, et son désir de paix religieuse. Dès 1882, les relations diplomatiques sont rétablies après une interruption de dix ans ; les *lois de mai* sont peu à peu retirées et le *Kulturkampf* peut être considéré vers 1887 comme terminé. Les trois visites successives de Guillaume II à Léon XIII témoignent de l'excellence des relations entre les deux souverains.

Suisse. — Avec la Suisse, les relations diplomatiques ont été rompues en 1874 à la suite de diverses mesures des Cantons, en particulier les expulsions des évêques de Bâle et de Genève. Léon XIII règle ces incidents par des compromis.

Belgique. — La pression du clergé sur le Gouvernement catholique dans la question romaine provoque la victoire électorale des libéraux en 1878. Léon XIII ne parvient pas à modérer les protestations épiscopales contre la création d'un enseignement primaire laïque : la rupture des relations diplomatiques en résulte en 1880. Le retour des catholiques au pouvoir en 1884 apaise peu à peu le conflit.

Russie. — Léon XIII n'oublie pas que treize millions de catholiques vivent dans l'Empire russe. Dès son avènement, il multiplie ses avances au Tsar, le félicite d'avoir échappé aux attentats dirigés contre lui, et obtient ainsi une certaine détente : les relations diplomatiques sont rétablies en 1894.

Mais la question des Uniates de Ruthénie et l'accord de 1880 entre Vienne et le Vatican pour la nomination d'évêques catholiques en Bosnie et Herzégovine provoquent une certaine irritation de part et d'autre.

2^o *Les rapprochements.* — Angleterre. — Léon XIII n'hésite pas à sacrifier la cause de l'Irlande à son désir de bonnes relations avec Londres, malgré le Cardinal Manning, converti au *Home Rule* : il recommande aux catholiques le respect de l'ordre établi et condamne les sociétés secrètes.

Le Cardinal Manning proteste aussi contre le dessein de Léon XIII d'établir des relations diplomatiques avec le Gouvernement britannique, surtout quand un représentant du Pape félicite la reine Victoria pour son jubilé en 1887. Léon XIII a la satisfaction d'avoir longtemps auprès de lui un envoyé officieux de Gladstone, Sir C. Errington.

Etats-Unis. — L'indépendance de l'Eglise américaine à l'égard du Pape et le caractère amical de ses relations avec le Gouvernement réduisent à peu de chose les rapports entre Rome et Washington. Léon XIII saisit, en 1892, une occasion d'être agréable au Gouvernement comme à l'épiscopat en refusant d'accorder aux immigrants des évêques ou même seulement des prêtres de leur « nationalité » d'origine. La même année, par contre, il envoie aux Etats-Unis un délégué apostolique et le maintient malgré la résistance de l'épiscopat.

Autriche-Hongrie. — Malgré leur apparente gravité, les incidents qui se produisent entre le Saint-Siège et l'Autriche-Hongrie ont un peu le caractère de querelles de famille, en grande partie grâce à l'action personnelle de l'Empereur François-Joseph : c'est que la Double Monarchie fait de plus en plus figure de dernière grande puissance catholique.

Pourtant, depuis le Concile du Vatican, le Gouvernement de Vienne considère comme nul le Concordat de 1855. Léon XIII proteste en 1894 contre une loi sur le mariage civil, mais soulève lui-même bien des critiques quand il recommande d'enseigner le catéchisme aux enfants dans leur langue nationale.

Espagne. — Le Pape aide Alphonse XII à détacher le clergé du Carlisme et à restaurer son influence. Il peut ainsi obtenir en 1901 du Gouvernement libéral, sous la menace du rappel du Nonce, qu'il ne soumette pas, au moins pour l'instant, les Congrégations à une réglementation restrictive.

Ainsi, la politique de Léon XIII remporte partout des succès importants, même dans des pays secondaires comme la Norvège ou les Etats de l'Amérique du Sud ; dans ces derniers, le Pape réussit à apaiser des conflits provoqués par l'intransigeance de Pie IX. Mais il échoue sur les deux points auxquels il tient le plus, la France et les questions internationales, tandis qu'il perpétue le conflit avec l'Italie.

B) Les échecs de Léon XIII

Italie. — Comme Pie IX, Léon XIII refuse d'accepter la *loi des garanties* de 1870, qui lui assure pourtant une totale main-mise sur l'Eglise italienne et une entière liberté dans ses relations avec les autres Eglises. Il ne voit dans l'unité réalisée aux dépens de la Papauté que l'œuvre artificielle des « sectes ». Cependant, s'il envisage à plusieurs reprises, ou affecte d'envisager, de chercher un refuge à Trente, à Salzbourg, à Malte, ou en Espagne, sans trouver un bien grand empressement chez les Gouvernements intéressés, il ne se résout pas à quitter le Vatican : dès lors un apaise-

ment de fait ne peut manquer de se produire, prélude de l'accord nécessaire.

Les incidents violents causés par la politique anticléricale du Gouvernement italien et la cohabitation, dans la même capitale, de deux pouvoirs ennemis, semblent pourtant éloigner cette éventualité : création à Rome d'écoles « athées », de temples protestants, de loges maçonniques, manifestations de rue lors du transfert des cendres de Pie IX, commémoration bruyante du VI^e Centenaire des Vêpres Siciliennes, conflit pour certaines nominations épiscopales. Pourtant, Léon XIII accepte d'ériger un Vicariat apostolique de l'Erythrée conquise et d'y envoyer des Missionnaires italiens à la place des Français ; un apaisement incontestable, surtout après la chute du ministère Crispi, marque la fin du pontificat.

France. — C'est sur l'appui de la France qu'est axée toute la politique de Léon XIII ; il cherche, comme ailleurs, mais plus nettement et avec plus de persévérance, à détacher le clergé des Partis qui mènent contre le régime une lutte aussi stérile que violente. Les manifestations cléricales contre « l'usurpation italienne » et le *Kulturkampf* au temps du Gouvernement conservateur, le rôle du clergé dans la crise du 16 mai, n'ont pas peu contribué à faire arriver les républicains au pouvoir et à renforcer leurs tendances anticléricales.

C'est en vain que Léon XIII cherche à modérer les réactions des catholiques contre les lois scolaires de 1879-1882 et à faire valoir, d'autre part, la valeur de son appui pour l'expansion coloniale et même la politique intérieure françaises. L'échec du boulangisme, où l'Eglise s'est encore compromise, décide le Pape à agir : d'abord indirectement, en provoquant le toast retentissant d'Alger par

lequel le Cardinal Lavigerie invite les catholiques à cesser toute opposition systématique au régime — puis directement, par l'Encyclique *Au milieu des Sollicitudes* de février 1892 : « Lorsque les Gouvernements sont constitués, les accepter n'est pas seulement permis, mais réclamé, voire imposé, par la nécessité du bien national. Une telle attitude est la plus sûre et la plus salubre ligne de conduite pour les Français dans leurs relations civiles avec la République, qui est le Gouvernement actuel de leur nation. » Elle doit d'ailleurs permettre de lutter avec plus d'efficacité pour obtenir des lois favorables, car il faut distinguer soigneusement « constitution » et « législation ».

Ce mot d'ordre de *ralliement* se heurte à la passion partisane de la majorité des fidèles et du clergé français qui reprochent au Pape de se mêler d'une question de politique intérieure et d'accepter bien facilement le fait accompli quand ses intérêts personnels ne sont pas, comme à Rome, directement lésés. Aussi l'initiative de Léon XIII ne produit-elle pas les effets escomptés, sauf à l'époque du Ministère Méline et de ce qu'on a appelé *l'esprit nouveau* : l'affaire Dreyfus oppose de nouveau l'Eglise aux républicains avancés qui arrivent au pouvoir. Léon XIII défend, malgré tout, la cause de la conciliation : il enlève aux Assomptionnistes la rédaction de *La Croix*, dont la violence dessert les intérêts de l'Eglise, et ne condamne qu'avec modération la loi de 1901 sur les Congrégations.

Néanmoins, l'application du Concordat devient chaque jour plus difficile. Le Vatican introduit dans les bulles d'investiture la célèbre formule *nobis nominavit*, contre laquelle le Gouvernement français proteste en vain, refuse d'accepter des nominations d'évêques faites sans entente préa-

lable, avertit la France des conséquences que pourrait avoir la visite projetée du Président de la République au Roi d'Italie, à Rome. Peut-être, cependant, aurait-il pu, s'il avait vécu, éviter la rupture définitive. Quoi qu'il en soit, sa politique française a fait faillite. Ce n'est pas qu'elle ait manqué, en principe, de sagacité ; mais elle ne tenait pas suffisamment compte des conditions psychologiques nécessaires à un succès et n'a pas su les créer.

Les relations internationales. — L'amélioration des relations avec les Etats et l'activité croissante du Saint-Siège dans tous les domaines permettent à la Papauté de sortir de son effacement. Mais en restant intransigeant sur la question romaine et en essayant de provoquer une occasion de poser ce problème devant l'opinion mondiale, il s'attire l'animosité italienne qui l'écarte des grandes assises internationales ; en laissant dominer sa politique par cette revendication périmée, il s'interdit de pouvoir défendre avec efficacité, au-dessus des nations, les grands intérêts de l'Eglise et ceux de l'humanité, comme il en a la prétention : « Il entre plus spécialement dans Notre rôle, non seulement de prêter un appui moral à l'œuvre de pacification, mais encore d'y coopérer effectivement, car il s'agit d'un objet intimement lié à Notre auguste ministère, lequel possède une sorte de haute investiture comme médiateur de la paix. En effet, l'autorité du Pontificat Suprême dépasse les frontières des nations ; son action pour promouvoir le bien général de l'humanité s'élève au-dessus des intérêts particuliers. »

Ces principes, Léon XIII les affirme à l'occasion de la Conférence de la Paix de La Haye (1899), dont il est exclu par l'opposition italienne : le Gouvernement du Quirinal prend même la précaution de

faire subordonner l'adhésion future de quiconque à l'acceptation de toutes les nations représentées. Autre échec : Léon XIII lance une Encyclique en faveur des Noirs et émet le projet d'un Congrès présidé par un de ses représentants ; ce Congrès se réunit en 1898, mais sans le Pape. Il ne réussit pas davantage à apaiser le conflit entre les Etats-Unis et l'Espagne à propos de Cuba.

Par contre, il remporte un succès spectaculaire, en 1885, quand Bismarck recourt, malgré la mauvaise humeur italienne, à son arbitrage dans le conflit qui l'oppose à l'Espagne pour la possession des Iles Carolines. Léon XIII, avec une satisfaction évidente, fait accepter un arrangement par les deux parties (souveraineté espagnole, concessions économiques à l'Allemagne) et en tire la leçon, sans manquer de faire allusion à sa situation à Rome : « La souveraine autorité de l'Eglise a reçu un témoignage de la plus haute portée de deux grandes nations : c'est surtout en des temps pleins d'incertitude et de perturbations que le Pontife romain procurerait au monde les biens les plus éminents, si, jouissant de toute sa liberté et de tous ses droits, il pouvait sans obstacle exercer toute l'influence qu'il possède, pour le salut du genre humain. »

On ne peut qu'indiquer les tendances de la diplomatie pontificale. Léon XIII, hostile à la Triple-Alliance, qui comprend l'Italie, appuie la politique française. Il favorise le rapprochement franco-russe et contribue à faire tomber les préventions du Gouvernement de Saint-Petersbourg contre la démocratie française.

L'échec n'est donc pas total en cette matière, et Léon XIII a, incontestablement, relevé le prestige international du Saint-Siège, comme le montrent ses jubilé de 1887 et 1893.

CHAPITRE VII

LE DÉCLIN DE L'INFLUENCE PONTIFICALE ET LA CRISE MONDIALE 1903-1918

A) Pie X et la politique d'isolement 1903-1914

Le nouveau Pape. — Le 4 août 1903, le Conclave porte au Pontificat Suprême le Cardinal Sarto, patriarche de Venise, à la suite de l'*exclusive* portée par l'Autriche-Hongrie contre Rampolla, Secrétaire d'Etat de Léon XIII. Né en 1835, d'une famille pauvre, Pie X a suivi le cours régulier d'une carrière sacerdotale brillante, de l'humble cure de village à la Curie romaine : il n'a jamais quitté l'Italie et ne connaît que sa langue natale.

A un moment où la complexité des affaires demande un diplomate expérimenté, un politique souple et habile, l'Eglise va avoir à sa tête un homme qui ignore tout du monde contemporain et reste imbu de principes autoritaires et rigides. Ses principes sont sensiblement les mêmes que ceux de Léon XIII, mais le nouveau Pape veut les faire prévaloir sans tenir compte des temps ni des lieux, provoquant partout des conflits avec les Etats et les catholiques eux-mêmes, sans craindre les ruptures ni l'isolement, dont il escompte bien des avantages moraux et matériels. Il trouve en

un prélat espagnol, dont il fait son Secrétaire d'Etat, Merry del Val, l'inspirateur et l'exécutant d'une politique sans souplesse. Il place aux plus hauts postes de l'Eglise des hommes connus pour leurs opinions « intégristes », écarte les diplomates et les érudits, choisit de préférence des Italiens et surtout des Romains.

L'élection de Pie X est saluée, surtout en Italie, comme l'indice que la Papauté va renoncer au rôle politique qu'elle a voulu jouer sous Léon XIII : pourtant, s'il juge une réaction nécessaire, Pie X n'en proclame pas moins, en 1903, que « le Souverain Pontife ne peut séparer la politique du magistère qu'il exerce sur la foi et les mœurs ». En même temps, il est considéré dès le début, non sans raison, comme le Pape de la Triple-Alliance.

1^o *Pie X et les puissances de l'Entente. Rupture avec la France.* — Les éléments de la rupture sont tous rassemblés quand Pie X monte sur le trône pontifical : comme aucun des deux pouvoirs ne cherche à l'éviter, sans d'ailleurs la désirer, l'inévitable se produit. Au début de 1904, la visite à Rome du Président de la République, qu'une négociation habile aurait sans doute pu aménager, suscite une note de protestation très vive. Pie X maintient et aggrave le refus de son prédécesseur d'accepter des évêques nommés par le Gouvernement français sans entente préalable. Enfin, il convoque à Rome les évêques de Laval et de Dijon : le Gouvernement rompt les relations diplomatiques et les Chambres votent, en 1905, la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat. Non content d'en désapprouver le principe, Pie X repousse, en 1906, les *Associations culturelles* laïques qui doivent administrer les biens de l'Eglise, comme constituant une ingérence intolérable des fidèles, et interdit tout compromis ana-

logue. Au fond, le Vatican voit beaucoup d'avantages à la rupture et ne cherche pas à y mettre fin, comme le montre ce mot de Merry del Val cité par M. Pernot : « Mon successeur y pensera s'il lui plaît ; pour moi, j'estime que la tâche qui s'impose d'abord à nous, c'est d'organiser l'Eglise catholique de France. » Le Saint-Siège profite de la Séparation pour assurer sa main-mise totale sur l'Eglise de France, surtout par la nomination d'évêques dociles.

Difficultés avec les autres nations. — Avec la Russie, la question de Pologne entretient une certaine tension jusqu'en 1914. De même, malgré un désir sincère d'entente avec Londres, le Pape suscite un vif incident en envoyant un Légat en Irlande.

Enfin, si Pie X, mécontent de l'esprit d'indépendance de l'Eglise américaine, lui accorde pourtant une satisfaction d'amour-propre en supprimant aux Etats-Unis le régime des Missions, la Congrégation Consistoriale se montre plus autoritaire que la Propagande et, en particulier, écarte des évêchés les candidats jugés trop libéraux ou trop populaires. En 1910, l'opinion américaine réagit vivement devant un incident maladroitement provoqué par Merry del Val, à l'occasion d'un voyage en Italie de l'ancien Président Théodore Roosevelt : celui-ci refuse de s'engager à ne pas se rendre à l'Eglise méthodiste de Rome et n'est pas reçu par le Pape.

2^o Le « Pape de la Triple-Alliance ». Les relations internationales. — La rupture avec la France fait définitivement de l'Autriche-Hongrie la grande puissance catholique par excellence, ce que manifeste avec éclat le Congrès Eucharistique de Vienne en 1912. De plus, les Empires centraux représentent des principes d'ordre, de hiérarchie et de conservation qui sont chers à la Papauté. Enfin, l'expansion

austro-hongroise aux dépens des Slaves orthodoxes favorise la politique pontificale.

Si toutes ces raisons inclinent le Saint-Siège vers la Triple-Alliance, Pie X, d'ailleurs peu compétent, ne juge pas utile que la Papauté intervienne trop activement dans les affaires internationales. Ses démêlés avec la plupart des Etats, en lui retirant la large audience qu'avait su acquérir Léon XIII, lui interdisent toute action vraiment efficace.

L'apaisement en Italie. — L'avènement d'un Pape vraiment Italien est bien accueilli par l'opinion publique. Pie X favorise les Missions italiennes, signe en 1914, malgré l'Autriche-Hongrie, un Concordat, le seul de son règne, avec la Serbie, permet aux évêques de lever le *non expedit* pour les élections législatives quand ils le jugent bon. Le résultat de cette dernière décision est que le Gouvernement prend l'habitude de négocier avec les évêques pour obtenir les voix des catholiques et que ces « combinaisons » locales échappent au contrôle du Vatican.

Allemagne. — Le refroidissement des relations entre le Saint-Siège et le Centre ne peut qu'être agréable à Berlin : c'est l'ambassadeur du Reich au Vatican qui doit défendre les intérêts des catholiques de son pays. Des difficultés se produisent cependant quand l'évêque de Posen prend la tête du mouvement polonais anti-allemand et, surtout, quand paraît en 1910 une Encyclique jugée injurieuse pour les Princes allemands qui ont soutenu la Réforme.

Ainsi, si l'on tient compte de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat au Portugal et de la rupture des relations diplomatiques avec ce pays en 1913, on peut dire qu'il n'est guère de nation où la politique pontificale n'ait provoqué de sérieuses diffi-

cultés. La guerre trouve donc le Saint-Siège dans un isolement et un effacement qui lui interdiront de jouer tout rôle sérieux dans le conflit mondial.

B) Les efforts de Benoît XV en faveur de la paix

Le nouveau Pape. — L'élection du Cardinal Della Chiesa, un mois après le début de la Grande-Guerre, semble présager un changement de politique. Cet aristocrate gènois, né en 1854, a fait une carrière avant tout diplomatique dans l'ombre du Cardinal Rampolla, qu'il a suivi à la Nonciature de Madrid et à la Secrétairerie d'Etat de Léon XIII. Il n'est devenu Cardinal qu'en 1914, après la disparition de son illustre « patron ». Mais il est resté à la Curie jusqu'en 1907 sous les ordres du Cardinal Merry del Val, avant d'être envoyé comme archevêque à Bologne : il accepte l'entourage de son prédécesseur et les traditions que les conseillers de Pie X entendent perpétuer.

Le désir de paix. — Le souhait d'une paix « négociée », que le Pape exprime dès son avènement et renouvelle à plusieurs reprises, s'inspire naturellement de l'esprit de charité chrétienne, mais aussi du désir d'accroître le prestige du Saint-Siège en lui faisant jouer un rôle dans une affaire aussi importante, et du légitime souci des intérêts de l'Eglise dont la guerre rompt l'unité.

Le conflit, en effet, gêne les communications du Saint-Siège avec les Etats, les interrompt même avec les Empires centraux et leurs alliés, quand l'Italie entre dans la guerre. Certes, la Loi des Garanties fonctionne de façon à peu près satisfaisante, mais les ambassadeurs des pays en guerre avec l'Italie doivent se retirer à Lugano. L'unité morale de la chrétienté n'est pas moins compro-

mise : la guerre fait triompher le nationalisme dans ce qu'il a de plus incompatible avec l'esprit « catholique » et le pouvoir « supranational » de la Papauté ; elle rend facilement suspecte une autorité étrangère que l'on sait soumise à de puissantes influences.

Les premiers efforts. — Les vœux de Benoît XV vont vers une *paix blanche*, une paix « stable et juste », car celle qu'imposerait par la force un vainqueur dans un esprit de vengeance ne serait pas durable : « Les nations ne meurent pas ; humiliées et opprimées, elles portent frémissantes le joug qui leur est imposé, préparant la revanche et se transmettant de génération en génération un triste héritage de haine et de vengeance. » Au lieu de poursuivre une guerre inexpiable, « pourquoi ne pas peser dès maintenant les droits et les justes aspirations des peuples » dans des échanges de vues pacifiques ? (juillet 1915).

L'offre de médiation de 1917. — Benoît XV précise, en 1917, les bases d'une paix équitable. En une année où la lassitude des peuples engendre dans de nombreux pays des crises graves, il ne veut pas se laisser devancer par l'Internationale Socialiste. Il est encouragé par les catholiques allemands, surtout le député Erzberger.

L'affaire se noue dans les Empires centraux, grande faiblesse pour une œuvre de médiation. Mgr Pacelli, le futur Pie XII, alors Secrétaire de la Congrégation des Affaires Extraordinaires et diplomate réputé, arrive à Munich en juin 1917 comme Nonce et procède à des sondages à Vienne et à Berlin, où la crise politique de juillet révèle certaines aspirations à une paix d'entente. Le 24, Pacelli remet une note, mais la réponse tarde et, dès le 9 août, Salis, représentant anglais au Vati-

can, reçoit un texte analogue qu'il est prié de transmettre aux Alliés.

La note met en avant des principes généraux acceptables par tous : substitution de la force morale du droit à la force matérielle des armes, désarmement simultané et arbitrage (un peu plus tard, le Secrétaire d'Etat précise qu'il s'agit de supprimer le service militaire obligatoire et de boycotter toute nation contrevenante). La proposition pontificale est, par ailleurs, assez favorable aux Puissances Centrales, sauf en ce qui concerne l'évacuation des territoires occupés : liberté des mers, ni indemnité ni dommages de guerre, examen dans un esprit conciliant des litiges territoriaux opposant l'Italie et l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la France, garanties spéciales pour l'indépendance réelle de la Belgique.

La réponse anglaise, remise le 23 août, semble faire de la question belge le point essentiel et encourage l'Allemagne, mise au courant, à tenter, pour séparer la Grande-Bretagne de ses Alliés, une manœuvre qui échoue devant la vive réaction française et le silence que garde désormais l'Entente.

Cette initiative, dont les répercussions intéressent surtout l'histoire générale, n'a guère servi qu'à compromettre encore davantage Benoît XV, qui n'a pas su la dégager suffisamment du jeu des impérialismes rivaux : dès lors, elle devait fatalement être utilisée par les uns et mal vue par les autres. Cet échec décourage le Pape qui s'abstient de toute nouvelle intervention.

C) Benoît XV et les belligérants

Les tendances du Saint-Siège. — Même si l'on se garde de certaines exagérations grossières trop

répandues, on peut affirmer, semble-t-il, que le Saint-Siège s'est montré favorable aux Empires centraux dont il croit la victoire probable et souhaitable au point de vue de l'Eglise, pour les mêmes raisons qu'au temps de Pie X : à l'Autriche catholique, à l'Allemagne où le catholicisme occupe une place de choix, s'opposent la France laïque, l'Italie spoliatrice, l'Angleterre protestante, la Russie schismatique. Seule une diplomatie active et habile aurait pu combattre cette inclination naturelle ; or, l'Angleterre est le seul des Alliés à être représenté au Vatican.

De plus, alors que les Empires centraux traitent la Papauté en grande puissance qui a ses intérêts propres, les Alliés affectent de ne voir en elle qu'un pouvoir purement spirituel, une sorte de tribunal suprême chargé de dire le droit et de condamner l'injustice : c'est là une conception trop idéale. On ne peut raisonnablement exiger du Vatican qu'il prenne parti dans le conflit et il y a quelque naïveté de la part des catholiques des pays occidentaux à reprocher au Saint-Siège de ne pas faire de distinction entre le bon droit et la violence, entre les agresseurs et les victimes, autrement dit de ne pas épouser leurs querelles nationales et de ne pas partager leur point de vue sur les origines de la guerre.

Les questions romaine et russe. — L'attitude du Saint-Siège est aussi en grande partie déterminée par la question romaine : dès la fin de 1915, une Commission spéciale commence l'étude des solutions à proposer à la Conférence de la Paix ; à plusieurs reprises, la Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires examine le problème. Benoît XV cherche à obtenir des promesses à Vienne et à Berlin, où certains milieux lui donnent quelque

espoir, et même à Washington. Mais il sait bien que, en cas de victoire alliée, le Gouvernement de Rome s'opposera à ce que le Vatican participe au règlement final et, à plus forte raison, à ce que celui-ci englobe la question romaine. C'est ce que confirmera une clause secrète du traité d'alliance de 1915, par laquelle « l'Angleterre, la France et la Russie s'engagent à appuyer l'Italie contre toute proposition éventuelle d'admission d'un représentant du Souverain Pontife dans la Conférence de la Paix ».

La politique russe contribue également à rendre le Pape peu favorable aux Alliés : la victoire de ceux-ci signifierait — la France et l'Angleterre le reconnaissent par l'accord de 1915 — la mainmise du Tsar sur les Détroits et Constantinople, c'est-à-dire, sur le plan religieux, un succès peut-être décisif pour la cause orthodoxe. Elle mettrait aussi définitivement la catholique Pologne à la merci des Russes ; or, si le Saint-Siège ne semble pas croire à la possibilité d'un Etat polonais indépendant, il accueille avec faveur les suggestions allemandes et autrichiennes tendant à reconstituer une Pologne au moins autonome.

L'impartialité officielle. — Pourtant, Benoît XV ne cesse d'affirmer sa complète impartialité. Son « amour paternel pour tous les hommes considère non les motifs particuliers qui les divisent, mais le lien commun de la foi qui les unit » (septembre 1914 et janvier 1915). Il refuse de se faire juge des accusations que les belligérants s'adressent les uns aux autres : « Nous réprouvons toutes les violations du droit, partout où elles ont été commises, mais mêler l'autorité pontificale aux disputes des belligérants ne serait ni convenable ni utile » (janvier 1915). Il déclare, le 22 juin 1915, au journaliste

français Latapie : « chacune de vos accusations amène une réplique de la part des Allemands, et je ne peux pas instituer ici un débat permanent ni faire en ce moment des enquêtes. L'heure n'est pas venue de démêler la vérité au milieu de toutes les affirmations contradictoires : le Vatican n'est pas un tribunal ».

De tels propos, si raisonnables qu'ils paraissent, heurtent de front les sentiments nationalistes. L'interview Latapie, en particulier, provoque en France de vives réactions, malgré les démentis qui limitent bientôt la portée de certains passages. Les catholiques et même des prélats, tel l'archevêque de Lyon dès novembre 1914, se désolidarisent respectueusement du Saint-Siège. En même temps, le clergé français se plaint de voir la Congrégation Consistoriale nommer, comme au temps de Pie X, sans tenir compte de ses vœux, des évêques dociles à Rome et hostiles au Gouvernement.

Les incidents. — Les Alliés ont d'ailleurs des raisons de se plaindre de l'action diplomatique du Saint-Siège. Benoît XV cherche, en 1915, à empêcher l'entrée en guerre de l'Italie pour éviter l'extension du conflit et aussi pour préserver les intérêts de la Papauté elle-même. Par la suite, on accuse volontiers de défaitisme les organisations catholiques italiennes et le Vatican qui les inspire, et on les rend responsables, en 1917, de la défaite de Caporetto. De même, le Pape s'efforce d'arrêter les expéditions des Etats-Unis aux Alliés, puis leur entrée en guerre. Il semble faire bon marché des droits de la France en Orient et en Extrême-Orient. Il approuve et bénit l'« Union Catholique Internationale » fondée par le député allemand Erzberger. Enfin, l'offre de médiation de 1917 elle-même est considérée comme une tentative d'origine allemande.

D'autres incidents de nature plus fâcheuse compromettent la Curie romaine, par exemple la complicité de Mgr von Gerlach, qui approche souvent du Pape, et de quelques journalistes dans une entreprise d'espionnage en faveur de l'Allemagne, ou les intrigues germanophiles qui se développent dans le Collège irlandais de Rome. Le représentant anglais demande une surveillance plus stricte de ce Collège et la cessation de la résistance du clergé d'Irlande, sans obtenir autre chose que des réponses dilatoires.

Ces affaires, que compense mal en 1916 la nomination de trois cardinaux français, donnent l'impression que le Saint-Siège souhaite la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et, dans une certaine mesure, travaille pour elles. Cette situation ne contribue naturellement pas à lui concilier les faveurs des vainqueurs de 1918. Les seules initiatives que l'on puisse porter à l'actif de la Papauté sont celles qu'elle a prises dans le domaine de la bienfaisance : dons aux sinistrés et aux œuvres de secours, organisation de services de renseignements, interventions auprès des Gouvernements en faveur de certaines catégories de blessés et de prisonniers. Mais tout cela ne saurait procurer au Saint-Siège qu'un bien faible accroissement de prestige, et les perspectives qui s'ouvrent à sa politique en 1918 ne sont guère favorables.

CHAPITRE VIII

L'ÈRE DES ACCORDS

1918-1930

La guerre terminée, il ne s'agit plus pour le Saint-Siège que de s'adapter à la situation nouvelle créée par les traités. Benoît XV et Pie XI s'y emploient, avec l'aide du Cardinal Gasparri, Secrétaire d'Etat de 1914 à 1930. Tous deux font une politique de « présence » qui doit permettre au Saint-Siège de sortir de son isolement et de reprendre son rôle mondial, en liquidant les vieux conflits et en recherchant les accords avec les nouveaux Etats.

Pie XI. — Pie XI est, par excellence, l'homme de cette politique d'adaptation à laquelle il apporte un esprit nouveau : à un diplomate succède, en 1922, un érudit qui n'a quitté l'enseignement que pour la direction des bibliothèques pontificales. La carrière diplomatique de Mgr Ratti s'est bornée à une Nonciature à Varsovie (1918-1921), d'où il est revenu en Italie comme archevêque de Milan. Chez lui, la politique cède le pas à la « morale », mot qu'il entend d'ailleurs dans une acception très large ; sur ce terrain, Pie XI, si conciliant sur ce qui lui semble secondaire, se montre autoritaire et intransigeant. Mgr Cerretti, son premier Nonce à Paris, définit ainsi sa politique : « L'action diplomatique du Saint-Siège visé à faire pénétrer l'esprit chrétien dans la législation des peuples, à lui faire recon-

naître juridiquement l'Eglise comme souveraineté spirituelle et pour cela supranationale, société parfaite comme l'Etat, mais qui lui est pourtant supérieure par l'excellence de son origine et de sa fin. »

A) Les problèmes politiques

Les traités de paix. — La Papauté considère avec quelque amertume les traités à l'élaboration desquels elle est restée étrangère et qui correspondent si peu à ses principes officiels comme à ses préférences secrètes. Elle leur reproche de ne pas avoir « extirpé les germes des anciennes discordes » ; c'est pourquoi Benoît XV recommande aux écrivains et journalistes catholiques de s'abstenir « non seulement d'accusations vaines et injustifiées, mais même de toute violence et dureté de langage » (1920), car « il faut proscrire tout sentiment de haine à l'égard des étrangers contre lesquels on a combattu » (1919). Pie XI est encore plus net et accuse « une paix artificielle établie sur le papier d'avoir presque légitimé l'esprit de rancune et de vengeance ». « La paix a été consignée dans des instruments diplomatiques : elle n'a pas été gravée dans les cœurs et c'est dans les cœurs que couvent encore les passions belliqueuses qui sont chaque jour plus néfastes. » Et le Pape condamne « le nationalisme déréglé qui oublie que d'autres nations ont le droit de vivre et de prospérer ».

Cependant, le Saint-Siège ne peut qu'approuver la création d'une « Société des Nations », malgré son caractère laïque, tout en rappelant que la véritable « Société des Nations » est l'Eglise elle-même et que le droit international ne peut s'appuyer que sur son autorité. Il entre en contact avec l'institution genevoise à propos des Lieux

Saints, des Missions allemandes dans les pays sous mandats, de la famine en Russie, de l'esclavage. Ses représentants participent aux travaux de la Commission du Calendrier en 1923. D'ailleurs, la Papauté ne peut désirer autre chose que cette coopération un peu lointaine : une participation directe, bien difficile à réaliser, la mêlerait de trop près aux débats temporels des Etats et lui ferait assumer des obligations incompatibles avec son caractère.

Le rapprochement avec la France. — Le démembrement de l'Autriche-Hongrie rend nécessaire une réconciliation avec la France, seul appui possible de la politique pontificale. Le rapprochement, préparé par la mission de Mgr Cerretti à la Conférence de la Paix, se manifeste dans les instructions conciliantes du Pape au clergé d'Alsace-Lorraine, le maintien et la facile application du Concordat dans les provinces recouvrées, en particulier lors de la nomination des évêques de Metz et Strasbourg en 1920. La présence, le 16 mai 1920, d'un représentant de la France, Gabriel Hanotaux, aux cérémonies de la canonisation de Jeanne d'Arc, et la nomination d'un Vicaire délégué français au Maroc témoignent du rétablissement d'une bonne entente.

En mai 1920, un accord prévoit le rétablissement des relations diplomatiques et le maintien intégral de la législation républicaine, concède à la France, pour le choix des évêques, le traitement de la nation la plus favorisée parmi celles dont la situation est analogue, règle le protocole de la visite éventuelle du Président de la République à Rome. Par contre, l'opposition inattendue des évêques français retarde, jusqu'en 1924, la mise au point d'un compromis sur les *Associations cultuelles*, appelées désormais *diocésaines*, sur la base de la jurisprudence qui

s'est établie en France depuis la Séparation. Mais le Saint-Siège est vite déçu de voir la France borner les négociations à cette question, alors qu'il aurait désiré une étroite collaboration dans les questions internationales, surtout vis-à-vis de la politique anglaise. Lui-même, d'ailleurs, ne soutient pas la politique extérieure française. A vrai dire, il peut quelque temps s'inquiéter, à juste titre, des tendances anticléricales de la majorité de gauche portée au pouvoir par les élections de 1924.

La politique anglaise. — La question d'Irlande crée entre Londres et le Vatican, au lendemain de la guerre, une tension vive mais momentanée : l'Etat libre d'Irlande est créé à la fin de 1921 et les souverains britanniques sont reçus par Pie XI en 1923. La question secondaire de l'Île de Malte provoque également un conflit aigu, surtout entre 1929 et 1932, et donne l'impression que la politique pontificale soutient l'irrédentisme italien.

Une source plus grave de difficultés est la question d'Orient. L'Angleterre soutient les Grecs et l'orthodoxie, tandis que la Papauté manifeste sa sympathie pour les Turcs, par exemple dans la guerre d'Anatolie. La formation d'un « foyer national juif » en Palestine mécontente encore plus gravement le Vatican. En 1922, un memorandum pontifical proteste contre les termes du mandat britannique qui ne sauvegardent pas suffisamment les intérêts catholiques, en particulier pour la possession des Sanctuaires. Le traité de Lausanne de 1923 abolit les Capitulations et enlève à la France ses moyens d'action traditionnels. Plus tard, Pie XI cherche à empêcher le voyage de l'archevêque de Cantorbéry à Jérusalem : il y parvient en 1929, mais non en 1931. Pourtant, en 1930, il confie à un prélat anglais la nouvelle délégation apostolique afri-

caine, qui comprend les quatre cinquièmes du continent et s'étend sur des territoires surtout français.

Les problèmes allemands. — La politique allemande jouit de la faveur du Saint-Siège, en partie grâce à l'influence des hommes du Centre. Les relations diplomatiques se resserrent en 1920 : au ministre de Bavière auprès du Vatican se joint un ambassadeur du Reich, tandis que le Nonce de Munich est transféré à Berlin. Le Saint-Siège aide l'Allemagne à reprendre sa place dans le monde.

Il l'appuie, par exemple, dans la question de la Haute-Silésie, donnant ce conseil à un diplomate polonais par la bouche du Cardinal Gasparri : « Croyez-moi, vous absorberez toujours trop d'Allemands », allant jusqu'à provoquer d'assez vifs incidents avec le Gouvernement de Varsovie. Au moment de l'occupation de la Ruhr, Pie XI charge un prélat italien de faire une enquête et de distribuer des secours ; il blâme les exigences disproportionnées des débiteurs et « des occupations territoriales qui imposent de lourds sacrifices aux territoires occupés et aux nations occupantes » ; il souhaite une évacuation rapide et, s'il condamne les attentats terroristes, il réprime les répressions trop rigoureuses. Enfin, Pie XI soutient ouvertement la politique d'Aristide Briand ; il salue, en 1925, le Pacte de Locarno comme « un sérieux progrès dans les voies de la pacification » ; il aurait même, dit-on, appuyé la candidature du Ministre français à la Présidence de la République.

B) Les nouveaux États et la politique concordataire

Le nouveau type de Concordat. — Les nouveaux États désirent s'entendre avec le Vatican pour

réorganiser leur Eglise nationale au mieux de leurs intérêts : c'est là une excellente occasion pour la Papauté de réaliser quelques-uns de ses desseins historiques. En effet, à travers la diversité des conditions particulières à chaque pays, certaines préoccupations constantes se font jour, dont beaucoup étaient inconnues aux négociateurs de 1801. On constate par là tout ce que le Saint-Siège a gagné depuis l'époque napoléonienne, mais aussi les périls contre lesquels il estime nécessaire de se prémunir.

Il se fait partout accorder le droit de nommer les évêques, sauf objection politique du Gouvernement. Il obtient souvent des garanties pour les communications entre le clergé, les fidèles et Rome, des immunités fiscales ou militaires pour les clercs, une législation favorable aux organisations laïques catholiques et à l'enseignement de l'Eglise, des garanties pour la propriété ecclésiastique et pour la liberté des communautés religieuses et leur capacité juridique. Plus rarement, l'Etat reconnaît la validité de certaines décisions canoniques et, spécialement, comme en Italie, la valeur légale du mariage chrétien. Ainsi, la Papauté, instruite par l'expérience, prend ses précautions contre tout empiètement de l'Etat laïque sur ce qu'elle estime être son domaine et veille à se réserver certains moyens d'action ; en même temps, elle achève son œuvre de centralisation.

L'accord est assez facile à réaliser quand il s'agit d'Etats catholiques comme la Hongrie ou l'Autriche : le Concordat conclu avec cette dernière en 1934 est certainement un de ceux qui répondent le mieux aux désirs du Saint-Siège.

Pologne. — Les rapports sont excellents, en principe, entre l'Eglise et l'Etat en Pologne : pour-

tant, certaines difficultés subsistent auxquelles le Concordat de 1925, quoique pleinement satisfaisant pour le Saint-Siège, ne peut mettre fin. Certes, le plébiscite de Haute-Silésie n'a suscité qu'une tension très momentanée, mais une irritation plus durable est entretenue par la question des Uniates de Ruthénie, Russie Blanche et Ukraine, nous l'avons vu à propos du problème de l'Union des Eglises.

Tchécoslovaquie. — L'entente est plus difficile avec un Etat comme la Tchécoslovaquie dont la tradition « nationale » est celle d'une longue lutte contre la hiérarchie catholique et Rome, alliées aux oppresseurs germaniques et à la politique viennoise : au lendemain de la guerre, l'épiscopat est, en grande partie, allemand ou hongrois. Cependant une Eglise nationale tchèque, fondée en 1920 et se réclamant de Jean Huss, n'a que peu de succès.

Plus qu'un schisme, c'est l'esprit laïque et anti-clérical des dirigeants du pays, favorables à la « séparation », qui est à craindre. Mais le clergé désarme les préventions en se consacrant exclusivement aux œuvres sociales. Dès octobre 1919, le Vatican reconnaît la jeune République ; des représentants diplomatiques sont échangés ; Rome accorde à l'archevêque de Prague l'autorité primatiale dans tout le pays et fait certaines concessions relatives à l'emploi liturgique de la langue slave. Mais quelques incidents surviennent bientôt : faveurs accordées à l'Eglise schismatique, nomination de hauts dignitaires magyars dans l'Eglise de Slovaquie, bruyante commémoration de Jean Huss qui amène le Nonce à quitter Prague.

Mais le Gouvernement tchécoslovaque a grand besoin de la bonne volonté du Saint-Siège pour

régler certaines affaires ; en 1928, un *modus vivendi* fixe quelques principes : les limites des diocèses slovaques coïncideront avec les frontières hongroises ; le régime des ordres ayant leurs dirigeants à Vienne sera aménagé ; les évêques seront nommés par le Pape après avis favorable du Gouvernement. Mais l'application de l'accord s'avère difficile et lente : la délimitation des diocèses ne s'achève qu'en 1937. Pourtant, l'archevêque de Prague, trop germanophile, est remplacé dès 1931, et le Saint-Siège blâme les chefs ecclésiastiques des autonomistes slovaques, tandis que le Gouvernement tchèque arrête les confiscations de biens ecclésiastiques et permet la réunion à Prague, en 1935, du Congrès catholique international.

Les pays orthodoxes. — La situation est plus délicate encore dans les pays où l'Eglise orthodoxe est Eglise d'Etat et où la minorité catholique est importante. En Roumanie, 3 millions d'habitants sur 19 sont catholiques ; en 1920, des relations diplomatiques sont établies et le Nonce assiste au couronnement du Roi. Le Concordat de 1929, complété en 1932, assure à l'Eglise catholique des conditions d'existence favorables.

La résistance orthodoxe à tout accord avec Rome est plus forte en Yougoslavie, bien que la minorité catholique représente plus du tiers de la population et soit concentrée en Slovénie et Croatie. Le Gouvernement comprend l'intérêt politique d'un accord avec le Saint-Siège, qui soumettrait les catholiques à l'autorité de l'archevêque de Belgrade et désarmerait les non-Serbes, au moins au point de vue religieux. Mais l'Eglise orthodoxe excommunie les responsables du Concordat de 1935, qui n'est pas ratifié. Des relations diplomatiques se sont établies aussitôt après la Grande-Guerre, mais les Serbes

reprochent volontiers au Saint-Siège de favoriser la politique italienne. Le Gouvernement et l'Eglise serbes favorisent, d'une part, le rapprochement avec les Anglicans, et, d'autre part, certaines tentatives visant à former une Eglise catholique nationale.

En Bulgarie, où il n'y a guère que cinquante mille catholiques, certains incidents se produisent à l'occasion du mariage du roi Boris avec la princesse Giovanna d'Italie.

Russie soviétique. — La chute du Tsarisme éveille à Rome les plus grands espoirs : l'orthodoxie cesse d'être religion d'Etat et le Gouvernement soviétique, sans reconnaître aucune religion, déclare les tolérer toutes. Pie XI cherche à profiter, en 1922, de la Conférence de Gênes, pour négocier avec les représentants de Moscou ; il doit même désavouer certaines avances excessives, et très remarquées, de ses envoyés. En mai, il demande aux puissances d'insérer dans tout accord avec la Russie des clauses garantissant la liberté de conscience et de culte et la restitution des biens ecclésiastiques.

La Conférence échoue, mais le Saint-Siège obtient de Moscou l'autorisation d'envoyer douze missionnaires pour distribuer des secours aux malheureux sans distinction de confession et sans prosélytisme ; leurs noms devront être soumis à l'agrément du Kremlin. Celui-ci considère pourtant leur activité avec méfiance et les oblige, en 1924, à quitter le pays, sans obtenir aucune garantie pour les intérêts catholiques. En 1923, Pie XI proteste contre certaines arrestations et exécutions de prélats : il obtient la grâce du Patriarche orthodoxe Tykhon et de l'évêque catholique de Mohilev ; ce dernier vient à Rome, où il trace de la situation religieuse en U. R. S. S. un tableau très sombre, qui met fin aux illusions.

Le Saint-Siège recherche donc tous les contacts, négocie avec tous les Etats, le plus souvent avec succès, comme le montrent l'excellence de ses relations avec l'Irlande, les accords de 1928 et 1929 avec le Portugal, les Concordats avec la Lettonie (1922) et la Lithuanie (1927). Mais l'essentiel à cet égard, ce sont les accords qui mettent fin, en 1929, à l'irritante question romaine.

C) Les accords du Latran et le problème de l'indépendance pontificale

Les accords. — Pour la première fois depuis Pie IX, c'est de la loggia extérieure de Saint-Pierre que, en 1922, l'élu du Conclave donne la bénédiction *Urbi et Orbi*. Ce geste d'apaisement suit ceux de Pie X et surtout de Benoît XV supprimant le *non expedit* et rendant possible la visite des princes catholiques au Quirinal. Une différence d'origine peut expliquer en partie ce changement d'attitude : alors que les Papes du XIX^e siècle étaient nés dans l'Etat pontifical, ceux du XX^e, jusqu'à Pie XII, sont nés en Italie du Nord. Le Gouvernement fasciste répond à Pie XI par de nombreux témoignages de bonne volonté. Des négociations s'engagent en 1926 et aboutissent en 1929 à trois accords politique, financier et religieux.

Pie XI reconnaît le royaume d'Italie, avec sa capitale, Rome ; il reçoit une indemnité pécuniaire et le minuscule Etat du Vatican en toute souveraineté (44 hectares, un millier d'habitants) ; il renonce à faire de la question du pouvoir temporel une affaire internationale intéressant tous les catholiques, et se place ainsi sous la seule garantie italienne. Par contre, le Concordat donne satisfaction à toutes les demandes du Pape, telles que nous les

avons étudiées précédemment. Donc, les concessions religieuses de l'Etat italien compensent, aux yeux du Pape, les concessions politiques qu'il a dû consentir. Mais Pie XI est seul à proclamer : *simul stabunt, simul cadent* ; en droit, aucun lien n'existe entre les deux actes, et, en fait, la Papauté ne pourra pas revenir en arrière dans la question du pouvoir temporel, tandis que le Concordat reste soumis aux vicissitudes de la politique italienne.

L'indépendance matérielle du Saint-Siège. — L'expérience, surtout l'épreuve de la Guerre, montre combien étaient vaines les craintes qui ont amené Pie IX et ses successeurs à ne pas accepter le fait accompli. Bien que la Ville ait changé plusieurs fois de mains, les ambassadeurs accrédités auprès du Saint-Siège ont pu rester à Rome, en habitant au Vatican même ; le représentant de la Grande-Bretagne a même pu se rendre à Londres et en revenir, après avoir consulté son Gouvernement. Peut-être un mouvement populaire pourrait-il être plus dangereux que l'action d'armées régulières, mais le pouvoir temporel lui-même, et surtout la fiction de l'emprisonnement au Vatican, n'en protégeaient nullement le Pape. Sa seule garantie est dans son prestige moral : personne, sans doute, n'oserait porter atteinte à son indépendance — personne surtout n'aurait intérêt à le faire.

C'est pourquoi la Papauté ne songe pas, quelles que soient les circonstances, à remettre en question le statut de 1929 ; une information officieuse de septembre 1944, répondant à certains bruits déjà démentis par le Pape le 3 juin, déclare que « l'agrandissement territorial de l'Etat du Vatican entraînerait de graves inconvénients sans offrir des

avantages appréciables. L'indépendance de l'Eglise ne doit s'appuyer que sur les forces morales et spirituelles de la chrétienté ».

L'italianisation. — Si l'indépendance matérielle du Saint-Siège est suffisamment garantie, un danger plus subtil menace son indépendance morale. La question romaine, avant et après 1870, l'a préservé des influences italiennes : à l'heure où le nationalisme triomphait dans toute l'Europe, une circonstance spéciale permettait la persistance au Vatican d'un esprit « romain », vraiment « catholique », considérant toutes choses sous l'angle des intérêts universels de l'Eglise. Un homme d'Etat italien y voyait avec raison en 1905 l'intérêt bien compris de son pays : « Il faut que nous restions mal avec le Pape : pas assez pour qu'il fasse ses paquets et quitte l'Italie, mais assez pour entretenir l'impression que la Papauté n'a rien à voir avec le Gouvernement italien. » (Cité par M. Pernot.)

Déjà, la Loi des Garanties a fait du Pape le véritable chef de l'Eglise italienne. Le clergé de la péninsule ne peut rester étranger au nationalisme ambiant : or, c'est dans ses rangs que le Saint-Siège recrute presque tous ses fonctionnaires, la majorité des cardinaux, sans compter le Pape lui-même. Cette situation mécontente les cardinaux « étrangers », surtout les Américains, qui, en 1922, font une manifestation de principe en votant pour le Cardinal Mercier, avant de se rallier à Mgr Ratti en qui ils voient un défenseur des traditions romaines ; ils réclament l'augmentation de la proportion des non-Italiens dans le Collège : mesure insuffisante, car la proximité géographique des diocèses romains et, en général, italiens permet aux cardinaux qui les administrent de jouer presque seuls un rôle effectif dans la Curie.

Ce fait menace au temps de Pie XI de faire apparaître la Papauté comme une sorte de deuxième pouvoir italien : on remarque qu'au Latran le Pape a fait des concessions comme chef de l'Eglise universelle, mais n'a reçu des avantages que comme chef de l'Eglise italienne. Les Orthodoxes ont beau jeu pour dénoncer, dans la Papauté, « une simple organisation de propagande fasciste et italienne » : ils ne sont pas les seuls. Pie XI prête à cette accusation en manifestant pour les affaires de la péninsule un intérêt très particulier, ou encore en laissant l'usage de sa langue natale se répandre dans les manifestations officielles de l'Eglise.

Cette évolution est cependant freinée par la force de la tradition et aussi par les incidents qui troublent l'entente réalisée avec le Gouvernement fasciste. De plus, les hommes qui dirigent l'Eglise sont, par leur âge et leur formation, imbus dans une large mesure de l'esprit romain d'autrefois. Pie XI, né en 1857, a fait ses études à Rome à une époque où de vifs incidents envenimaient chaque jour la douleur encore neuve de la spoliation ; si Pie XII est né en 1876, il appartient à une de ces familles romaines qui servent traditionnellement la Curie et a passé sa vie loin de l'Italie au service de la diplomatie pontificale : c'est le Vatican qui est sa véritable patrie, comme celle du Cardinal Maglione, son Secrétaire d'Etat, né en 1877, mort en août 1944. Mais, de plus en plus, arrivent aux plus hautes charges de l'Eglise des hommes qui ont vécu dans l'atmosphère de nationalisme exaspéré de l'Italie contemporaine, tandis que le conflit des deux Romes s'acheminait vers un apaisement définitif. Le vieil esprit romain risque de disparaître avec les générations dans lesquelles il s'est incarné.

Mais la défaite italienne dans la deuxième guerre mondiale modifie profondément les données du problème. Déjà, aux jours sombres de 1943 et 1944, Pie XII apparaît comme le vrai représentant de la Ville éternelle devant les dominations étrangères, les périls de l'invasion et les luttes des Partis. L'Italie de demain, vaincue et humiliée, déçue dans ses ambitions, privée de son chef et peut-être de la dynastie qui personnifiait son unité, en proie à une situation matérielle dramatique, verra sans doute dans la Papauté, non seulement une protectrice, mais le seul pouvoir qui réponde à son désir de grandeur. La Rome pontificale éclipsa la Rome laïque et les Italiens estimeront plus que jamais, comme Mussolini en 1921, que « la tradition latine et impériale de Rome est représentée par le catholicisme », puisque s'est écroulé l'impérialisme dont le Duce s'était fait le champion.

L'« internationalisation » du Collège des Cardinaux. — La nomination, le 18 février 1946, de trente-deux nouveaux Cardinaux, dont seulement quatre Italiens, met ces derniers en minorité pour la première fois depuis quatre siècles ; elle marque la volonté de Pie XII de faire du Sacré Collège un organisme vraiment universel : le temps n'est plus, il le proclame lui-même, où « la vie de l'Eglise déployait sa vigueur de préférence dans les pays de la vieille Europe ». La décision pontificale est donc un des nombreux signes par lesquels se manifeste, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le déclin, désormais irrémédiable, de l'Ancien Continent. Près de la moitié des nouveaux promus (quatorze exactement) sont choisis dans des pays extra-européens, et l'on note parmi eux, pour la première fois, un Chinois et un Australien. Dix d'entre eux se répartissent également entre les deux Amériques.

Rien n'indique encore, de la part du Saint-Siège, une orientation résolue vers le monde anglo-saxon : six seulement des nouveaux cardinaux en sont originaires, dont quatre pour les Etats-Unis. Si l'évolution qui vient de commencer se poursuivait, on aurait bientôt un Sacré Collège où les sièges seraient répartis de façon équitable entre les nations, y compris l'Italie, selon leur importance dans la catholicité. Mais on peut penser que l'influence anglo-saxonne, et surtout américaine, qui ne cesse de croître dans l'Eglise comme dans le monde, finira par l'emporter — à moins que ne se réalise le rêve séculaire de l'Union des Eglises et de l'absorption de l'Orient orthodoxe, ce qui changerait l'équilibre des forces : un tel événement est encore du domaine de l'utopie, et, dans la promotion de Pie XII, l'Europe Centrale et Orientale n'est représentée que par un Hongrois et un Polonais (1).

A vrai dire, l'acte du 18 février 1946 est surtout un point de départ. A quoi bon un Sacré Collège vraiment « international », si l'administration centrale de l'Eglise reste, en fait, en des mains presque uniquement italiennes, si les nouveaux cardinaux, après avoir reçu les insignes de leur haute dignité, continuent à gérer leurs diocèses lointains, sans plus avoir à s'occuper des intérêts généraux de l'Eglise ? L'« universalisation » du Collège appelle donc logiquement celle de la Curie. Elle la prépare

(1) Il est intéressant de comparer la promotion de Pie XII à celles de ces prédécesseurs : parmi les cardinaux créés, on note une majorité italienne faible sous Léon XIII et Benoît XV, forte sous Pie XI, les Italiens sont au contraire légèrement en minorité dans les nominations de Pie X. Les Français (trois en 1946) précédaient jusqu'ici nettement, et souvent de loin, les groupes germanique et hispanoportugais, sensiblement égaux. Enfin, de 1878 à 1939, dix-huit cardinaux seulement, sur un total d'environ trois cents ont été choisis hors d'Europe, dont neuf aux Etats-Unis et quatre en Amérique du Sud.

même directement, si Pie XII a vraiment l'intention qu'on lui prête de choisir un Secrétaire d'Etat parmi les nouveaux cardinaux des Etats-Unis. Elle peut annoncer un autre événement encore plus grave : l'élection d'un Pape qui ne serait plus Italien.

Une telle évolution ne manquera pas de poser de graves problèmes. La tradition de l'italianité du Pape et de son entourage est si ancienne qu'elle ne heurte plus guère les susceptibilités nationales, à condition, bien entendu, que ne s'établisse pas une solidarité trop étroite entre les deux pouvoirs romains. Un équilibre nouveau sera difficile à trouver, et le jour, sans doute inévitable, où une influence l'emportera, certaines résistances sont à prévoir. Déjà, l'élection d'un Pape risque de s'avérer singulièrement difficile avec un Conclave aussi divisé : l'Italie peut d'ailleurs en profiter, car le choix d'un prélat de cette nationalité sera peut-être le seul sur lequel une entente pourra être réalisée.

Au fond, il s'agit de savoir si l'Eglise a assez de vitalité pour produire et façonner des esprits « supranationaux », s'il y a encore dans les différents pays un milieu qui pense « catholique », c'est-à-dire universel. Pie XII remarque lui-même que le caractère « supranational » de l'Eglise est avant tout une « question d'esprit » et ne dépend pas de « proportions mathématiques ». Une telle question est capitale pour l'avenir du Saint-Siège et de l'Eglise. C'est d'ailleurs un problème analogue qui se pose dans le domaine de l'organisation internationale. Mais le monde laïque a moins de chances de le résoudre favorablement, car il n'a pour lui ni l'unité morale née d'une foi commune, ni la tradition ancienne d'une autorité suprême unique et respectée, progressivement victorieuse des particularismes.

CHAPITRE IX

L'ÈRE DES CONFLITS 1930-1945

Si Pie XI était mort vers 1929 ou 1930, il ferait seulement figure de continuateur énergique de Benoît XV ; il serait pour l'histoire avant tout un grand Pape des Missions, de l'Union des Eglises, de la conciliation avec les Etats. Mais, à ce moment, commence la crise économique mondiale : en face du communisme consolidé en Russie et dont cette crise favorise l'extension, Pie XI renouvelle les condamnations de l'Eglise et affirme ses doctrines sociales. En même temps, le type de l'Etat totalitaire se répand dans toute l'Europe et triomphe en Allemagne. Corrélativement, les nationalismes s'aggravent. Partout, les conflits s'exaspèrent entre Partis, entre classes, entre Etats, entre ceux-ci et l'Eglise. Ce monde déchiré est, certes, de plus en plus laïque : « communisme athée » ou « nationalisme païen » sont étrangers dans leur principe et dans leur fin à la pensée religieuse. Mais, dans le désarroi des esprits, la foi apparaît comme « l'ancre du salut » et la forte organisation de l'Eglise comme un des rares éléments de stabilité. Jamais le Saint-Siège n'a eu une si admirable occasion d'accroître son prestige.

Pie XI, assisté désormais par un représentant

d'une nouvelle génération, un diplomate de carrière, Mgr Pacelli, qui remplace en 1930 le vieux Cardinal Gasparri, Secrétaire d'Etat depuis 1914, ne veut négliger aucune chance d'accommodement avec qui que ce soit, Etats totalitaires, démocraties ou régimes communistes, tous pourtant bien éloignés de l'idéal séculaire de l'Eglise. En même temps, le Pape affirme sans se lasser les grands principes moraux qui ne contredisent plus, comme au temps de Pie IX, les aspirations unanimes des peuples et des gouvernements, mais correspondent, au contraire, aux vœux et aux craintes de beaucoup : jamais, depuis longtemps, la Papauté n'a été aussi « présente » dans toutes les grandes questions qui passionnent et divisent l'humanité : « Nous entendons parler comme chef de l'Eglise catholique, dit Pie XI, mais encore et surtout comme homme de notre temps, c'est-à-dire comme témoin et acteur personnel des événements qui menacent Nos contemporains. D'un certain point de vue, Nous Nous préoccupons davantage des institutions sociales et gouvernementales purement humaines que de l'Eglise catholique elle-même. » Ce faisant, Pie XI n'hésite pas à provoquer des conflits retentissants avec quelques-unes des plus grandes puissances du monde et donne ainsi au Saint-Siège à la veille de la deuxième guerre mondiale une autorité vraiment universelle.

A) Papauté et totalitarisme

Les points de contact. — Les révolutions de type fasciste, l'exemple italien le prouve, craignent de s'aliéner la force morale que représente le catholicisme ; elles préfèrent la contrôler, et, si possible, l'utiliser. La Papauté se prête à ces compromis et

en proclame la nécessité, en raison des périls communs qui menacent l'Eglise et l'Etat : « Ceux qui attaquent l'Eglise ou en empêchent le développement renoncent, par là même, à la précieuse et forte contribution qu'elle est en mesure, et elle seule, d'apporter à la sûreté publique » (mai 1936).

De plus, le fascisme et les mouvements analogues restaurent, en politique, les notions chères à l'Eglise d'autorité, d'ordre, de hiérarchie, et détruisent les « sectes », comme la Franc-Maçonnerie. Ils mettent la famille à l'honneur et prétendent terminer la lutte de classes en instituant un système corporatif. Enfin, ils semblent constituer le seul obstacle que l'on puisse opposer au communisme.

Le totalitarisme. — Pourtant, ces mouvements se réclament d'un nationalisme excessif, que Pie XI a souvent condamné : « Le contraste entre le nationalisme exagéré et la doctrine catholique est évident » (1938). Surtout, les révolutions de type fasciste créent un Etat *totalitaire*. Que son autorité ne revendique pas une origine divine mais repose sur le principe de la souveraineté populaire déléguée à un Chef, passe encore : l'Eglise est résignée à fermer les yeux sur un attentat aussi théorique. Mais cet Etat ne peut admettre qu'une partie quelconque de la nation lui échappe, car il prétend réunir en un faisceau toutes les forces vives du pays pour les tendre vers un même but de grandeur nationale. Il prend possession de l'homme tout entier et fait vivre les esprits comme les corps dans une sorte de mobilisation permanente et d'état de guerre latent.

Contre cette « statolâtrie païenne », la Papauté engage le combat au nom des droits de l'individu, de la « personne humaine ». « L'homme en tant que personne possède des droits qu'il tient de Dieu

et qui doivent demeurer, vis-à-vis de la collectivité, hors de toute atteinte. » « La société est faite pour l'homme et non l'homme pour la société. Elle est voulue par le Créateur comme le moyen d'amener à leur plein développement les dispositions individuelles et les avantages sociaux » (1937). Ainsi se développe une doctrine que nous pourrions appeler un individualisme chrétien et qui gagne à l'Eglise au moins les sympathies d'un très grand nombre d'esprits.

Ce conflit de principes en entraîne bien d'autres sur le terrain pratique, car l'Etat totalitaire intervient, avec des moyens d'une puissance encore inconnue, dans des domaines où l'Eglise veut manifester son action, où elle a pris l'habitude d'agir, grâce à la faiblesse et à la tolérance des démocraties. « L'Eglise reconnaît à l'Etat sa sphère d'action propre, mais elle ne peut admettre que la politique se passe de la morale », elle doit pouvoir agir sur « la jeunesse, la famille, l'école, la presse, les masses populaires » — rien de moins (Pie XI, 1936). Ces prétentions, singulièrement envahissantes, se heurtent à l'Etat de type fasciste sur trois points essentiels : la question sociale, les organisations catholiques, la jeunesse.

Les sources de conflits. — Le corporatisme à la mode italienne est, dit Pie XI, vicié par l'étatisme, et ne ressemble guère au régime souple recommandé par Léon XIII pour permettre à patrons et ouvriers de travailler ensemble dans un esprit de fraternité chrétienne, sous le contrôle d'un Etat arbitre. Mais Pie XI se résigne assez facilement à cette situation et renonce même à défendre énergiquement le syndicalisme chrétien : aussi cette question ne provoque-t-elle aucun conflit grave.

Il n'en est pas de même de celle de l'Action Catho-

lique, qui prétend échapper à l'interdit pesant sur les Partis en se limitant strictement au domaine religieux et moral : mais la distinction est difficile, d'autant plus que l'Action Catholique sert facilement de refuge à la vie politique chassée de partout, surtout dans les pays où le Parti vainqueur a dû briser la résistance d'un rival plus ou moins soutenu par l'Eglise. Bien que le Saint-Siège ait su éviter de se compromettre dans ces luttes, l'existence d'organisations catholiques indépendantes, ou plus exactement obéissant à un pouvoir « étranger », reste une source permanente de conflits.

Le cas particulier des organisations de jeunesse est le plus litigieux, car les deux parties attachent beaucoup d'importance à la formation des nouvelles générations dont dépend leur avenir. L'enjeu de la lutte n'est plus l'école, comme dans les démocraties laïques ; du moins, la question de l'enseignement passe au second plan. En effet, si l'Etat totalitaire ne peut prétendre encadrer l'ensemble des citoyens autrement que par l'intermédiaire du Parti, il peut réunir toute la jeunesse dans des groupements spéciaux et la marquer d'une empreinte qu'il veut indélébile. Mais « une conception qui fait appartenir à l'Etat les jeunes générations depuis le premier âge jusqu'à l'âge adulte n'est pas conciliable avec la doctrine catholique ; elle n'est même pas conciliable avec les droits de la famille » (1931). Le Pape condamne aussi le caractère militariste des formations de jeunesse.

Les diversités nationales. — Ces diverses questions ne se posent pas de la même façon dans tous les pays. Il n'y a pas de doctrine fasciste uniforme, comme il y a une doctrine communiste : les mouvements de ce type sont des réactions nationales,

s'effectuant selon des normes communes, mais où se reflètent les traits de chaque peuple. Dans les pays catholiques, Portugal, Espagne, Autriche, le Gouvernement autoritaire respecte l'influence de l'Eglise : celle-ci s'intègre, pour ainsi dire, dans l'Etat. Le cas du régime dit « de Vichy » en France s'apparente quelque peu à cette forme cléricale de fascisme. Mais le national-socialisme, bien plus « doctrinaire », exerce sur les autres fascismes une influence considérable dont l'extension à toute l'Europe est un grave échec pour le Vatican.

D'une façon générale, les difficultés créées par les régimes fascistes amènent le Saint-Siège à se rapprocher des démocraties qu'il a naguère honnies, surtout de la France où s'apaisent les passions anticléricales, même de la France du Front Populaire ; la visite de Pierre Laval au Vatican, en 1935, marque l'excellence de ces relations. C'est que le vieux libéralisme démocratique est beaucoup plus favorable à l'action du Saint-Siège que le nouveau système autoritaire.

B) Les grands conflits

1^o *L'Italie fasciste.* — Si le Fascisme est un mouvement purement laïque et a même dû vaincre un Parti cléricale pour arriver au pouvoir, la religion catholique est celle du peuple tout entier et ses intérêts coïncident souvent avec ceux de l'italianité ; la Papauté a un caractère presque national ; enfin, d'importants éléments du Gouvernement agissent dans le sens conservateur et surtout opportuniste. Ces conditions très spéciales expliquent les accords de 1929, mais le totalitarisme ne peut manquer de provoquer des difficultés.

Le conflit de 1931. — Dès 1929, un discours de

Mussolini, proclamant sa volonté de prendre en mains l'éducation de la jeunesse, suscite de vives protestations de Pie XI. En février 1931, celui-ci se plaint de la violation du Concordat, au moins dans son esprit. Mais c'est le Fascisme qui engage peu après la lutte, en accusant l'Action Catholique d'être une véritable organisation politique dirigée par les anciens chefs du Parti Populaire : on dissout ses Associations de jeunesse et on interdit à ses membres d'appartenir au Parti fasciste. C'est sur la question de la jeunesse que l'Encyclique *Non abbiamo bisogno* du 29 juin fait porter avant tout le débat en dénonçant le monopole revendiqué par le Parti.

Mais Mussolini a laissé ce dernier s'engager dans la lutte plus que le Gouvernement lui-même ; des conseils pressants de modération lui viennent d'Amérique. L'accord du 2 septembre fait de l'Action Catholique une organisation strictement diocésaine placée sous le contrôle immédiat des évêques, et les anciens « populaires » sont exclus de sa direction ; les associations de jeunesse ne pourront se livrer à aucune activité sportive, ce qui limite leur attrait. L'apaisement durable qui résulte de l'accord se manifeste par l'audience pontificale accordée à Mussolini en février 1932.

Le conflit de 1938-1939. — La crise se rouvre en 1938 à la suite de l'alliance germano-italienne et de l'introduction dans la péninsule de certaines méthodes et doctrines nationales-socialistes. Dès 1937, le Saint-Office condamne un livre qui transpose le racisme allemand sur le plan italien. Pie XI intervient personnellement auprès du Gouvernement fasciste, dès que se précise l'éventualité de lois antisémitiques. En décembre 1938, s'il parle encore du « noble souverain » et de son « incomparable ministre », il dénonce la campagne de vexations qui

se poursuit partout contre l'Action Catholique et ne peut avoir lieu sans des encouragements officiels.

La mort de Pie XI semble donc survenir à la veille d'un grave conflit. La diplomatie de son successeur évite tout éclat : le Roi vient même rendre visite au Souverain Pontife qui est, peu après, reçu au Quirinal ; Pie XII n'hésite pas à cette occasion à louer, un peu hardiment, le séculaire esprit catholique de la dynastie de Savoie.

2^o L'Allemagne nationale-socialiste. — Causes du conflit. — Le national-socialisme a une véritable doctrine dont certains articles, surtout le racisme, sont incompatibles avec l'enseignement de l'Eglise : « Il n'est pas possible aux chrétiens, dit Pie XI, de participer à l'antisémitisme ; nous sommes spirituellement des sémites » (1938). On peut aussi s'inquiéter de l'influence qu'exercent, dans l'entourage du Führer, certains hommes qui prétendent fonder une religion purement germanique, un « néo-paganisme », comme on l'appelle généralement.

Les dirigeants « nazis », imbus d'une telle doctrine, sont naturellement moins opportunistes que les fascistes ; la différence des caractères nationaux n'y est pas étrangère non plus. D'ailleurs, ils se sentent moins tenus à des ménagements : le catholicisme n'est, dans le Reich, que l'opinion d'une minorité ; les hitlériens ont eu à lutter pendant de longues années contre le Centre qui représente cette minorité et que l'Eglise soutient : de nombreuses lettres pastorales ont fait au moins des réserves sur les méthodes de lutte et les idées des nationaux-socialistes.

Le Concordat de 1933. — Pourtant, Hitler, arrivé au pouvoir par des voies légales le 30 janvier 1933, doit tenir compte de l'opinion du Président de la République et de la majorité parlementaire. Il

garde auprès de lui, comme Vice-Chancelier, un des catholiques les plus en vue, von Papen, et déclare au Reichstag « vouloir continuer et développer les rapports amicaux avec le Saint-Siège, car le christianisme forme les assises de la vie morale du peuple ». L'arrière-plan allemand que nul ne peut ignorer — destruction des Partis, suppression du syndicalisme chrétien, mesures antisémitiques — n'empêche pas Pie XI, « après avoir lutté avec lui-même », de conclure avec von Papen, venu personnellement à Rome, le Concordat du 20 juillet 1933, pour éviter à l'Eglise allemande des épreuves douloureuses et « montrer à tous, dit-il, que Nous ne refusons à personne la main de l'Eglise-mère ». « Quand il s'agit de sauver les âmes, Nous Nous sentons le courage de traiter même avec le Diable » (1929) ; le Concordat est conforme aux principes habituels de la politique pontificale tels que nous les avons analysés.

Le conflit. — Mais l'application de l'accord donne lieu presque aussitôt à des incidents très vifs, Berlin, ayant, selon Pie XI, « adopté comme norme permanente de ses actions la falsification, l'évasion et finalement la violation du traité ». Le Gouvernement hitlérien dissout diverses associations religieuses et interdit aux membres de l'Action Catholique d'adhérer au Parti. De son côté, à Noël 1933, Pie XI condamne l'eugénisme institué dans le III^e Reich en rappelant l'Encyclique *Casti connubii* et le décret de 1931 contre la stérilisation. L'année suivante, en condamnant les ouvrages des théoriciens nazis Rosenberg et Bergmann, il proclame : « L'exaltation de la race ne peut produire autre chose qu'un monstrueux orgueil aux antipodes de l'esprit chrétien et de l'esprit humain. » En 1935, il va jusqu'à dire : « On veut déchristianiser l'Alle-

magne et la ramener au paganisme barbare » ; il proteste contre les procès tendancieux intentés à certains ecclésiastiques et la suppression de la presse catholique.

Enfin, la décision du 1^{er} décembre 1936 de faire de la « Jeunesse Hitlérienne » une jeunesse d'Etat obligatoire aggrave le conflit entre l'épiscopat et le III^e Reich et amène Pie XI à lancer la fameuse Encyclique *Mit Brennender Sorge* datée du 14 mars 1937. Distribué et imprimé en secret, lu en chaire par surprise le dimanche des Rameaux dans toutes les églises d'Allemagne, le texte pontifical rejette la responsabilité du conflit sur le Gouvernement du Reich. Pie XI accuse ce dernier de « diviniser par un culte idolâtrique la race, le peuple, l'Etat et les dépositaires du pouvoir », de « dresser un mortel aux côtés du Christ », d'engager « une lutte ouverte contre l'école confessionnelle ». Il s'agit d'un « nouveau paganisme agressif et favorisé de bien des manières par des hommes influents ». On cherche à détourner les Allemands de leur fidélité à l'Eglise « par des mesures de contrainte, cachées ou apparentes, par intimidation, par la perspective de désavantages économiques, professionnels, civiques et autres ». Enfin, « dans sa misérable façon de railler l'humilité chrétienne comme une dégradation de soi-même, l'odieux orgueil de ces novateurs se couvre lui-même de ridicule » : l'Eglise « n'a besoin de recevoir de personne des leçons d'héroïsme ».

Ces paroles véhémentes marquent le point culminant de la lutte. A Noël 1937, Pie XI répète : « L'Allemagne est en pleine persécution, comme il y en a rarement eu d'aussi terrible et à laquelle ne manquent ni la brutalité, ni la violence, ni la pression des menaces, ni les tromperies. » En mai 1938,

à l'annonce de la visite d'Hitler, Pie XI quitte Rome (« L'air d'ici nous fait mal »), pour ne pas assister à « l'apothéose préparée pour une croix ennemie de la Croix du Christ » sans égards « pour ses cheveux blancs ».

Un certain apaisement de fait se produit sous Pie XII qui, pour des raisons surtout diplomatiques, évite d'attaquer de front le III^e Reich et attend le 2 juin 1945 pour parler du « spectre satanique exhibé par le national-socialisme ». Le même jour, Pie XII justifie le Concordat de 1933, qui a été utile comme « base juridique de défense » et a permis au Saint-Siège de ne pas prendre sur lui la responsabilité des douloureux événements qui ont suivi.

3^o *Le communisme international.* — Cependant, le communisme reste « le premier péril, le plus grand, le plus général ». « Les scélératesses honteuses et impies commises en Russie » n'atteignent pas directement l'Eglise romaine, qui n'a guère qu'un million et demi de fidèles sur le territoire soviétique : aussi le conflit ne prend-il un caractère vraiment aigu que quand le communisme se répand dans les pays catholiques.

Dès 1926, Pie XI dénonce la persécution qui, au Mexique, « foule aux pieds tout ce qui s'appelle Dieu et est l'objet d'un culte ». Après un apaisement provisoire, il renouvelle ses plaintes dans une Encyclique de 1932, mais il peut envoyer en 1937 un délégué apostolique. Sa politique, détail intéressant, a été appuyée par les Etats-Unis.

En 1931, Pie XI exprime son inquiétude des mesures anticléricales de la jeune République espagnole, tout en conseillant aux catholiques le « ralliement ». Une Encyclique de 1933 élève une protestation solennelle contre les lois qui retirent à l'Eglise jusqu'au bénéfice du droit commun. Aussi,

en septembre 1936, deux mois après le début du soulèvement du Général Franco, Pie XI bénit ceux qui défendent « les droits et l'honneur de Dieu et de la religion » contre « un déchaînement désordonné de forces si sauvages et si cruelles qu'on se demande si elles sont possibles ». Dès juin 1938, des relations diplomatiques sont établies avec le Gouvernement de Franco, que, l'année suivante, Pie XII peut féliciter de sa victoire.

Dans tous les pays catholiques enfin, Pie XI met en garde les fidèles contre la politique dite de la « main tendue » qui n'a pour but que de provoquer « des connivences incroyables et au moins un silence et une tolérance d'un avantage inappréciable pour la cause du mal » (mai 1936).

Le pontificat de Pie XI est donc un pontificat de lutte. Il y a longtemps que la voix du Pape ne s'était élevée aussi fermement, longtemps surtout qu'elle n'avait trouvé une aussi large audience. Mais Pie XI se maintient sur le terrain moral, et pour cela, ses condamnations restent à peu près complètement sans effet pratique. Il en est de même en matière de politique internationale.

C) La Politique internationale et la deuxième guerre mondiale

Pie XI. — Par les accords du Latran, Pie XI déclare « vouloir rester étranger à toutes les compétitions temporelles entre les autres Etats, ainsi qu'aux Congrès internationaux réunis dans un tel but », sauf, il est vrai, si les « parties en contestation font un appel concordant à sa mission de paix ». Aussi le Pape se borne-t-il à souligner l'importance primordiale de l'esprit de paix, à élever

vers le ciel ses prières quand la paix est menacée, comme il le fait dans son pathétique message de septembre 1938. Nous ne pouvons savoir ce qu'a été l'action diplomatique du Saint-Siège ; pourtant, des déclarations publiques nous renseignent sur son attitude pendant la guerre d'Ethiopie, affaire italienne qui intéresse particulièrement Pie XI.

Le Pape s'efforce de distinguer, assez artificiellement, la guerre de conquête, injuste, et la guerre que peuvent légitimer, dans certains cas, le souci de la défense et même le besoin d'expansion. Il désire, au fond, que l'on accorde certains avantages à l'Italie tout en respectant la souveraineté éthiopienne. C'est un peu ce que voudrait le Gouvernement français, et, comme lui, Pie XI ne cherche plus, une fois la guerre commencée, qu'à la circonscrire, ce qui favorise l'entreprise italienne : « Les menaces, dit-il à propos des sanctions, ne peuvent avoir d'autres résultats que d'aggraver la situation en irritant les esprits. » Quand enfin la petite nation chrétienne d'Afrique est écrasée, Pie XI parle, le 2 mai 1936, de la « joie triomphale de tout un grand et bon peuple devant une paix qui veut être un facteur efficace de cette vraie paix européenne et mondiale ».

Pie XII. — En élisant, quelques mois avant le début de la seconde guerre mondiale, le propre Secrétaire d'Etat de Pie XI, le Conclave manifeste sa volonté de voir continuer la politique du Pape défunt. La carrière diplomatique du Cardinal Piacelli, ses missions en Allemagne et dans le monde entier, la haute charge qu'il occupe depuis 1930, tout le désigne pour être le Pape de la guerre imminente. Tout en manifestant moins d'éloignement que son prédécesseur pour une action proprement diplomatique, Pie XII précise la doctrine de

l'Eglise sur les relations internationales, surtout dans l'Encyclique *Summi Pontificatus* du 10 novembre 1939 et les messages de Noël 1939, 1941 et 1944.

La doctrine de Pie XII. — Pie XII insiste, comme ses prédécesseurs, sur le danger des exagérations nationalistes. La paix future doit reposer sur l'ordre et l'ordre lui-même doit être basé sur la justice. Les vainqueurs ne doivent donc pas imposer des traités de contrainte et de violence qui ne sauraient durer : « L'épée peut imposer des conditions de paix, mais ne saurait créer la paix. » En particulier, dit Pie XII, il convient de reconnaître le droit à la vie de tous les peuples, et de respecter la culture et la langue des minorités ethniques : « La volonté de vie d'une nation ne doit jamais équivaloir à une sentence de mort pour une autre » : tout au plus peut-on admettre que les grandes puissances constituent sous leur direction de vastes groupements économiques.

Les vaincus doivent être traités avec justice ; si l'on prend contre ceux que l'on juge « responsables de la guerre » des « mesures de sécurité », ce qui sera « humainement explicable et... pratiquement inévitable », on devra leur laisser l'espoir d'être un jour « à nouveau associés à la grande communauté des nations ». De même, on peut châtier les criminels de guerre individuellement, mais non un peuple entier considéré comme responsable (Noël 1944).

Pie XII insiste sur la nécessité de respecter la parole donnée : c'est le manque de confiance résultant de la violation répétée des traités qui a le plus contribué à faire échouer ses efforts de pacification. Mais il doit être possible de reviser les traités : pour les corriger et les maintenir, il faudra créer une institution juridique internationale dont

les décisions pourront être appuyées par des sanctions économiques et même militaires. Enfin, la paix devra être garantie par le désarmement général et par une répartition équitable des matières premières.

Telle est la doctrine cohérente qui, pour la première fois, se dégage des enseignements d'un Pape sur le problème capital de l'organisation de la paix. Mais elle reste bien théorique et serait d'une application difficile, même si le noble esprit de conciliation et de modération qui l'inspire devait triompher. Elle fait, en tout cas, apparaître le Saint-Siège comme un pouvoir vraiment supérieur aux nations et à leurs conflits, le seul qui ait le souci des intérêts supérieurs de la civilisation et de l'humanité.

L'action diplomatique. — Nous ne savons que peu de choses sur l'action diplomatique de Pie XII. En mai 1939, il se fait donner par les chefs d'Etat de vaines assurances de bonne volonté. Le 21 août, il propose la réunion d'une conférence des pays intéressés au conflit polono-allemand et des neutres limitrophes, auxquels se joindraient les Etats-Unis et le Vatican : il désire donc que le Saint-Siège occupe une place dans le « concert des nations » ; cette conférence aurait pour tâche de reviser le traité de Versailles et de préparer un pacte collectif de non-agression.

L'échec de cette tentative amène Pie XII à préciser les tâches qui s'imposent à lui : guetter les occasions de paix, empêcher l'extension de la guerre, soulager les plus cruelles souffrances. Instruit sans doute par le précédent de 1917, le Pape n'a fait aucune tentative directe en faveur de la paix, mais nous connaissons son action charitable : protestations réitérées et vaines contre les « atrocités » et les méthodes de guerre inhumaines, sur-

tout les bombardements aériens, interventions en faveur des sinistrés, prisonniers et émigrés ; à Rome même, protection accordée à de nombreux réfugiés après l'armistice italien du 8 septembre 1943. Pie XII a tenu à préciser qu'il avait secouru « même les non-aryens » : c'est ainsi qu'il a encouragé les communautés religieuses et les particuliers à donner asile aux Juifs, que lui-même a aidé les Israélites de Rome à payer la contribution dont ils étaient frappés, qu'il a tenté, par la voie diplomatique, d'empêcher le Gouvernement hongrois d'aggraver les lois antisémitiques en juin 1944.

Comme la guerre de 1914, celle de 1939 donne au Vatican une importance diplomatique particulière : dès la fin de 1939, le Président Roosevelt y envoie un représentant personnel. La Chine, la Finlande, les Pays-Bas, le Japon suivent cet exemple.

La position du Pape dans le conflit n'est pas douteuse, malgré son impartialité officielle qu'il proclame en novembre 1939, avec une réserve significative : « Nous ne laisserons pas, *sans en être requis*, Notre action s'engager dans des controverses purement temporelles et des compétitions territoriales » ; un témoin autorisé, le Cardinal Tisserant, ne cache pas, dans une conférence de décembre 1944, que le Saint-Siège est, pendant la guerre, aussi hostile à l'U. R. S. S. qu'à l'Allemagne, au communisme qu'à l'hitlérisme. Les deux puissances se trouvent d'ailleurs unies, en août 1939, par un pacte qui aboutit au partage de la catholique Pologne.

Pourtant, Pie XII ménage le Reich dont il se garde de jamais condamner clairement la politique, tandis qu'il déplore de voir « s'allonger sur la face de l'Europe chrétienne l'ombre sinistre des ennemis de Dieu », et qu'un peu plus tard il flétrit « l'agression préméditée (de l'U. R. S. S.) contre un petit

peuple laborieux et pacifique (la Finlande), sous le prétexte d'une menace inexistante, ni voulue, ni possible. » On peut se demander si, dès ce moment, et plus tard après le déclenchement de la guerre germano-soviétique, le Vatican ne favorise pas la manœuvre du Reich tendant, semble-t-il, à mettre fin à la guerre d'Occident au profit d'une « croisade européenne contre le Bolchevisme ».

En tout cas, Pie XII cherche jusqu'au bout à empêcher l'entrée en guerre de l'Italie, par des discours publics comme par l'action diplomatique. Il repousse les protestations réitérées de l'ambassadeur italien, allant jusqu'à lui répondre le 13 mai 1940 : « Nous ne craignons même pas d'aller dans un camp de concentration. » Plus tard, sur ces quelques hectares de neutralité isolés au milieu de l'Europe en guerre et où se coudoient les ambassadeurs de la plupart des pays, bien des intrigues ont dû se nouer qui n'ont sans doute pas été étrangères à la chute du fascisme et à la capitulation italienne.

¶ D'autre part, les mesures d'apaisement religieux prises par l'U. R. S. S. en faveur de l'Eglise orthodoxe amènent une détente avec le Vatican. Celui-ci semble concevoir de nouvelles espérances au sujet de l'Union des Eglises, tandis que les Soviets reconnaissent l'importance internationale du Saint-Siège. Un certain opportunisme semble atténuer de part et d'autre la rigueur des oppositions doctrinales. D'ailleurs, la nécessité de contacts résulte de l'occupation par les troupes russes et de l'annexion probable de pays où les catholiques sont nombreux ou en majorité.

La politique russe redevient déjà dans le monde entier, comme avant 1914, et bien davantage, le principal obstacle auquel se heurtent les desseins du Saint-Siège. Celui-ci devra rechercher l'appui

de la France : dès février 1943, Pie XII accepte que soit accrédité auprès de lui un représentant du Général de Gaulle, mais il ne reconnaît le Gouvernement provisoire qu'en décembre 1944, et fait quelques difficultés, semble-t-il, pour remplacer le même mois un Nonce jugé trop « bien en cour » à Vichy ; de même, il maintient en fonction, malgré des réclamations souvent très vives, la plupart des prélats qui se sont montrés plus ou moins favorables au régime Pétain. La Papauté paraît devoir s'orienter vers le monde anglo-saxon dont l'union, le prestige et la puissance ont singulièrement grandi.

Il est encore trop tôt pour apprécier les possibilités d'action qui sont offertes à la politique pontificale dans cette après-guerre à peine commencée, d'autant plus que, nous l'avons vu, la structure même du Saint-Siège est en voie de modification. On peut déjà remarquer que le Pape se tient — ou est tenu — encore plus nettement qu'en 1918-1920 à l'écart du règlement de la Paix et des institutions internationales qui sont créées. Sa situation morale est pourtant plus forte qu'après la Grande Guerre, mais l'indifférence a crû, à son égard, autant que le respect, et sa voix a aussi peu de chances d'être écoutée. Mais ce que nous avons dit sur son attitude pendant la guerre nous laisse deviner le sens dans lequel son influence s'exerce sans doute dans la paix retrouvée : en particulier, l'hostilité du Vatican contre le communisme et l'Union Soviétique et l'appui qu'il accorde aux forces qui les combattent apparaissent de plus en plus nettement.

CONCLUSION

On a coutume d'admirer la faculté d'adaptation de la Papauté. Sans nier l'opportunisme dont les Pontifes ont souvent fait preuve, nous avouerons que ce n'est pas le trait qui nous frappe le plus dans la période que nous avons étudiée. La plupart du temps, le Vatican n'a accepté une situation de fait que quand l'impossibilité de remonter le courant est devenue trop évidente : il a mis soixante-dix ans à reconnaître la ruine d'un pouvoir temporel anachronique, il a attendu la fin du XIX^e siècle pour découvrir la question sociale et ne s'est résigné à la liberté et à la démocratie que quand des idéologies nouvelles plus dangereuses semblaient devoir triompher.

On fait aussi volontiers l'éloge de la « continuité » pontificale : nous ne la contestons pas sur le plan surnaturel, mais nous l'apercevons moins sur le plan humain et historique qui est le nôtre. Que la tradition soit particulièrement puissante au Vatican, nous l'avons remarqué et expliqué. Mais la continuité est plus apparente que réelle : les Papes en entretiennent l'illusion en invoquant sans cesse les opinions et les actes de leurs prédécesseurs, en se réclamant de la tradition la plus ancienne possible, tandis que les hommes d'Etat se vantent plutôt d'avoir fait « une véritable révolution ». Nous croyons avoir montré que la période contemporaine de l'histoire du Saint-Siège est marquée,

en fait, par une « révolution » plus véritable que bien d'autres, si elle est moins apparente.

Nous ne suivrons pas non plus ceux qui se plaisent à exagérer l'importance du rôle de la Papauté : c'est plutôt son « absence » aux *xix^e* et *xx^e* siècles qui nous semble remarquable. Les grands bouleversements se sont faits sans elle ou contre elle, et la claustration où elle s'est volontairement enfermée pendant près de soixante ans est comme le symbole de ce parti pris de refuser tout contact avec un monde de plus en plus étranger. Les efforts du Saint-Siège dans tous les domaines n'ont abouti qu'à des échecs ou à des résultats très médiocres, et n'ont pu empêcher le déclin constant de la place que l'Eglise occupe dans le monde.

Son seul succès, c'est en quelque sorte sur l'Eglise que la Papauté l'a remporté, en faisant triompher ses prétentions absolutes et centralisatrices. En s'identifiant avec le catholicisme, en prenant la direction incontestée d'une organisation universelle fortement disciplinée et hiérarchisée, elle a pu s'élever au rang d'une grande puissance mondiale. Mais elle ne peut le rester qu'en demeurant un pouvoir purement spirituel, en se maintenant dans la sphère des principes moraux les plus élevés, en évitant de prendre parti dans les conflits temporels. Cette attitude, tant de fois proclamée par Pie XI, si elle a donné au pontificat de ce dernier un éclat incomparable et au Saint-Siège un prestige sans égal, n'en est pas moins un aveu d'impuissance : elle signifie que la Papauté a cessé d'être un des pouvoirs dirigeants de ce monde, qu'elle est, pour ainsi dire, « passée dans l'opposition ».

Quelle sera pourtant sa place dans cet univers d'après-guerre dont nous n'apercevons encore que

les traits les plus généraux ? Nous n'avons pas la prétention de la déterminer : ils compromettent bien vainement l'histoire, ceux qui cherchent à en dégager des leçons ou des prévisions d'ailleurs contradictoires. Mais nous avons essayé de poser les problèmes que le Saint-Siège a eu à résoudre à l'époque contemporaine : ce sont les mêmes qui, sous des formes plus ou moins différentes, sollicitent encore son attention. Nous avons voulu montrer l'attitude que le Vatican avait adoptée à leur égard ; un passé aussi récent ne peut manquer de déterminer l'avenir dans une très large mesure, surtout quand il s'agit d'une puissance aussi traditionaliste. Mais le Consistoire du 18 février 1946 semble marquer le début d'une « révolution », dont on entrevoit seulement la portée et les conséquences.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Ouvrages généraux. — F. MOURRET, *Histoire de l'Eglise*, t. IX, 1921 (sur Léon XIII). MOURRET et CARREYRE, *Précis d'Histoire de l'Eglise*, t. III, 1930 (très sec.). E. JARRY, *L'Eglise Contemporaine*, 2 vol., 1935. M. PERNOT, *Le Saint-Siège, l'Eglise Catholique et la politique mondiale*, 1924 (essentiel). G. GAILLARD, *La fin d'un temps*, 2 vol., 1932 (partial, mais souvent intéressant).

Monographies des pontificats. — Sur Léon XIII : Mgr T'SERCLAES (1894). Sur Benoît XV : Fr. PICHON (1940) et G. GOYAU (1922). Sur Pie XI : Mgr R. FONTENELLE (1939) et J. DENIS (1939).

Questions particulières. — Sur l'institution pontificale : Y. DE LA BRIÈRE, *L'Eglise et son gouvernement*, 1935 (commode et clair). A. MATER, *L'Eglise Catholique, sa constitution, son administration*, 1906 (vieilli, mais utile). G. GOYAU, PERATE et FABRE, *Le Vatican, les papes et la civilisation, le gouvernement central de l'Eglise*, 1895. Sur les relations avec les Etats : articles et ouvrages divers d'Y. DE LA BRIÈRE, souvent importants. G. MOLLAT, *La question romaine de Pie VI à Pie XI*, 1932. J. ROSEROT DE MELIN, *La Cité du Vatican*, 1937. Paul PARSY, *Les Concordats récents, 1914-1935. Histoire, analyse, règles communes*, 1936.

Sur des questions diverses : Paul LESOURD, *Histoire des Missions Catholiques*, 1937. G. MICHON, *Les documents pontificaux sur la démocratie et la société moderne*, 1926. J. RIVIÈRE, *Le modernisme*, 1929.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Le Gouvernement de l'Eglise..	8
A) Le Gouvernement central, 8. — B) La Papauté et les Eglises nationales, 14.	
CHAPITRE II. — La vie intellectuelle et religieuse	21
A) La Papauté et la Science, 21. — B) Les directives intellectuelles de la Papauté, 25. — C) La vie religieuse et morale, 28.	
CHAPITRE III. — L'expansion catholique	31
A) « Dénationalisation » et « délatinisation », 32. — B) L'œuvre de conquête. Les obstacles. Les résultats, 42.	
CHAPITRE IV. — Les questions politiques et sociales..	52
A) Les idées politiques modernes, 52. — B) La question sociale, 57.	
CHAPITRE V. — Le rôle des laïcs dans l'Eglise	67
A) Croissance du rôle des laïcs, 67. — B) Les Partis catholiques, 69. — C) Les mouvements d'inspiration catholique, 72. — D) L'Action Catholique, 75.	
CHAPITRE VI. — La diplomatie de Léon XIII (1878-1903).	78
A) La politique d'entente de Léon XIII. Ses succès, 80. — B) Les échecs de Léon XIII, 83.	
CHAPITRE VII. — Le déclin de l'influence pontificale et la crise mondiale (1903-1918)	88
A) Pie X et la politique d'isolement (1903-1914), 88. — B) Les efforts de Benoît XV en faveur de la paix, 92. — C) Benoît XV et les belligérants, 94.	
CHAPITRE VIII. — L'ère des accords (1918-1930).....	99
A) Les problèmes politiques, 100. — B) Les nouveaux Etats et la politique concordataire, 103. — C) Les accords du Latran et le problème de l'indépendance pontificale, 108.	
CHAPITRE IX. — L'ère des conflits (1930-1945)	115
A) Papauté et totalitarisme, 116. — B) Les grands conflits, 120. — C) La Politique internationale et la deuxième guerre mondiale, 126.	
CONCLUSION	133
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE	135

Que sais-je?

V. — SCIENCES PURES (suite)

e) Biologie :

Les radiations et la vie (D ^r E. Huant).....	N° 64
La physique de la vie (A. Boutaric).....	N° 184
La chimie des êtres vivants (M. Javillier).....	N° 163
La sélection animale. (C. Gallien)	N° 215
Genèse de la flore terrestre (A.-L. Guyot).....	N° 201
Origine des plantes cultivées (A.-L. Guyot)	N° 79
L'origine des espèces (E. Guyénot).....	N° 141
La sélection végétale (G. Chaland)	N° 219
Les microbes (D ^r A. Boivin)	N° 53
Le parasitisme (L. Gallien)	N° 117
La vie dans les mers (R. Legendre)	N° 72
Les insectes et l'homme (L. Berland)	N° 83
Le peuple des abeilles (D ^r M. Mathis)	N° 6
Le peuple des termites (J. Feytaud)	N° 213
Les migrations des animaux (R. Thévenin).....	N° 51
La genèse de l'humanité (C. Arambourg)	N° 106
Les singes anthropoïdes (A. Urbain et P. Rode)..	N° 202
Les races humaines (H.-V. Vallois)	N° 146
Les grandes migrations humaines (L. Doléot)....	N° 224
Génétique et hérédité (M. Caullery)	N° 113
Le sang (L. Van den Berghe).....	N° 194
Les hormones (P. Rey)	N° 39
La sexualité (L. Gallien)	N° 50
L'embryologie (M. Caullery)	N° 68
La croissance (M. Abeloos)	N° 78
Les climats et l'organisme humain (D ^r E. Duhot)	N° 171
La chaleur animale (A. Missenard).....	N° 205
L'alimentation humaine (R. Lalanne)	N° 22
Les vitamines (S. Gallot)	N° 12
Le système nerveux et ses inconnues (D ^r P. Chauchard).....	N° 8
La chimie du cerveau (D ^r P. Chauchard)	N° 94
Les messages de nos sens (D ^r P. Chauchard)....	N° 138
Le moteur vivant (D ^r P. Chauchard)	N° 181
La vision (E. Devaux).....	N° 98

VIII. — SPORTS, JEUX

Le sport (J. Dauven)	N° 63
Physiologie du sport (D ^{rs} G. Laporte et A. Peycelon)	N° 133
La chasse en plaine et au bois (F. Vidron)	N° 192

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Le Gouvernement de l'Eglise..	8
A) Le Gouvernement central, 8. — B) La Papauté et les Eglises nationales, 14.	
CHAPITRE II. — La vie intellectuelle et religieuse	21
A) La Papauté et la Science, 21. — B) Les directives intellectuelles de la Papauté, 25. — C) La vie religieuse et morale, 28.	
CHAPITRE III. — L'expansion catholique	31
A) « Dénationalisation » et « délatinisation », 32. — B) L'œuvre de conquête. Les obstacles. Les résultats, 42.	
CHAPITRE IV. — Les questions politiques et sociales..	52
A) Les idées politiques modernes, 52. — B) La question sociale, 57.	
CHAPITRE V. — Le rôle des laïcs dans l'Eglise	67
A) Croissance du rôle des laïcs, 67. — B) Les Partis catholiques, 69. — C) Les mouvements d'inspiration catholique, 72. — D) L'Action Catholique, 75.	
CHAPITRE VI. — La diplomatie de Léon XIII (1878-1903).	78
A) La politique d'entente de Léon XIII. Ses succès, 80. — B) Les échecs de Léon XIII, 83.	
CHAPITRE VII. — Le déclin de l'influence pontificale et la crise mondiale (1903-1918)	88
A) Pie X et la politique d'isolement (1903-1914), 88. — B) Les efforts de Benoît XV en faveur de la paix, 92. — C) Benoît XV et les belligérants, 94.	
CHAPITRE VIII. — L'ère des accords (1918-1930)....	99
A) Les problèmes politiques, 100. — B) Les nouveaux Etats et la politique concordataire, 103. — C) Les accords du Latran et le problème de l'indépendance pontificale, 108.	
CHAPITRE IX. — L'ère des conflits (1930-1945)	115
A) Papauté et totalitarisme, 116. — B) Les grands conflits, 120. — C) La Politique internationale et la deuxième guerre mondiale, 126.	
CONCLUSION	133
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE	135

Que sais-je?

V. — SCIENCES PURES (suite)

e) Biologie :

Les radiations et la vie (D ^r E. Huant).....	N° 64
La physique de la vie (A. Boutaric).....	N° 184
La chimie des êtres vivants (M. Javillier).....	N° 163
La sélection animale (C. Gallien)	N° 215
Genèse de la flore terrestre (A.-L. Guyot).....	N° 201
Origine des plantes cultivées (A.-L. Guyot)	N° 79
L'origine des espèces (E. Guyénot).....	N° 141
La sélection végétale (G. Chaland)	N° 219
Les microbes (D ^r A. Boivin)	N° 53
Le parasitisme (L. Gallien)	N° 117
La vie dans les mers (R. Legendre)	N° 72
Les insectes et l'homme (L. Berland)	N° 83
Le peuple des abeilles (D ^r M. Mathis)	N° 6
Le peuple des termites (J. Feytaud)	N° 213
Les migrations des animaux (R. Thévenin).....	N° 51
La genèse de l'humanité (C. Arambourg)	N° 106
Les singes anthropoïdes (A. Urbain et P. Rode)..	N° 202
Les races humaines (H.-V. Vallois)	N° 146
Les grandes migrations humaines (L. Dolot)....	N° 224
Génétique et hérédité (M. Caullery)	N° 113
Le sang (L. Van den Berghe).....	N° 194
Les hormones (P. Rey)	N° 39
La sexualité (L. Gallien)	N° 50
L'embryologie (M. Caullery)	N° 68
La croissance (M. Abeloos)	N° 78
Les climats et l'organisme humain (D ^r E. Duhot)	N° 171
La chaleur animale (A. Missenard).....	N° 205
L'alimentation humaine (R. Lalanne)	N° 22
Les vitamines (S. Gallot)	N° 12
Le système nerveux et ses inconnues (D ^r P. Chau- chard).....	N° 8
La chimie du cerveau (D ^r P. Chauchard)	N° 94
Les messages de nos sens (D ^r P. Chauchard)....	N° 138
Le moteur vivant (D ^r P. Chauchard)	N° 181
La vision (E. Devaux).....	N° 98

VIII. — SPORTS, JEUX

Le sport (J. Dauven)	N° 63
Physiologie du sport (D ^r G. Laporte et A. Peycelon)	N° 133
La chasse en plaine et au bois (F. Vidron).....	N° 192



Collection dirigée par Paul Angoulvent

TABLEAU ANALYTIQUE

I. Philosophie, morale.

II. Religions, mythes, croyances.

III. Sciences juridiques, économiques et sociales.

IV. Culture littéraire et artistique :

- a) Philologie ; b) Littérature ; c) Théâtre ; d) Architecture ; e) Arts plastiques ; f) Arts appliqués ; g) Musique, danse.

V. Sciences pures :

- a) Histoire des sciences ; b) Mathématiques, astronomie ; c) Physique, chimie ; d) Géologie ; e) Biologie.

VI. Sciences appliquées :

- a) Technologie ; b) Photographie, cinéma ; c) Agriculture, élevage ; d) Commerce, finances, comptabilité ; e) Médecine, chirurgie.

VII. Histoire, géographie :

- a) Histoire générale ; b) Histoire de France ; c) Histoire par pays ; d) Sciences auxiliaires de l'Histoire ; e) Géographie.

VIII. Sports, jeux.

La collection QUE SAIS-JE ? formera une encyclopédie complète des connaissances actuelles.

UNIVERSITY OF CHICAGO



44 479 278

BX

1389

.M3

MARC-BONNET

La Papaute Contemporaine

1553608

JUL 23 1947

Bindery

OCT 14 1946

MAY 2 1950

10-11-48
John A. Armstrong
Quarter 942 2nd floor

BX 1389

.M3

1553608

SWEET HALL LIBRARY

UNIVERSITY OF CHICAGO



44 479 278